

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13940

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 28 JUILLET 1989

## Un nouveau départ pour l'OUA ?

Le nouvel atta-  
lage, MM. Hosni Mubarak, le  
chef de l'Etat égyptien, comme  
président, et Salim Ahmed  
Salim, le ministre tanzanien de la  
défense, comme secrétaire  
général - que l'Organisation de  
l'unité africaine (OUA) vient de  
se choisir - réussira-t-elle à sortir de  
l'ornière ? Ces deux hommes,  
appréciés pour leur pragmatisme,  
ont, en tout cas, l'ambition  
de bousculer un peu les  
choses, de forcer l'organisation  
panafricaine à faire preuve de  
courage et, surtout, de lucidité.

En vingt-cinq ans d'existence,  
l'OUA s'est principalement  
employée à voter des centaines  
de résolutions sur toutes sortes  
de sujets, sans s'assurer que  
celles-ci puissent être suivies  
d'effets. Peu à peu, à force de  
crier dans le désert, l'organisa-  
tion panafricaine a perdu une  
bonne partie de sa crédibilité. A  
preuve, le manque d'empres-  
sement que mettent les chefs  
d'Etat et de gouvernement à  
assister à ses sommets annuels.

La plupart des  
conflits régionaux qui agitent le  
continent échappent au contrôle  
de l'OUA. Si l'organisation a  
accueilli dans ses rangs la Répu-  
blique arabe saoudienne, elle n'a  
pas pour autant contribué à la  
recherche d'un accord de paix  
avec le Maroc. Son ancien pré-  
sident, M. Moussa Traoré, a  
certes réussi à « monter » un  
tête-à-tête sans suites entre le  
colonel Kadhafi et M. Hissène  
Habré, mais le Sénégal et la  
Mauritanie ont, pour leur part,  
fait appel à la médiation du  
Conseil de sécurité de l'ONU.

En Afrique australe, le point  
chaud du continent, l'OUA a  
brûlé par son absence. Les Etats-  
Unis, avec l'appui de l'Union  
soviétique, se sont heureuse-  
ment entremis pour obtenir le  
départ des troupes cubaines  
d'Angola et la mise en route du  
processus d'indépendance de la  
Namibie. Le maréchal Mobutu,  
chef de l'Etat zaïrois, a joué les  
bons offices pour essayer de  
réconcilier les frères ennemis  
angolais, tandis que, pour mettre  
fin à la guerre civile dans son  
pays, M. Joaquim Chissano, son  
homologue mozambicain, vient  
de faire appel aux services de  
M. Daniel Arap Moi, le président  
kenyan...

Ce n'est pas un  
hasard si la Tanzanie a réussi à  
faire élire au poste de secrétaire  
général de l'OUA l'un des siens.  
N'est-elle pas un pays de la  
« ligne de front », très sou-  
cieuse, comme les pays riverains  
de l'Afrique du Sud, de ce qui se  
passe du côté de Pretoria ? Si le  
Nigérien Idriss Oumarou n'a pas été  
reconduit dans ses fonctions, il le  
doit, notamment, au fait que cer-  
taines Etats membres lui repro-  
chaient de ne pas avoir suffisam-  
ment travaillé sur les dossiers de  
l'Afrique australe.

Malgré tout, l'élection d'un  
anglophone au poste-clé de  
secrétaire général, alors qu'il  
est, de tradition, que celui-ci  
revienne à un francophone, ris-  
que de créer des mouvements de  
mauvaise humeur au sein de  
l'organisation panafricaine.  
d'autant que réapparaît, à cette  
occasion, le clivage entre le clan  
des pays dits « modérés » et  
celui des pays dits « progressi-  
stes ».

La situation économique dra-  
matique dans laquelle est plongé  
le continent devrait avoir raison  
de ces querelles sans grand inté-  
rêt et rassembler le plus grand  
nombre autour de solutions  
concrètes. Mais l'OUA saura-t-  
elle se mettre à l'école du réa-  
lisme ?

(Lire nos informations page 4.)

M 0147-07280-450 F



5790147004500 07280

Une résolution adoptée par le Soviet suprême de l'URSS

## Premier pas vers l'autonomie pour les Républiques baltes

Le Soviet suprême de l'URSS a adopté, le jeudi 27 juil-  
let, une résolution accordant l'« autonomie comptable » à  
l'Estonie et à la Lituanie, premier pas vers « l'autonomie  
économique » des Républiques baltes, qui revendiquent une  
véritable indépendance par rapport à Moscou dans l'utilisa-  
tion de leurs ressources. Les Russes d'Estonie se sont mis  
en grève pour protester contre cette évolution.



(Lire nos informations page 26)

L'Elysée et la préparation du congrès du PS

## Les mitterrandistes, nouveaux « partageux »

Le temps des nouveaux  
« partageux » est-il venu ? Au  
risque de paraître utopiques,  
mais avec l'aval du président  
de la République, les mitter-  
randistes réunis autour de  
M. Jospin proposent de trans-  
former la société française  
dans le sens d'un meilleur  
partage.

M. Michel Rocard, qui partici-  
pait au journal télévisé  
d'Antenne 2, mercredi soir  
26 juillet, pour parler des très  
sérieuses difficultés quotidiennes  
des habitants de la région pari-  
sienne, a eu un mouvement de  
recul, presque d'agacement,  
quand on lui a demandé ce qu'il  
pensait de l'énergie déployée en

ce moment par les autres diri-  
geants socialistes pour préparer  
le congrès de son parti, prévu  
pour mars 1990 à Rennes.  
Comme s'il jouait la question  
futile...

Le premier ministre a eu tort.  
Il est, en effet, le premier  
concerné par l'invitation au débat  
rendue publique, le même jour,  
par son ministre de l'Éducation  
nationale, M. Lionel Jospin, au  
nom de deux cent vingt-deux  
autres militants du PS.

Doublement tort, même, puis-  
que ce document rejoint - pour  
ne pas dire reflète - les préoccupa-  
tions exprimées avec de plus  
en plus d'insistance par le pré-  
sident de la République - auquel  
M. Jospin a confié, mercredi

Remis par la direction des services judiciaires à M. Arpaillange

## Un projet pour garantir l'indépendance des magistrats

La direction des services judiciaires du ministère de la  
justice a récemment transmis à M. Arpaillange un document  
qui propose de réformer le Conseil supérieur de la magistrature  
ainsi que le statut des magistrats. Ce document, dont le  
propos est de mieux garantir l'indépendance des magistrats,  
pourrait - si telle était la volonté de M. Mitterrand - servir  
de base à un projet de loi organique.

C'était le 6 décembre 1988. En  
petit comité, devant les représen-  
tants des organisations syndicales  
de magistrats, le directeur des ser-  
vices judiciaires et un membre de  
son cabinet, le ministre de la jus-  
tice, M. Pierre Arpaillange, pré-  
sentait la parole pour une déclara-  
tion solennelle qui fut alors  
perçue comme un engagement :  
« Renforcer l'indépendance du  
corps judiciaire, ce n'est pas ren-  
forcer le confort des juges mais,  
dans l'intérêt exclusif des justi-  
ciables, permettre à des juges  
responsables, conscients de leurs  
devoirs d'être reconnus dans la  
société comme des arbitres incontes-  
tés ».

Pour servir cette haute ambi-  
tion, dont nul ne met en cause la  
sincérité, car on avait alors en  
mémoire les prises de position  
tranchées de M. Arpaillange à la  
fois dans l'affaire Apat et  
dans l'affaire Grélier (1) (lire  
la note page 10) - le ministre

dessinait deux axes : la réforme  
du Conseil supérieur de la magis-  
trature et celle du statut des  
magistrats.

La première pourrait être réali-  
sée par une réforme de la Consti-  
tution, « la plus satisfaisante  
intellectuellement », précise le  
ministre, ou par une loi organique  
(lire encadré), plus modeste mais  
plus « réaliste ». La seconde,  
celle du statut des magis-  
trats, se ferait par une loi organi-  
que instituant notamment la dis-  
sociation « du grade et de la  
fonction ».

Par cette disposition technique,  
on pourrait éviter aux magistrats  
d'avoir sans cesse en tête leur  
avancement et on permettrait à  
des magistrats d'expérience  
d'occuper des fonctions de base,  
par exemple l'instruction, sans  
leur donner le sentiment de déchoir.

AGATHE LOGEART.  
(Lire la suite page 10.)

Un entretien avec M. Philippe Ramond

## La 5 en appelle au chef de l'Etat

« La 5 vendra très cher sa  
peau ». M. Philippe Ramond,  
directeur général de la chaîne de  
M. Robert Hersant, prend date  
et menace dans l'entretien qu'il  
nous a accordé. Sans question de  
se laisser asphyxier par les  
décrets du gouvernement qui  
durcissent les contraintes de  
programmation des télévisions  
privées. Pas question d'aban-  
donner un réseau qui constitue  
le principal actif de la chaîne,  
même pour fusionner avec M 6.

Bref, pas question de mourir,  
comme le souhaiteraient, selon  
les dirigeants de la 5, certains  
membres du gouvernement  
soupçonnés de « préméditer »  
un véritable « assassinat », avec

la complicité d'un CSA comparé  
au « tribunal de l'inquisition ».

Seul le président de la Répu-  
blique échappe aux soupçons.  
M. Philippe Ramond confirme  
une démarche récente effectuée  
par M. Robert Hersant auprès  
du chef de l'Etat, « inventeur de  
la télévision privée en France ».

Démentant les rumeurs alarmi-  
stes autour de la situation  
financière de la 5, le directeur  
général de la chaîne annonce les  
premiers bénéfices pour 1991  
et affirme que de nouveaux par-  
tenaires sont prêts à pallier  
toute défaillance des action-  
naires actuels.

(Lire page 18.)

Etrange affaire d'espionnage aux Etats-Unis

## Felix Bloch, casse-tête pour le FBI

Une nouvelle affaire  
d'espionnage embarrasse vive-  
ment les Etats-Unis. Un diplo-  
mate américain, M. Felix  
Bloch est soupçonné d'avoir  
trahi son pays au profit de  
l'URSS. Mais le FBI manque  
de preuves. Résultat : le diplo-  
mate reste en liberté sous  
étroite surveillance.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Heureux comme un espion en  
Amérique ? Le sort de M. Felix  
Bloch n'est peut-être pas précisé-  
ment enviable. Mais, après tout,  
cet homme, que le contre-  
espionnage américain tient quasi-  
ment pour coupable et qu'on a  
filmé en train de remettre un  
porte-documents à un agent du  
KGB à Paris, reste libre comme  
l'air. Le FBI est impuissant à faire  
autre chose que le suivre pas à pas.

M. Guerassimov, le porte-  
parole du ministère soviétique des  
affaires étrangères, a même pu  
s'offrir le luxe d'ironiser, mercredi  
26 juillet : « Aucune accusation  
officielle n'a été lancée contre ce

monsieur. Il est en vacances et il  
continue à recevoir son salaire ».

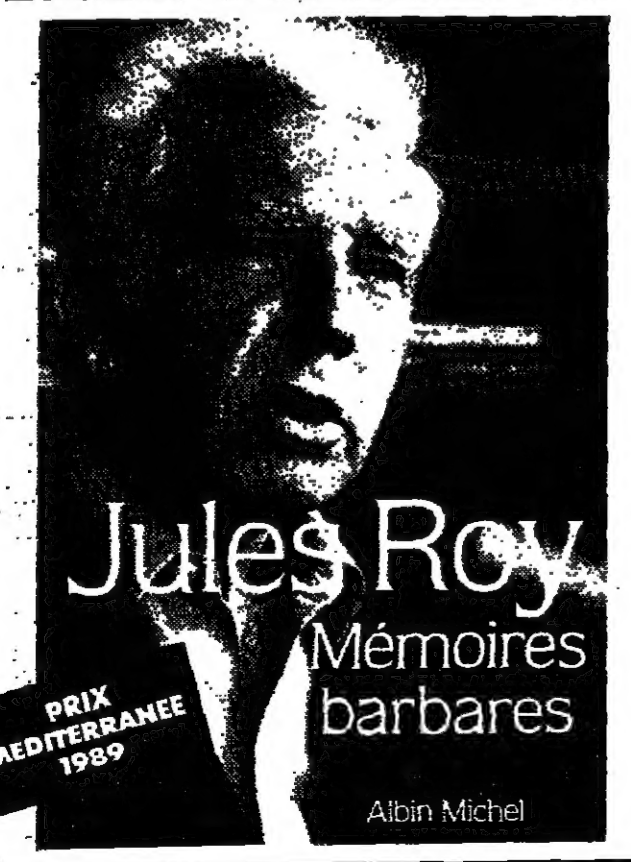
C'est à peu près vrai : l'ancien  
numéro deux de l'ambassade des  
Etats-Unis à Vienne est en « congé  
administratif » depuis le 22 juin  
dernier et, si son laissez-passer au  
département d'Etat lui a été  
retenu, aucune incrimination n'a été  
prononcée, et il ne semble même  
pas que le FBI ait été en mesure  
de justifier une fouille de son  
domicile, et donc d'y procéder.  
C'est que remettre une mallette  
à un tiers personne - même si c'est  
selon toute probabilité un agent

étranger - n'est pas un motif suf-  
fisant de poursuite. Et M. Bloch a  
subi sans se démonter l'épreuve  
qui permet généralement au FBI  
d'étayer « légalement » ses infor-  
mations : la confrontation avec les  
enquêteurs.

Les soupçons - pour employer  
un euphémisme - semblent pour-  
tant fort lourds, puisque le pré-  
sident Bush, rompant avec le silence  
de principe qu'il observe stricte-  
ment d'habitude à propos de  
toutes les questions ayant trait à  
l'espionnage, a parlé d'une affaire  
« très sérieuse ».

JAN KRAUZE.  
(Lire la suite page 4.)

## DEMAIN A APOSTROPHES.



Jules Roy  
Mémoires barbares  
Albin Michel  
PRIX MEDITERRANEE 1989

## Le Monde

LIVRES

La publication des « Versets sataniques » :  
le dédale de Salman Rushdie

■ La littérature menacée, par Danielle Sallenave. ■ Hannah  
Arendt et les aventures de l'expérience ; ■ Le feuilleton de Ber-  
trand Poirot-Delpech : « Léon Bloy », de Maurice Bardèche.  
■ La chronique de Nicole Zand : « Faisons les valises ».

Pages 11 à 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes.; Grèce, 80 p.;  
Irlande, 100 p.; Italie, 1.800 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 140 esc.; Suède, 12,50 sk.; Suisse, 1,80 fr.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.



IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNEE TERRIBLE

Les Allemands sont à Paris. Dans le petit jour du 14 juin, les premiers motocyclistes avec side-cars pénètrent dans une capitale déserte, du fait du couvre-feu. Le 23 juin, dans la ville pavoisée de croix gammées, Hitler effectue une visite « culturelle » (l'Opéra, la Madeleine, la Concorde, les Invalides...). Les Français s'interrogent sur l'avenir que le chancelier du Reich réserve à leur pays vaincu.

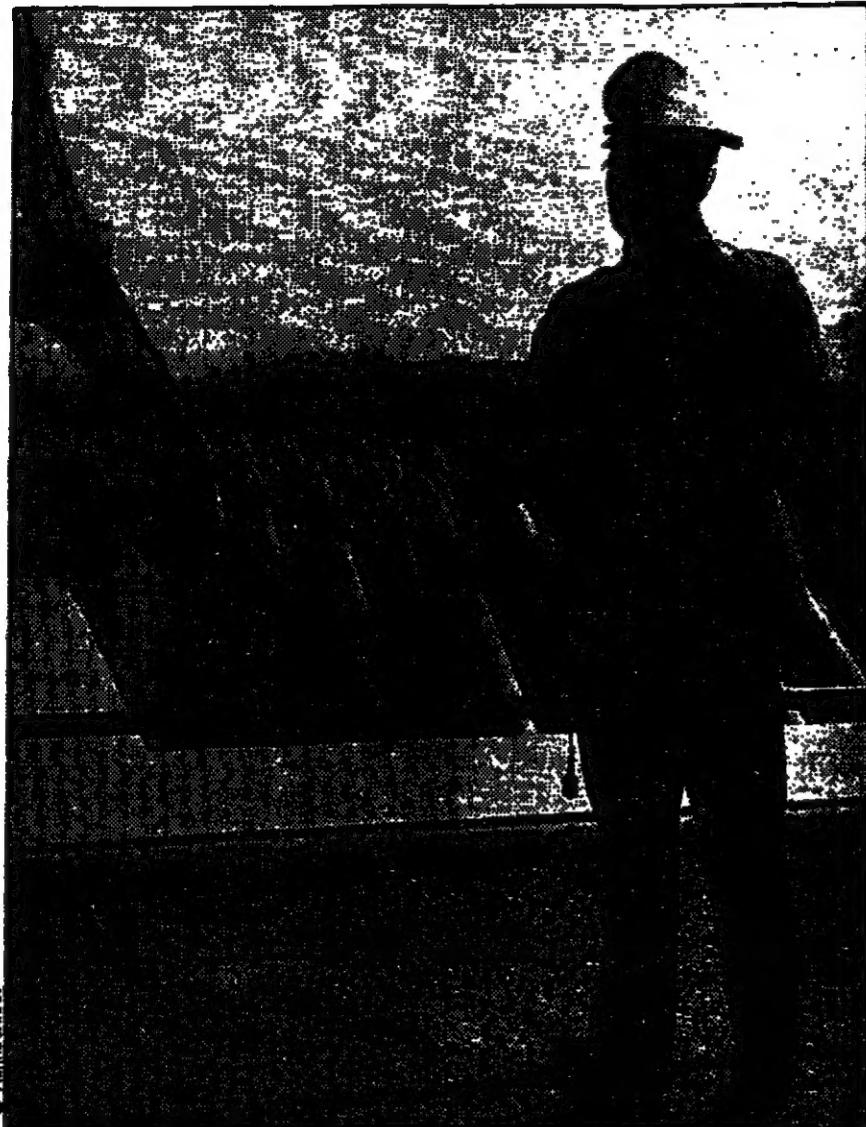
**« P** RÉPAREZ un décret dans lequel j'ordonne la pleine reprise des constructions de Berlin... N'est-ce pas que Paris était beau ? Mais, Berlin doit devenir beaucoup plus beau. Je me suis souvent demandé dans le passé s'il ne fallait pas détruire Paris. Mais, lorsque nous aurons terminé Berlin, Paris ne sera plus que son ombre. Alors, pourquoi la détruire ? » Hitler tire là, froidement et calmement, au soir du 23 juin 1940, avec son architecte préféré, Albert Speer, la leçon du voyage-éclair qu'il avait accompli en sa compagnie, quasi incognito, le matin même dans Paris occupé.

Neuf jours auparavant, les avant-gardes du général Kurt von Briesen pénétraient dans la capitale, l'arme à la bretelle : comme le plus souvent dans cette fâcheuse guerre, le haut-commandement français n'avait cessé de tergiverser sans décider si la capitale devait devenir un môle de résistance. Celui qui en était le gouverneur militaire depuis le 2 septembre 1939, le général Hering, un Alsacien énergique, était bien décidé à se battre devant et dans la capitale. Mais, ne disposant que de moyens réduits — 10 000 hommes, 200 canons, 30 chars, — il attendait des renforts qui ne vinrent jamais : Weygand ne disposait plus de réserves suffisantes. Et, quand il fut avéré que Rommel passerait la Seine en amont, le généralissime, pour éviter des destructions préjudiciables et le massacre de population civile, tranchait : le 12 à midi, Paris était déclaré « ville ouverte ».

A cette date, la ville s'était largement vidée de ses habitants à cause des nouvelles du front, et encore plus du bombardement : 200 bombardiers protégés par 150 chasseurs de la Luftwaffe venaient des aéroports et des nœuds ferroviaires, mais aussi des usines, Citroën par exemple, avaient fait plus de 250 victimes civiles dans les quinze et seize zones arrosées. Pourtant, il en restait encore 1 100 000, et un peu moins de la moitié des banlieusards (soit 800 000). Une bonne partie de l'administration était encore à son poste, à commencer par le préfet de police Roger Lagueron et le préfet de la Seine, Villey, avec le gros des policiers parisiens et des pompiers. Ils attendaient.

LES avant-gardes allemandes investissaient la proche banlieue nord dans la soirée du 13. En moins d'une heure, un protocole d'accord était conclu entre deux plénipotentiaires français et les Allemands : les Français s'engageaient à ne pas détruire les ponts, à assurer l'ordre contre les pillards, la population serait consignée chez elle pendant quarante-huit heures. Dans le petit jour du vendredi 14 juin, les premiers motocyclistes avec side-cars pénétraient dans Paris désert. Dans la journée, les vainqueurs contrôlaient toute la capitale, sans véritables incidents, même si une quinzaine de personnes en furent frappées au point de se suicider. Parmi elles, une personnalité du Tout-Paris, le fils de Gyp, cette femme écrivain des années 1900, Thierry de Martel, chirurgien-chef de l'Hôpital américain ; le 13 au soir, il écrivait à William Bullitt, l'ambassadeur des Etats-Unis, un de ses amis, à qui il avait assuré qu'il ne quitterait pas Paris : « En y restant vivant, c'est un chèque barré que je remets à mon adversaire. Si j'y reste mort, c'est un chèque sans provision. Adieu. »

Les services de Goebbels firent croire, en diffusant des reportages filmés où l'on voit des badauds en assez grand nombre



Paris, fin 1940. Un lieu touristique prisé par les officiers allemands.

## IX - Adolf Hitler, le visiteur du matin

Par Jean-Pierre Azéma

assister aux parades des troupes allemandes ou entourant les soldats de la Wehrmacht, que les Parisiens et les Français s'étaient donnés dès le premier jour aux vainqueurs. En réalité, ces images sont postérieures, légèrement postérieures. Au contraire, lors de l'arrivée des Allemands, les habitants, qui, de surcroît, étaient tenus dans les premières heures de respecter le couvre-feu, s'étaient cachés. D'ailleurs, les Allemands ont été nombreux à témoigner qu'ils avaient traversé une « ville sans regard » (*Die Stadt ohne Blick*). Les badauds ne vinrent qu'ensuite aux nouvelles, avec le soulagement de voir qu'ils n'étaient pas investis par des hordes barbares. Car les consignes extrêmement strictes qu'avait reçues la troupe de se conduire de façon « correcte » ont été appliquées quasiment à la lettre. Il y a vraisemblablement du vrai dans la description que fit, postérieurement, Emmanuel d'Astier de la Vigerie de cette « correction » : « Ils paient, ne s'envoient pas, se lèvent pour les femmes dans les transports en commun. Ce ne sont pas des soudards... » C'est un viol tranquille, de belle tenue, devant des Français submergés. » Ce qui ne signifie pas pour autant que les Parisiens fussent prêts à une collaboration-réconciliation. Hitler en eut un aperçu en visitant l'Opéra ; il avait fallu réveiller un vieil ouvrier, à qui on demandait de mener la visite complète des lieux ; Hitler tint beaucoup à ce que lui fût donné un billet de 50 marks ; il refusa courtoisement, mais fermement.

Et, petit à petit, la vie reprit son cours, comme le souhaitaient d'ailleurs les autorités d'occupation, qui attachaient une grande importance à la relance de la vie culturelle ; le ravitaillement fut assuré ; les cafés ouvrirent bien vite leurs portes, le cinéma Pigalle reprenait ses projections dès le 15. Moyennant sousmission à la censure allemande, la presse fut invitée à reparaître, et, dès le 18, sortait le *Matin* de Bunau-Varilla et la *Victoire* de Gustave Hervé, journaux, il est vrai, qui ne risquaient pas d'attaquer l'occupant. Evidemment, le drapeau français était dorénavant interdit, la croix gammée flottait sur la Chambre des députés, sur la tour Eiffel et sur bon nombre d'édifices publics et d'hôtels réquisitionnés (mais elle fut retirée, au

bout de quelques heures, de l'Arc de triomphe, par respect pour le Soldat inconnu). Dès le 14, également, les horloges furent arrêtées à une heure : Paris vivrait désormais à l'heure allemande.

C'est cette ville pavoisée de croix gammées qu'Adolf Hitler décidait de visiter, pour la première fois de sa vie, le dimanche 23 juin, le lendemain de la signature à Rethondes des préliminaires franco-allemands d'armistice. Le Führer s'offrait un jour de détente, qui n'avait rien de militaire : il s'agissait, il l'avait annoncé à son entourage, d'un voyage culturel.

C'EST pourquoi étaient de la fête à la fois Speer, l'architecte qui lui promettait monts et merveilles pour le nouveau Berlin, et son sculpteur préféré, Arno Breker, celui qui savait modeler des athlètes et guerriers assez vils pour évoquer le modèle aryen. Trois Mercedes découvertes venaient le chercher, au petit jour — 5 h 30 — à l'aérodrome du Bourget. Assis, comme à son habitude, à l'avant, près du chauffeur, botté, ganté, sanglé dans un manteau de cuir, le Führer donnait l'ordre de mettre le cap sur l'Opéra. Il s'y attarda longuement, lui qui en avait une connaissance livresque quasi parfaite ; tout ou presque au palais Garnier l'impressionnait fortement. Après quoi la Madeleine (un peu trop académique à son goût), la Concorde et les Champs-Élysées (qu'il admira), l'Arc de triomphe, le palais de Chaillot, la tour Eiffel (qui lui sembla allier heureusement la promesse technique et la « mobilisation d'une idée artistique de base », la chapelle des Invalides (avec méditation prolongée sur le sarcophage de l'Empereur), le Panthéon (dont les proportions l'impressionnèrent), la Sainte Chapelle, Notre-Dame, la place des Vosges, qui le laissa sans réaction, le Sacré-Cœur, enfin, qui ne lui plut pas.

La visite dans Paris à peine réveillée avait duré trois heures. Puis le touriste Hitler reprit son avion et survola une

dernière fois à basse altitude la capitale avant de regagner son Q. G. Pas ou peu de politique pendant cette visite. En quittant l'Arc de triomphe, il avait fait seulement remarquer qu'il aurait pu offrir les Français en organisant des Champs-Élysées à la Concorde un grand défilé triomphal. Il est vrai que Goering ne pouvait garantir que la RAF ne viendrait pas perturber la parade. Ce qui l'incitait à ne rien entreprendre pour l'heure, si l'on en croit Speer, c'est le sentiment qu'il n'avait encore franchi qu'une étape : « Je n'ai pas envie d'assister à un défilé célébrant la victoire ; nous ne sommes pas encore au bout. »

Que savaient les Français de la place que pouvait bien réserver Hitler à la France vaincue ? Pas grand-chose, car ils l'avaient peu lu, comme tout ce qui venait de l'étranger, et n'avaient pu imaginer pareille issue à un conflit que, de surcroît, ils avaient cherché à éviter. Pourtant Hitler avait, lui, des idées relativement précises sur la place qu'occuperait la France dans une Europe qu'il voulait remodeler de fond en comble. L'annulation du traité de Versailles de 1919 n'était qu'une étape dans sa géopolitique, mélange singulier de *Weltanschauung* raciale (l'échelle de valeurs des peuples se faisant en fonction de leur pureté raciale supposée) et d'une *Realpolitik* des plus classiques.

CAR la mission qui incombait à ses compatriotes était de dominer l'Europe continentale pour y conquérir pour la fin des siècles l'espace vital, le *Lebensraum*. Cet espace vital serait pris sur les Slaves, qui ne valaient pas grand-chose, à ses yeux, au plan racial. Mais il fallait éviter une guerre sur deux fronts, celle qui avait coûté si cher aux armées

impériales, et isoler la France, qui demeurerait un adversaire irréductible : il songea à s'allier à l'Italie et à la Grande-Bretagne, dont, jusque vers le milieu des années 30, il avait escompté la neutralité bienveillante. Devenu chancelier, Hitler était en public cet expansionnisme, et, à chaque amexion, se répandait au contraire en professions de foi pacifiques.

Mais nous disposons d'un document tout à fait explicite sur ses intentions : c'est le « protocole Hoesbach », du nom d'un colonel qui fut chargé d'établir un compte rendu de la réunion qui regroupa, le 5 novembre 1937, les ministres de la guerre et des affaires étrangères avec les commandants en chef des trois armées de la Wehrmacht. Il y est dit que le « but de la politique allemande » était d'« assurer la sécurité et la subsistance de la masse populaire, ainsi que son accroissement ». Par là même, il s'agissait du « problème de l'espace » : comme celui du Reich est trop restreint, « l'unique remède, qui peut vous paraître chimérique, consiste dans l'acquisition d'un plus grand espace vital », un espace vital qui ne « peut être recherché qu'en Europe » et qui ne pourra « être réalisé qu'en brisant les résistances et en encourageant des risques ».

Dans les années 20, pour Hitler, « l'ennemi mortel du peuple allemand est et reste la France » (édition de *Mein Kampf* parue en 1927), car « la France a besoin de la balkanisation de l'Allemagne pour parvenir à l'hégémonie en Europe ». Dans les années 30, il y a une relative évolution de la stratégie de celui qui est devenu le Führer : la France est avant tout pensée en fonction de ce qui est désormais le but prioritaire : la conquête à venir de la « Russie ». Le risque était réduit de voir la France prétendre à une hégémonie en Europe, elle est surtout une menace permanente si l'Allemagne s'engage à l'est. Le 9 octobre 1939, il avait rédigé un long mémorandum on ne peut plus explicite : « Le but de guerre allemand doit nécessairement être la liquidation militaire définitive de l'Ouest, ce qui veut dire éliminer les nations occidentales la force et la possibilité de s'opposer une fois encore à la consolidation de l'Etat allemand et au développement du peuple allemand en

Europe » ; le 23 novembre, il revoyait à la charge : « Nous ne pouvons, nous engager contre la Russie que si nous avons les mains libres à l'ouest ».

La campagne de France avait, non seulement la destruction ou la mise hors de combat de l'armée française, mais aussi l'effondrement de la France. L'occasion était trop belle pour ne pas en profiter. Dans les semaines qui ont suivi la conclusion de l'armistice apparaissent divers projets de redécoupage territorial de la France ; la plupart prenaient pour base les frontières antérieures au traité de Westphalie en 1648 ; le plus achevé, celui du secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, Stuckart, traçait la nouvelle frontière franco-allemande ; elle partait de la baie de Somme, épousait la limite nord du Bassin parisien et de la Champagne jusqu'à l'Argonne, glissait au sud-est en traversant la Bourgogne, passait à l'ouest de la Franche-Comté et rejoignait le lac de Genève. Un projet qui pouvait servir de base pour les futures négociations de paix.

Mais, dès juillet 1940, il n'était plus question de traité de paix, avant la reddition de la Grande-Bretagne, ou même la chute de l'URSS. Car Hitler, qui estimait la Wehrmacht invincible sur terre, prenait alors le risque de combattre sur deux fronts, la chute de Moscou devant obliger la Grande-Bretagne à négocier ; il pensait de surcroît que, si la paix était signée dans la foulée, il faudrait arbitrer entre tous ceux qui attendaient quelques reliques des déportations françaises, et, d'abord, l'Italie et l'Espagne ; les Français pourraient cesser d'être dociles, et il faudrait de toute manière leur rendre le littoral atlantique et les côtes de la Manche, indispensables pour préparer l'invasion de la Grande-Bretagne. Toutes raisons qui militaient pour qu'on en reste à la convention d'armistice, suffisamment drastique pour obtenir ce qu'on désirait des Français vaincus.

Est-ce à dire que, si les Français se conduisaient bien et collaboraient avec leurs vainqueurs, il y avait lieu de faire de ces nouveaux rapports franco-allemands un pivot de la politique du Reich ? La réponse est négative si on se fie à la directive n° 490 dictée par Hitler le 9 juillet 1940 : « L'Allemagne ne conclut pas avec la France une paix chevaleresque. L'Allemagne ne considère pas la France comme une alliée, mais comme un Etat avec lequel les comptes seront réglés lors du traité de paix. A l'avenir, la France jouera en Europe le rôle d'une Suisse agrandie et deviendra un pays de tourisme pouvant éventuellement assurer certaines productions dans le domaine de la mode. »

Soutenir les efforts du gouvernement français pour établir un régime autoritaire n'aurait aucun sens. Toute forme de gouvernement paraissant propre à restaurer les forces de la France se heurtera à l'opposition de l'Allemagne. En Europe, seule l'Allemagne commande. Elle n'a, en dehors de l'Italie, qu'un espace vital propre, aucun allié ni partenaire placé sur un pied d'égalité. Hitler, à quelques variantes près, ne dément pas de cette perspective. On conçoit alors ce qui attendait les Excellences vichysoises qui investiraient dans la collaboration politique avec le Reich. Les mêmes commettraient un autre contresens lourd de conséquences pour les Français : ils ne verront pas que, c'est l'URSS, et non pas la France, qui, plus que jamais, était au centre des préoccupations du Führer.

### RÉPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968, 554 p. Un ouvrage très solide.
- Les lecteurs qui voudraient en savoir plus sur l'ensemble de l'année 40, peuvent consulter quatre ouvrages d'un accès commode :
  - Yves Durand, *La France dans la deuxième guerre mondiale, 1939-1945*, Paris, A. Colin, 1988, 192 p. Un livre destiné aux étudiants, fort bien fait.
  - Jean-Baptiste Duroselle *l'Abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, 611 p. Une somme.
  - Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1972, 376 p. La meilleure synthèse sur Vichy.
  - Jean-Pierre Azéma *De Munich à la Libération*, Paris, Le Seuil, 1979, 412 p. Ouvrage que nous nous permettons de citer.

Demain : Publier au grand jour l'illégalité dans Paris occupé.

M. Rafsanjani  
Un redoutable  
Les bombardements  
Cinq grands brûlés  
Rouais  
seront soignés en France

مكتبة الأمل



# Etranger

Le Monde • Vendredi 28 juillet 1989 3

## IRAN : l'élection présidentielle

### M. Rafsandsjani assuré de la victoire

Vingt-quatre millions d'électeurs (sur une population de cinquante-deux millions d'habitants) pour deux candidats : la République islamique doit se doter, vendredi 28 juillet, de son quatrième président depuis sa création, en 1979. Cette élection est compliquée avec un référendum sur une réforme de la Constitution visant à concentrer désormais l'exécutif entre les mains du futur président.

Celui-ci devrait être l'actuel homme fort du pays, l'homme d'État Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani, président du Parlement depuis 1980.

Il n'a, en effet, qu'un seul concurrent, très loin d'avoir sa stature et sa popularité. Il s'agit d'un médecin formé en France, M. Abbas Chehane, cinquante-huit ans, déjà candidat en 1981 et en 1985.

L'issue du scrutin étant déjà acquise, le régime a appelé à une « participation massive » des électeurs — dont les plus jeunes ont quinze ans — tant à l'élection présidentielle qu'à un référendum constitutionnel.

### Un redoutable « animal politique »

L'ours de la révolution islamique, gironette du khomeinisme, offrant le visage le mieux adapté aux circonstances du moment et sachant anticiper les bourgeoisies de la politique iranienne ? L'homme d'État Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani, cinquante-cinq ans, est d'abord un politicien hors pair, un véritable « animal politique » possédant par la passion du pouvoir. Manœuvrier exemplaire, il est l'un des rares personnalités de premier plan à avoir survécu depuis l'instauration du régime islamique, en 1979, à toutes les vicissitudes d'une révolution qui — classiquement — s'est repue de nombre de ses fils.

Tout à tour classé parmi les tenants d'une ligne khomeiniste sans concession ou, au contraire, considéré comme le chef de file des pragmatiques, il n'a cessé de déjouer par des volte-face spectaculaires, par un perpétuel double langage adapté à l'auditoire, par sa façon de voler de contradiction en contradiction avec lui-même. L'œil le plus souvent pétillant de malice, on l'a vu se sortir de situations délicates en se servant, avec une essence exemplaire, de l'une de ses armes favorites, l'humour. Ainsi lorsqu'il dut traverser l'une de ces épreuves dont est émaillée sa vie politique, la plus dangereuse peut-être pour sa survie : l'« Irangate », ou l'affaire des ventes d'armes américaines à l'Iran.

Principal architecte de ce montage qui devait permettre, aux yeux de Washington, de « préparer l'après-Khomeiny », en établissant des contacts avec ceux des hommes politiques iraniens susceptibles d'être les plus réceptifs aux sirènes occidentales, tout en facilitant une éventuelle libération des otages américains du Liban, M. Rafsandsjani

n'a pas hésité, en novembre 1986, à faire lui-même d'importantes révélations sur la transaction. Ce marché aurait pourtant coûté non seulement la place mais aussi la vie à plus d'un autre sujet de l'imam Khomeiny. Le président du Parlement a donné là un bel exemple de sa virtuosité dans l'art de retourner à son profit une situation qui apparaissait désespérée au départ. D'accusé, il s'est ainsi rapidement converti en héros, celui d'avoir réussi à obtenir armes et pilotes détachés des États-Unis sans contrepartie et, de plus, en « roulant » le « Grand Satin ».

On pourrait accumuler les exemples de cette apparente versatilité depuis qu'il a été élu à la présidence du Parlement, il y a tout juste neuf ans, en juillet 1980, après avoir brièvement occupé le poste de ministre de l'Intérieur. Neuf ans au cours desquels il a évité tous les écueils pour devenir le véritable homme fort de l'Iran. Neuf ans pendant lesquels on ne compte plus ses déclarations contradictoires. N'est-ce pas ce même homme, que certains ont pu présenter comme un modéré, qui a assuré, en décembre 1981, que « la révolution islamique n'a d'autre moyen que l'égorgement violent et sanglant » ?

C'est toujours cet homme qui, passant du plus chaud partisan d'un rapprochement avec l'Occident, lance tout à coup un retentissant appel au meurtre d'Américains, de Britanniques et de Français (en mai dernier). C'est également M. Rafsandsjani qui, placé par l'imam à la tête des forces armées iraniennes, en juin 1987, pour redresser une situation militaire désastreuse, fait accepter sa cesser-

le-feu par Khomeiny moins de deux mois plus tard — non sans avoir multiplié entre-temps les déclarations belliqueuses.

### Des relations privilégiées avec Khomeiny

Il aura ainsi réussi la double gageure d'avoir supplanté tous ses rivaux — bien qu'on l'ait donné à maintes reprises battu par les « radicaux » — et d'avoir convaincu le terrible Khomeiny de faire la paix avec le régime baath de Bagdad, ce que l'imam a lui-même assimilé à l'absorption de « poison ». C'est qu'il a habilement su parer. M. Rafsandsjani a ajouté le bénéfice, tout au long de sa « carrière », de relations privilégiées avec le « guide de la révolution ». Cet attachement ne s'est jamais démenti et lui a permis, comme lors de l'« Irangate », de parer les coups de ses adversaires.

Les deux hommes se connaissent depuis la fin des années 50 lorsque, jeune étudiant en théologie issu d'une famille fortunée, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandsjani a suivi, dans la ville sainte de Qom, les cours de Ruhollah Khomeiny. Plus tard, alors que celui-ci allait devenir « imam » et vainqueur du chaos fut chassé de son pays par ce même empereur, M. Rafsandsjani mit ses talents d'homme d'affaires au service de la cause islamique — sans oublier ses propres intérêts, car il a amassé une fortune considérable. Plusieurs fois, il a connu les rigueurs des prisons impériales.

Jusqu'où ce « pragmatisme » et ce sens tactique peuvent-ils mener M. Rafsandsjani ? C'est sans l'ombre d'apparence — d'une hésitation et avec son aplomb habituel qu'il a joué le premier rôle dès la mort de



Khomeiny, le 3 juin dernier. Sans pratique oblige, il a, dès cet instant, fait de la reprise économique une priorité nationale, à l'heure où les difficultés dans ce domaine cristallisent le mécontentement de la population. Simple président du Parlement, il a occupé toute la scène politique, allant jusqu'à écarter le successeur de l'imam, l'ayatollah Ali Khamenei, celui-là même auquel il devrait succéder à la présidence de la République.

Cette présidence n'aura plus rien à voir avec la précédente. M. Rafsandsjani a pris soin de ne s'attaquer à ce poste — jusqu'à présent essentiellement honorifique — qu'après avoir obtenu que des réformes constitutionnelles lui attribuent de très larges pouvoirs (en fait, concentrant l'indépendance entre ses mains) furent soumises à référendum. Déjà, c'est en véritable chef de l'État qu'il a été accueilli, fin juin, à Moscou, où il a signé d'importants accords économiques. Et ce, quelques jours seulement après que le testament de l'imam eut été rendu public, dans lequel Khomeiny appelait tous les musulmans à rejeter tant les États-Unis que l'Union soviétique.

Pour habile qu'il soit et pour forte que soit la propension des dignitaires religieux iraniens à « se serrer les coudes » face au monde extérieur, M. Rafsandsjani n'en reste pas moins exposé aux rivalités du sérail. Rien ne dit que certains de ses manœuvres, comme sa tentative de court-circuiter les ambitions politiques du fils de l'imam, M. Ahmed Khomeiny, en soutenant sa candidature à la présidence d'un Parlement affaibli, ne se retourneront pas un jour contre lui.

YVES HELLER.

## ISRAËL

### M. Shamir s'explique sur ses rencontres « exploratoires » avec des Palestiniens

M. Yasser Arafat a proposé, dans des déclarations à la presse égyptienne, un projet de règlement du problème palestinien en quatre étapes : retrait partiel des troupes israéliennes des territoires occupés ; définition d'un calendrier pour le retrait total d'Israël de ces territoires, s'étendant sur une période de vingt-sept mois ; élections sous la supervision de l'ONU et retour des réfugiés ; fixation d'une date pour l'annonce de l'indépendance. Selon le chef de l'OLP, « ce plan est calqué sur le plan de règlement américain qui a été retenu dans le cas de la Namibie ». — (AFP.)

JERUSALEM  
de notre correspondant

Face au flot d'informations sur les contacts secrets et les négociations, directes ou indirectes, entre Israël et l'OLP, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, était appelé à s'expliquer et à mettre les choses au point. C'est ce qu'il a fait dans un entretien télévisé de plus d'une demi-heure, mercredi 26 juillet. Sur un ton ferme et parfois enjoué, M. Shamir, au mieux de sa forme, a réaffirmé de la manière la plus catégorique que l'OLP n'avait aucune place dans l'initiative de paix lancée par son gouvernement.

Le premier ministre a qualifié ces rencontres avec des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza d'« exploratoires ». « Nous sommes encore loin d'une véritable négociation (...). L'objectif, à ce stade, est d'essayer de mettre sur pied un groupe d'interlocuteurs palestiniens avec lesquels nous discuterons jusqu'à ce qu'un accord intervienne au sujet des élections ».

Ses interlocuteurs ne sont-ils pas mandatés par l'OLP ? M. Shamir ne veut pas le savoir. « Aucun Palestinien que j'ai rencontré n'avait demandé l'autorisation à l'OLP », affirme le chef du gouvernement, qui qualifie de « mensonges et pures allégations » tous les propos tenus à ce sujet par le chef de l'OLP. « Je n'attends rien de Yasser Arafat. Je ne peux imaginer à l'avance le moindre accord avec cet individu. Je ne le rencontrerai jamais, car je sais ce qu'il désire. C'est notre mort, à moi et à nous tous ».

A la question de savoir si l'on ne pouvait pas, malgré tout, parler de négociations indirectes entre Israël et l'OLP sur le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza, M. Shamir a soutenu que cela était totalement exclu par la plate-forme même du

gouvernement de coalition, qui rejette tout contact avec l'OLP et toute idée d'État palestinien indépendant.

Cet argument quelque peu formaliste prenait le contrepied d'une déclaration faite quelques heures auparavant par M. Yossi Beilin, le vice-ministre des finances (travailliste). Celui-ci avait fait sensation en affirmant que l'on pouvait bel et bien parler de négociations indirectes entre Israël et l'OLP.

Certes, ce n'est pas la première fois que M. Beilin, qui est le plus proche collaborateur du dirigeant du parti travailliste, M. Shimon Peres, tient de tels propos. Mais cette fois, c'était à la tribune de la Knesset, en tant que vice-ministre des finances, ce qui donnait à ses propos un caractère officiel.

C'est pourquoi le porte-parole de la présidence du conseil s'est empressé de publier un communiqué expliquant que les déclarations de M. Beilin ne reflétaient en rien le point de vue officiel du gouvernement.

Celles-ci semblent pourtant parfaitement conformes à la réalité. Ce que M. Beilin a soutenu, c'est qu'il n'y avait pas de contact direct entre Israël et l'OLP. Et effectivement, toutes les informations au sujet de rencontres entre émissaires de M. Shamir et représentants de la centrale palestinienne, relèvent apparemment de la pure fantaisie.

En revanche, explique M. Beilin, depuis que le gouvernement a proposé son initiative de paix, on peut parler effectivement de négociations indirectes dont l'objectif est d'obtenir le feu vert de l'OLP au projet d'élections. Les intermédiaires dans ces négociations indirectes sont les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, les États-Unis, l'Égypte et certains pays européens. — (Interim.)

## LIBAN : après quatre jours de trêve

### Les bombardements ont repris avec une intensité accrue

BEYROUTH  
de notre correspondant

Six heures de bombardements, au moins vingt-cinq civils tués et quatre-vingt-deux blessés : la trêve qui régnait au Liban depuis quatre jours a volé en éclats, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 juillet, sous un déluge de feu. Les duels d'artillerie entre les troupes syriennes et les forces chrétiennes du général

Michel Aoun ont, cette fois-ci, largement débordé les deux secteurs de Beyrouth pour atteindre des villages du « réduit » chrétien comme de la montagne druze, ainsi que la Bekaa et le littoral du nord du pays. Vingt-deux des vingt-six victimes ont été tuées en secteur musulman, les quatre autres dans le camp chrétien.

Toute la presse libanaise relève que cette flambée de violence a coïncidé avec l'annonce d'une réu-

nion, samedi prochain à Rabat, des ministres algérien, marocain et saoudien des affaires étrangères consacrée à la situation au Liban. Chacun des deux camps accuse l'autre de chercher à saboter la mission du comité tripartite de la Ligue arabe, dont les efforts n'ont eu, jusqu'à présent, d'autre résultat que la poursuite des bombardements et le durcissement du blocus naval imposé par la Syrie au « pays chrétien ».

L. G.

## Le sort de M<sup>me</sup> Jacqueline Valente

### Les époux Métral cessent leur grève de la faim

Lyon. — M. et M<sup>me</sup> Métral, le beau-frère de M<sup>me</sup> Jacqueline Valente et son épouse, ont décidé de mettre fin jeudi à leur grève de la faim après avoir reçu un message du ministre des affaires étrangères qui les recevra lundi 31 juillet à 12 heures, a-t-on appris auprès des intéressés. Un message venant de la préfecture du Rhône est venu leur apporter ce message vers 12 h 30, ont-ils précisé.

L'entrevue d'André et Anne-Marie Métral avec M. Roland Dumas sera suivie d'une rencontre avec la presse, la radio et la télévision à laquelle participera le ministre d'État, indique le message. « Ce sera l'occasion d'affirmer devant la presse l'engagement du gouvernement français à déployer tous ses efforts pour obtenir la libération de Jacqueline Valente, retenue comme otage », précise le texte. « C'est un grand pas de franchi, ont souligné M. et M<sup>me</sup> Métral, et un espoir qui naît pour Jacqueline Valente et ses enfants en captivité au Moyen-Orient ».

Les époux Métral, qui avaient entamé leur grève de la faim il y a dix-sept jours, vont être hospitalisés dès jeudi après-midi pour deux jours afin d'« apprendre à se réhabiliter normalement », ont précisé les médecins qui les ont suivis pendant leur épreuve.

Le directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Jacques Andréani, s'était rendu à Lyon, mercredi 26 juillet, pour remettre à la famille de M<sup>me</sup> Jacqueline Valente deux lettres et deux photographies de la jeune femme, enlevée en novembre 1987 par un groupe palestinien. Cette correspondance adressée à sa famille porte la date du 10 juin, mais elle ne serait parvenue que le 24 juillet au Quai d'Orsay, selon l'émissaire de M. Roland Dumas.

M<sup>me</sup> Valente écrit qu'elle vit dans un appartement avec son compagnon, M. Fernand Houtouk, sa fille Sophie-Liberty et un petit garçon né il y a quelques mois. Elle déclare qu'ils sont bien traités.

## A TRAVERS LE MONDE

### Grande-Bretagne

#### Première visite d'un ministre soviétique de la défense

La ministre soviétique de la défense, le général Dmitri Iazov, devait arriver, jeudi 27 juillet, un voyage de trois jours en Grande-Bretagne, le premier d'un ministre soviétique de la défense dans un pays de l'OTAN depuis la seconde guerre mondiale. Il a été invité, mercredi, à visiter une base aéronavale en Écosse et à assister à des manœuvres sur le porte-avions HMS Invincible.

A son arrivée à Londres, mardi, M. Iazov avait été reçu par le premier ministre, M<sup>me</sup> Thatcher. Il s'était entretenu avec le ministre sortant de la défense, M. Younger, et le nouveau ministre des affaires étrangères, M. John Major. Les discussions ont essentiellement porté sur les négociations en cours sur la réduction des armements conventionnels en Europe. Le ministre soviétique a estimé à ce propos que les forces britanniques et françaises stationnées en RFA devaient être prises en compte au même titre que les forces américaines pour la limitation des forces occidentales en Europe du centre. — (AFP.)

### Maroc

#### 226 prisonniers politiques

L'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a recensé deux cent vingt-six prisonniers politiques au Maroc, selon un dossier rendu public, mercredi 26 juillet, à Rabat. Selon cette organisation, fondée en décembre 1988 et composée d'intellectuels, de juristes et d'universitaires, douze de ces deux cent vingt-six détenus ont été condamnés à mort et se trouvent à la prison centrale de Kénitra, à une quarantaine de kilomètres de Rabat.

### URSS

#### L'histoire du Parti communiste revue dans les manuels

De nouveaux manuels présentant une version rénovée de l'histoire du Parti communiste de l'URSS doivent paraître pour la prochaine année scolaire, ont indiqué, mercredi 26 juillet, les Izvestia. La publication de ces nouveaux manuels vise à réconcilier les étudiants avec « les idées fondamentales du communisme », ajoute l'organe du gouvernement soviétique.

Le dernier manuel consacré au communisme, publié en 1985, ne comportait que peu de modifications par rapport à ceux qui avaient été publiés à l'époque de Staline, relève un professeur cité par le journal.

Selon celui-ci, le plupart des étudiants préfèrent se référer à la presse plutôt qu'aux manuels comme source d'information. A partir du 1<sup>er</sup> septembre, les enseignants chargés de l'histoire du PC devront se recycler à l'université de Moscou pour remettre leurs cours à jour, ont précisé les Izvestia. — (AFP.)

● Moscou paie en dollars ses cotisations à l'ONU. — « L'URSS vient de payer 43 millions de dollars

pour le budget 1989 de l'ONU, qui s'ajoutent à un premier paiement effectué en mars. Nous avons donc versé 86,4 millions de dollars au total », a indiqué, au cours d'une conférence de presse à Moscou, un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. « La totalité de la somme a été payée en monnaie convertible, sans les déductions habituelles, et non en roubles, ce qui nous valait jusqu'à des critiques », a-t-il ajouté. — (AFP.)

### Zaïre

#### Signature d'un accord avec la Belgique

La Belgique et le Zaïre ont signé, mercredi 26 juillet à Rabat, un accord mettant fin au différend qui les opposait depuis octobre dernier. Un texte, portant notamment sur l'annulation de près de 11 milliards de francs belges (275 millions de dollars) de la dette de Kinshasa à l'égard de Bruxelles et sur la normalisation des relations bilatérales, a été signé par le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens et son collègue zaïrois, M. Nguza Kari-t-Bond. La cérémonie s'est déroulée au palais royal de Rabat en présence du président zaïrois, le maréchal Mobutu, du premier ministre belge, M. Wilfried Martens et du roi Hassan II, qui avait exercé sa médiation dans l'affaire. — (AFP.)

● SOUDAN : début des négociations de paix en août. — Le nouveau gouvernement militaire de Khartoum et les rebelles sudistes entameront des négociations de paix à Addis-Abeba au cours de la première semaine d'août, a annoncé, jeudi 27 juillet, l'homme fort du pays, le général Omar Hassan El Béchir. Au cours d'une conférence de presse donnée à son retour du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le général Béchir a déclaré que le président égyptien Hosni Moubarak, nouveau président de l'OUA, avait joué un rôle clé dans la préparation des pourparlers. — (Reuters.)

### Cinq grands brûlés libanais seront soignés en France

Cinq grands brûlés libanais sont arrivés, mercredi 26 juillet, à l'aéroport d'Orly. Ces victimes de bombardements, que les hôpitaux de Beyrouth ne sont pas en mesure de soigner, sont les premiers arrivants d'un nouveau groupe de blessés évacués sur la France. Cette opération est organisée par le secrétariat d'État chargé de l'aide humanitaire qui a sollicité pour la première fois le concours du secteur hospitalier privé. Le secrétaire d'État, M. Bernard Kouchner, attendait les blessés à l'aéroport.

Deux des patients, une petite fille de trois ans et un homme qui attendait depuis six mois son transfert à Paris, seront gratuitement pris en charge par une clinique de Châteaufort-Malabry (Hauts-de-Seine). Les trois autres personnes, une mère et ses deux enfants, brûlés à 80 % le 20 juillet par l'explosion d'un obus au phosphore dans leur abri, seront soignés dans un hôpital militaire parisien.

Une cinquantaine de blessés beyrothins, chrétiens et musulmans, devraient bénéficier dans les semaines à venir d'une évacuation similaire.



# Afrique

La fin du sommet de l'organisation panafricaine

## M. Salim Ahmed Salim est élu secrétaire général de l'OUA

Le ministre tanzanien de la défense, M. Salim Ahmed Salim, a été élu mercredi 26 juillet secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au troisième tour de scrutin, par trente-huit voix sur cinquante. Il a battu le secrétaire sortant, le Nigérien Idriss Oumarou, élu il y a quatre ans.

Les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient mis d'accord pour que le scrutin ne s'éternise pas et qu'il n'y ait pas de risque de

division entre francophones et anglophones. Selon le compromis élaboré, celui qui obtenait le moins de voix au deuxième tour se désistait. Finalement, un troisième tour de scrutin a été organisé pour donner au vainqueur la majorité requise des deux tiers.

**Environnement et droits de l'homme**

Le nouveau secrétaire général de l'OUA s'est engagé, à la fin du sommet annuel des chefs d'Etat et

de gouvernement, à travailler au redressement économique de l'Afrique. « Nous devons travailler dur pour écartier de l'Afrique l'image de pauvreté qui lui est accolée », a-t-il dit. Il a évoqué la protection de l'environnement et les droits de l'homme, en soulignant que les abus en Afrique avaient besoin d'une attention nouvelle.

De son côté, le nouveau président en exercice de l'OUA, M. Hosni Moubarak, chef de l'Etat égyptien, a annoncé quatre décisions prises lors du sommet : un comité ad hoc des chefs d'Etat sur l'Afrique australe se réunira le 21 août à Harare, au Zimbabwe ; un comité ad hoc des chefs d'Etat sur le processus d'indépendance en Namibie ; un effort accru et intensifié sera fait pour aider le président gabonais, M. Omar Bongo, à résoudre le différend frontalier entre la Libye et le Tchad ; un comité dirigé par le président en exercice sera créé pour trouver

une solution à la crise qui a éclaté entre le Sénégal et la Mauritanie.

Amprévant, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient adopté une résolution réclamant l'augmentation des effectifs des Nations unies stationnées en Namibie et réaffirmant leur soutien à l'Organisation du peuple du Sud-ouest africain (SWAPO).

**Réformes à visage humain**

Les participants au sommet ont demandé notamment la relance du dialogue Nord-Sud et un prix rétrospectif pour les matières premières. Ils ont plaidé pour des réformes économiques qui tiennent compte de la fragilité de leurs économies, insistant sur la nécessité d'instituer des plans d'ajustement structurel « à visage humain » pour éviter des retours sociaux et politiques, voire des émeutes de la faim.

### EN BREF

● **MOZAMBIQUE** : le RENAMO accepte la médiation kenyane. — La Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) a annoncé, mardi 25 juillet à Lisbonne, qu'elle acceptait la médiation du président kenyan, M. Daniel Arap Moi, dans le conflit qui l'oppose au gouvernement de Maputo. Dans un communiqué, la RENAMO se déclare favorable à la formation d'un groupe de chefs d'Etat africains qui pourrait contribuer à des pourparlers de paix au Mozambique (Le Monde du 25 juillet).

● **SOMALIE** : arrestation de deux ministres. — Deux ministres, le général de brigade Aden Abdoullahi Nour et le général de division Mohammed Abdoullahi Basdeh, ont été accusés d'attente à la sûreté de l'Etat et arrêtés à Mogadiscio, a

annoncé le radio nationale, mardi 25 juillet. Ces généraux étaient tous deux ministres attachés à la présidence. — (AFP.)

● **ZIMBABWE** : prolongation de l'état d'urgence. — Le gouvernement zimbabwéen a fait approuver par le Parlement, mardi 25 juillet, le renouvellement pour six mois de l'état d'urgence, sous lequel vit le pays sans interruption depuis 1985. L'état d'urgence permet au gouvernement de passer outre les décisions de justice, notamment en l'autorisant à obtenir des personnes acquittées par les tribunaux. Le ministre zimbabwéen de l'Intérieur, M. Mwenye Mahachi, a défendu ce renouvellement en déclarant que les menaces et l'agression flagrante de l'Afrique du Sud. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : la préparation des élections législatives

## Le gouvernement craint une campagne de violences

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

La campagne pour les élections législatives du 6 septembre, qui, dans les faits, a débuté il y a plusieurs semaines, bat maintenant son plein. Depuis lundi, en effet, on sait combien de candidats se disputent les 166 sièges de l'Assemblée blanche, les 80 de la Chambre nationale et les 40 de la Chambre indienne. Pour ce qui concerne les élections « blanches », l'élément nouveau par rapport aux élections de 1987 est que les deux oppositions, celle d'extrême droite (Parti conservateur, CP) et celle de centre gauche (Parti démocratique, DP), ont décidé de présenter le plus grand nombre possible de candidats, au grand regret du Parti national (NP) au pouvoir, qui occupe maintenant le centre de l'échiquier politique.

Des trois partis, le NP a été le premier, en juin, à dévoiler son programme, en reprenant tel quel son manifeste de 1987, auquel il a ajouté un « plan d'action » de cinq ans. L'élément central de ces deux documents, qui se veulent réformistes, reste le concept de « groupe », synonyme du système d'apartheid. Quant au problème de la représentation politique des Noirs, le NP propose de négocier avec les dirigeants qui ont « pris l'engagement en faveur de solutions pacifiques », ce qui exclut pour l'instant le Congrès national africain (ANC).

Le manifeste du tout nouveau Parti démocratique propose l'abolition de l'apartheid et des négociations incluant les organisations interdites, dont l'ANC. Il prône aussi « un vote d'égalité valeur » pour tous les Sud-Africains, c'est-à-dire le suffrage universel direct, mais dans le cadre d'un Etat fédéral et afin d'éviter la « domination de la

majorité », autrement dit des Noirs.

Quant aux conservateurs, qui rêvent de revenir à l'apartheid des années 60, ils ont présenté un programme sans surprise, est au cœur de l'idée de « partition », c'est-à-dire la création d'un Etat ultra-blanc où les Noirs ne seraient tolérés que comme travailleurs immigrés.

**Vieille tactique**

Pour l'heure, la campagne met surtout aux prises le pouvoir et un adversaire qui n'est pourtant, en théorie, pas directement concerné par ce scrutin : l'opposition noire. Après l'explosion de trois bombes dimanche 23 juillet, dans la région du Cap, qui avait fait deux morts, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a accusé l'ANC d'avoir planifié, avec les mouvements d'opposition extra-parlementaire, une campagne de violence pour perturber le déroulement des élections, notamment par des attaques à la bombe contre certains candidats. Il a averti les dirigeants de ces mouvements qu'il n'hésiterait pas à sévir. Les dirigeants de ces organisations anti-apartheid ont rejeté les accusations de M. Vlok, affirmant qu'il s'agit là de « la vieille tactique usée consistant à susciter la paranoïa et la peur parmi l'électorat blanc ».

Un affrontement avec le pouvoir semble, toutefois, difficilement évitable, car ces opposants ont confirmé qu'ils comptent intensifier leur campagne de protestation contre l'apartheid en appelant leurs sympathisants à se rendre en masse, le 2 août, dans huit hôpitaux réservés aux Blancs pour s'y faire soigner. Le gouvernement a déjà averti qu'il ne laisserait pas « les radicaux » perturber la fonctionnement des services de santé.

(Interim.)

## Un vrai diplomate

Trepp, portant d'épaisses lunettes, bavard et affable, le nouveau secrétaire général de l'OUA, de confession musulmane, est né en janvier 1942, sur l'île de Pemba. Marié, diplômé de l'université Columbia à New-York, il a fait des études en Inde à l'université de Delhi. Il est docteur honoris causa de l'université des Philippines et de l'université de Maiduguri, au Nigeria.

M. Salim a derrière lui une longue carrière diplomatique. Nommé ambassadeur au Congo en 1964, il occupa ensuite les mêmes fonctions en Chine et en Inde. Puis il représenta, pendant environ dix ans, son pays aux Nations unies. Il y présida le comité spécial pour la décolonisation, puis l'Assemblée générale. En 1981, l'OUA proposa sa candidature à la succession de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU. Il lui manqua le soutien des Etats-Unis et de leurs alliés pour l'emporter.

Revenu en Tanzanie comme chef de la diplomatie, il est nommé premier ministre en avril 1984, après la mort accidentelle d'Edward Sokaï. Ce diplomate de carrière se présente comme

l'homme idéal pour appliquer à l'intérieur, grâce à sa compétence, un certain pragmatisme et pour solliciter à l'extérieur, grâce à son entourage, les concours dont son pays a besoin pour se relever.

M. Salim essaie de coller aux réalités d'un pays qu'il connaît mal — puisqu'il a passé le plus clair de sa carrière à l'étranger, — et qu'il sillonne donc en tous sens. Réaliste, il abandonne la chasse aux émirats, lancée par son prédécesseur. Pragmatique, il s'emploie notamment à desserrer le contrôle des prix, à dégraisser les effectifs des entreprises publiques tout en redonnant confiance aux paysans.

Il occupait depuis 1985 les fonctions de vice-premier ministre et ministre de la défense. Par ailleurs, il était membre du comité central du Parti de la révolution, le parti unique au pouvoir. Mais il ne résistait pas, au départ de M. Julius Nyerere, à occuper le poste de secrétaire général. Un certain nombre de cagoules se méfient, en effet, de ce novice en politique qui n'a pas été élevé dans le sérail, de cet « étranger » qui ne se nourrit pas de chimères.

# Amériques

HAÏTI : licenciement à Radio-Soleil

## La hiérarchie catholique contre l'«Eglise des pauvres»

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

Nouvel épisode de l'affrontement entre la conférence épiscopale et l'Eglise populaire, la reprise en main de Radio-Soleil par la hiérarchie catholique est un coup pour les tenants du changement en Haïti. « Je suis parti pour la souffrance et la colère révoltée. Ils vont faire de Radio-Soleil un instrument de colonisation sous couvert d'évangélisation », commente le Père Jean-Bertrand Aristide, expulsé de l'ordre des salésiens en novembre dernier, en raison de son engagement à la tête de l'«Eglise des pauvres».

Créée en 1978 par la Conférence épiscopale haïtienne, Radio-Soleil était devenue, à partir de 1984, « la voix des sans-voix » sous l'impulsion de son directeur, le Père Hugo Triest. L'un des plus écoutés, la station avait joué un rôle important dans la chute de la dictature duvallériste.

C'est sur ses ondes que les « petits soldats » en rébellion diffusaient leurs communications. « Nous ne parlons pas de théologie de la libération, mais nos émissions étaient consensuelles », explique M. Joseph Georges, l'ancien responsable des programmes, dont le licenciement, le 21 juin dernier, a précipité la crise. Motif du rachat : son peu d'engagement à diffuser le nouvel indicatif de la station, qui annonce sans ambages que Radio-Soleil est « la voix de l'Eglise catholique fondée par la conférence épiscopale ». Dans la foulée, onze autres journalistes et animateurs ont été révoqués. Toute l'équipe de l'émission « Ose Respé » (honneur et respect), l'une des plus populaires, est mise à la porte. Ce programme permettait aux paysans d'exposer leurs problèmes, de faire connaître leurs revendications. Les évêques le jugeaient « subversif », ajoute M. Georges. La crise couvait depuis plusieurs mois. En janvier dernier, un grave conflit avait opposé le Père Hugo Triest au directeur technique M. Rameau Thy, considéré comme l'œil des évêques au sein de la station. M. Thy avait adressé une lettre d'injure au directeur de la radio, à la suite de la diffusion, par inadvertance, d'une chanson « Himmlaya »

où il est question de « cul dans les nuages ».

Révoqué par le Père Hugo, le directeur technique a été réintégré par le nouveau directeur de la station, le Père Arnoux Chéry, qui vient de rentrer de Rome où il a obtenu un doctorat en droit canon. Plus grave encore aux yeux de l'équipe de Radio-Soleil, la nouvelle direction a fait appel, pour un poste administratif clé, à Georges Martin, qui fut longtemps comptable d'Ernest Bennet, le beau-père de Jean-Claude Duvalier. Georges Martin a aussi signé plusieurs articles au vitriol contre l'Eglise populaire dans le Petit Samedi-Soir, un hebdomadaire investi par les duvalléristes.

**Messages de solidarité**

De l'association des journalistes haïtiens, qui appelle les évêques au dialogue « pour ne pas compromettre les esprits du 7 février (le départ de Jean-Claude Duvalier) en matière de liberté d'expression », aux associations de jeunes en passant par les partis de gauche, les messages de solidarité à l'égard licenciée affluent. Pour nombre de religieux et de laïcs engagés dans la « TI Legit » (les communautés de base), il ne fait pas de doute que « l'affaire de Radio-Soleil est la nouvelle phase d'un plan visant à détruire l'Eglise populaire ». « Après la fermeture, en avril 1988, de la mission d'alphabétisation, jugée trop politisée, puis l'offensive contre le Père Aristide, le nonce Paolo Romeo et les évêques se sont attaqués au dernier bastion Radio-Soleil », explique le Père Gilles Darroch, un dominicain originaire du sud de la France. « L'attaque contre l'Eglise populaire en Haïti n'est pas un fait isolé en Amérique latine », souligne de son côté le Père Aristide. « A l'approche de 1992 — le cinquantième anniversaire de la découverte et de l'évangélisation du Nouveau Monde — Rome veut freiner les expériences de rénovation de la foi qui s'efforcent de répondre au défi d'une Eglise pauvre parmi les pauvres, d'une Eglise proche du peuple », affirme « Titi », qui demeure l'une des personnalités les plus populaires dans les bidonvilles et les campagnes.

JEAN-MICHEL CAROTT.

ÉTATS-UNIS : cours particuliers contre le racisme

## Le Ku Klux Klan condamné au dialogue

NEW-YORK  
de notre envoyée spéciale

Il aura fallu dix ans d'une furieuse bataille judiciaire, mais les participants d'une marche pour les droits civiques, qui avaient été attaqués par des membres de l'organisation raciste du Ku Klux Klan à Decatur (Alabama), en mai 1979, vont peut-être avoir le dernier mot, au propre comme au figuré.

En effet, d'après l'accord intervenu mardi 25 juillet entre les deux parties, les hommes encoignés du KKK, dont six ont été reconnus coupables à y a quelques mois, seront condamnés, outre une solide amende, à suivre « des cours sur les droits civiques et les relations raciales », les professeurs n'étant autres que les dirigeants de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), mouvement non violent, créé par le

pasteur Luther King, qui avait organisé la marche du mois de mai 1979 destinée, à l'origine, à protester contre l'arrestation d'un Noir, arrêté à tort, accusé d'avoir violé une Blanche. Dans la mêlée et la fusillade, quatre participants étaient tombés, cinq policiers avaient été blessés.

Certes, le « Sud profond » en a vu d'autres, mais que les Noirs puissent faire officiellement le leçon aux « suprématistes » blancs a laissé plus d'un commentateur perplexe. Ce n'est pas le cas des réseaux nationaux de télévision, sensibles à l'ironie de l'épisode, qui en ont fait leurs choux gras, expliquant à l'envi que les « cours », qui ne seront pas ouverts au public, se dérouleront en sessions de deux heures et consisteront en dialogues, forcés à défaut d'être spontanés. « Il ne s'agit pas d'humilier les gens du Klan, mais de les éduquer, de leur faire accepter avec une satisfaction évidente le futur maître de confé-

rences, Joseph Lowry, actuel président de la SCLC. Pour la première fois, ceux qui sont à l'origine des violences raciales vont pouvoir s'asseoir avec leur victimes et entendre parler de fraternité et du message d'amour du docteur King ».

Les futurs élèves ayant pour l'instant choisi de rester cois, c'est James Ferrands, restaurateur à la ville mais « sorcier impitoyable » de l'empire invisible des chevaliers du KKK pour les blancs, qui a choisi de se faire leur porte-parole pour dénoncer cette « punition cruelle et insolite ». M. Ferrands, qui possède un petit talent de plume et exprime dans la revue nationale Klan's man de solides points de vue tels que « Les nègres sont des êtres intello, des singes racistes », était, le soir même, invité par la chaîne de télévision CNN à rencontrer le Révérend Lowry. Accusant, dans une prestation plus vraie que nature, les leaders noirs de retour-

ner les lois à leur avantage, alors qu'ils ont été les rois de la désobéissance civile pendant des années, M. Ferrands, maître de collier dans son costume très clair, s'est levé contre les « cours » imposés, les appelant des « camps de concentration destinés à opérer un lavage de cerveau » sur ses frères de cagoule. Et de proposer, pour finir, au Révérend Lowry, de lui donner des cours particuliers sur les buts profonds du KKK, à savoir « faire respecter à nouveau les droits des Blancs ». Offre qui fut prestement déclinée. Si l'on en croit les paroles du grand sorcier, l'ambiance en classe sera des plus animées. Encore faut-il que le tribunal de district d'Huntsville, en Alabama, auquel est accordé un peu particulier va être soumis, donne son aval. Un seul petit défaut : le texte ne précise pas si les élèves les moins doués auront la possibilité de redoubler.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Etrange affaire d'espionnage à Washington

## Felix Bloch, casse-tête pour le FBI

(Suite de la première page.)

Les Etats-Unis auraient même mis en garde Moscou contre toute tentative d'« exfiltrer » M. Bloch vers l'URSS, selon certaines sources de l'administration que le département d'Etat n'a pas vraiment démenties.

Les enquêteurs disposaient, par ailleurs, selon la chaîne ABC, d'un enregistrement d'une conversation au cours de laquelle un soviétique prévenait M. Bloch : « Un mauvais virus est dans l'air, et nous pensons que vous avez été contaminé » — manière de le prévenir qu'il avait vraisemblablement été découvert.

Pourtant M. Felix Bloch, haute silhouette au crâne chauve et au regard désemparé, filmé par les caméras de télévision avec son escadron d'« accompagnateurs » du FBI alors qu'il se rendait au domicile de sa fille, semble tout à fait décidé à damer le pion, sur le terrain légal, au contre-espionnage américain. Il aurait commencé à réunir une équipe d'avocats de haut vol, comprenant en particulier un ancien « conseil » de l'Agence nationale de sécurité, le

plus secret des organismes de renseignement.

Se tiche pourrait lui être facilitée par la réputation qu'éprouvent traditionnellement les services secrets à révéler l'origine de leurs soupçons et leurs éléments de preuve. Et la très surprenante attitude des Soviétiques pourrait le conforter dans sa volonté de ne pas « céder ». N'a-t-on pas remarqué un véhicule occupé par des membres de l'ambassade d'URSS à Washington en train de suivre les agents du FBI qui eux-mêmes suivaient, ces jours derniers, M. Felix Bloch ?

Certains spécialistes américains se demandent même si les Soviétiques n'ont pas délibérément fait en sorte que l'affaire soit prématurément révélée au public (par l'intermédiaire de la chaîne ABC).

Pour l'heure, les fonctionnaires américains en sont apparemment réduits à tenter de compléter leur dossier. Ils ont en particulier demandé aux autorités autrichiennes de les aider à retrouver une femme, présumée être une call-girl, avec

laquelle le diplomate aurait été en relations pendant son séjour à Vienne, entre 1981 et 1987.

On continue aussi à s'interroger sur les motivations de M. Bloch, un diplomate émérite qui aurait très mal vécu sa situation de « numéro deux », soumis à l'autorité de deux ambassadeurs successifs qui étaient l'un et l'autre des « amateurs » : une ancienne secrétaire de M. Ronald Reagan, M. Van Damme, et le fils de la richissime Estée Lauder, propriétaire de la marque de produits de beauté du même nom. Mais était-ce vraiment là une raison suffisante pour trahir ?

Si les enquêteurs arrivent en définitive au bout de leurs peines, et si cette trahison devait se confirmer, il resterait à épiloguer sur le zèle déployé, en ces temps de paranoïa, par le KGB et sur l'attitude presque défiante adoptée dans le « cas Bloch » par les Soviétiques.

Les officiels américains — et en particulier le directeur de la CIA, M. William Webster — affirment depuis quelque temps que les ser-

JAN KRAUZE.



## Europe

GRANDE-BRETAGNE : sur la CEE comme sur les autres grands dossiers

### Le nouveau cabinet Thatcher devrait poursuivre la même « bonne politique »

La promotion inattendue de M. John Major à la tête du Foreign Office après le remaniement ministériel du 24 juillet a suscité pour objectif principal son pas de réviser la politique de Londres vis-à-vis de la CEE, mais d'effacer l'image d'une Margaret Thatcher systématiquement opposée à tout projet élaboré à Bruxelles.

LONDRES  
de notre correspondant

Après sa cuisante défaite aux élections européennes, le premier ministre n'a pas l'intention de faire des déclarations sur ce qu'elle considère comme des atteintes à la souveraineté de la Grande-Bretagne de la part des « bureaucrates » de Bruxelles, qu'il s'agit de l'espace social européen — qui pourrait permettre aux syndicats britanniques, lambdas par dix ans de Thatcherisme, de récupérer leur pouvoir — ou encore de la création d'une Banque européenne et d'une monnaie commune. La mise à l'écart de M. Glynis, Chalkers, ministre adjoint chargé du dossier de la CEE, au Foreign Office, considérée comme pro-européenne, vient confirmer la maintenance d'une ligne fermée sur l'Europe.

Si, sur le fond peu de changements devraient intervenir, on peut attendre cependant moins de rigidité. L'acceptation de principe, par Londres, d'une entrée de la livre dans le système monétaire européen.

(SME), est essentiellement due à la pression des onze partenaires de la Grande-Bretagne. Cependant, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson et son bras droit, M. Major, ont joué un rôle important pour vaincre les dernières réticences de la « Dame de fer ».

Pour la plupart des analystes britanniques, l'arrivée de M. Major au Foreign Office, en remplacement de Sir Geoffrey Howe, n'est pas de nature à réviser les membres de la Commission de Bruxelles ni, au sein du Parti conservateur, les partisans de l'ancien premier ministre, M. Edward Heath, farouche défenseur de l'Europe. La mission européenne de M. Major sera de prendre davantage d'initiatives sur les projets intéressant la Grande-Bretagne plutôt que de poursuivre la politique, très mal perçue par l'électorat, du « non » systématique.

En dehors de l'Europe, M. Major reprendra le dossier difficile de la rétrocession de Hongkong à la Chine en 1997. Les événements de Pékin ont changé les données du problème en suscitant de vives inquiétudes parmi les 3,5 millions de résidents de la colonie britannique qui cherchent le droit de se réfugier, les cas échéant, en Grande-Bretagne. Londres y est, en principe, opposé, mais le débat ne fait que s'amplifier, y compris chez les conservateurs, et le gouvernement pourrait être amené à chercher un compromis.

Sur les autres grands dossiers, on ne s'attend à aucun changement notable. Le gouvernement britan-



« Nous sommes pratiquement sûrs qu'il s'agit de Thatcherisme... » (The Independent, 27 juillet).

que maintiendra sans aucun doute sa politique d'encouragement aux réformes dans les pays de l'Est tout en se gardant d'un optimisme exagéré. Il continuera de faire pression sur l'Union soviétique pour l'élimination de l'apartheid tout en refusant d'appliquer des sanctions économiques jugées, à Londres, préjudiciables pour la communauté noire d'Afrique du Sud.

Sir Geoffrey, dont la compétence n'était pas contestée, a visiblement

mal accepté sa nomination au poste de vice-premier ministre, « réactivé » pour l'occasion, dix-huit mois après la retraite de lord Whitlaw. La presse britannique rapporte que les tractations ont été longues entre M. Thatcher et Sir Geoffrey qui aurait refusé, dans un premier temps, le portefeuille de ministre de l'Intérieur. Cette offre ne renforce pas non plus la position de M. Douglas Hurd, qui est finalement resté à son poste.

Sir Geoffrey a insisté pour avoir les mêmes prérogatives que celles de lord Whitlaw, c'est-à-dire de présider d'importants conseils interministériels. Les commentateurs doutent qu'il puisse les obtenir et n'écartent pas la possibilité d'une rupture. Chancelier de l'Echiquier de 1979 à 1983, avant d'être nommé secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey est l'un des tout derniers récipiendaires du premier gouvernement de la « Dame de fer ».

Depuis 1979, une seule personne a conservé le même poste : M. Thatcher, elle-même.

Dans le domaine économique, la « Dame de Fer » entend garder le même cap. L'ampleur du remaniement ministériel n'a pas touché le responsable des finances, M. Nigel Lawson, garant de la continuité. Sa politique de lutte contre l'inflation (8,3 %) à coups de hausses successives des taux d'intérêt sera poursuivie et le programme de privatisations ne sera pas révisé.

M. Thatcher s'est d'ailleurs empressé d'enlever tout, illusion à ceux qui cherchaient à mettre en rapport l'ampleur du remaniement et l'annonce d'un changement de politique. Sans se soucier des lueurs des membres de l'opposition, le premier ministre a déclaré à la Chambre des communes, mardi 25 juillet, que sa politique était la « bonne politique, celle qui a apporté la réussite et le succès au peuple britannique » et qu'elle n'avait donc aucune raison d'en changer.

Mais si M. Thatcher préfère la continuité, elle avait un besoin urgent de placer de nouvelles têtes dans les secteurs les plus exposés : Sécurité sociale, transports et environnement. M. Christopher Patten, nouveau titulaire de ce dernier portefeuille (qui comprend également les collectivités locales), hérite des deux dossiers les plus difficiles, qui affectent directement les contribuables : la privatisation des sociétés de distribution d'eau qui entraîneront une augmentation substantielle des factures et surtout la réforme des impôts locaux qui seront calculés sur la base du nombre d'occupants et non plus sur la base de la valeur locative des appartements.

(Interim.)

## Asie

SRI-LANKA

### Escalade de la violence : 42 morts en deux jours

La violence politique a fait quarante-deux morts en deux jours, mardi 25 et mercredi 26 juillet, au Sri-Lanka. Dix-huit soldats indiens ont été tués dans la région de Trincomalee, à l'est de l'île, au cours d'un attentat attribué au groupe séparatiste tamoul des Tigres (LTTE). Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière lancée au cours des dernières semaines contre le corps expéditionnaire indien, fort de quarante-cinq mille hommes, qui se trouve au nord de Sri-Lanka en vertu d'un accord signé en 1987. De leur côté, les soldats indiens ont tué cinq combattants du LTTE. Les affrontements entre Indiens et LTTE ont déjà fait plus d'un millier de morts dans les rangs de l'armée indienne et plusieurs milliers parmi les guérilleros et les civils tamouls.

Le président sri-lankais, M. Premadasa, avait exigé le 1<sup>er</sup> juin que

les troupes indiennes se retirent de l'île avant le 29 juillet, ultimatum qu'avait rejeté M. Gandhi. M. Premadasa est désormais prêt à discuter avec New-Delhi de leur retrait, à condition que l'Inde reconnaisse comme commandant de toutes les forces présentes dans l'île et que le contingent indien cesse de combattre les séparatistes tamouls, a annoncé jeudi le chef de la diplomatie sri-lankaise.

L'Inde, qui a rapatrié mercredi de Colombo une centaine de ses ressortissants, a replié son personnel diplomatique et les journalistes dans un hôtel au bord de la mer après un attentat contre deux banques indiennes attribué aux extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération populaire). Le JVP a également tué une quinzaine de personnes, dont trois soldats et un policier. — (AFP.)

CAMBODGE

M. Hun Sen  
reçu par M. Rocard

M. Michel Rocard a reçu, jeudi 27 juillet, le chef du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen. C'est la première fois que ce dernier, dont le régime n'est pas reconnu par la France, rencontre le premier ministre d'un pays occidental. Coprésident de l'Indonésie de la conférence internationale sur le Cambodge, qui doit s'ouvrir le 30 juillet à Paris avec la participation de représentants d'une vingtaine de pays, dont les ministres des affaires étrangères d'URSS, de Chine et des Etats-Unis, la France a ainsi voulu montrer que, en dépit de sa sympathie pour le prince Sihanouk, elle entendait établir le dialogue avec l'autre principale partie cambodgienne.

Cette audience a rendu impraticable le programme avancé pour jeudi par le prince Sihanouk. Dans une courte séance de presse tenue mercredi (nos dernières éditions du 27 juillet), le chef de la résistance khmère avait proposé une nouvelle réunion, jeudi, des quatre parties cambodgiennes, à La Celle-Saint-Cloud, pour tenter de résoudre l'épineuse question de la représentation du Cambodge à la conférence. Il avait repris à son compte une proposition française des quatre délégations rivales réunies, par ordre alphabétique, sous une seule dénomination de « Cambodge ».

Il semble bien que les quatre parties — qui pourraient se revoir vendredi à La Celle-Saint-Cloud — soient déterminées à trouver un compromis. Mais l'après-midi du débat confirme qu'il ne sera pas facile de rapprocher les points de vue quand il s'agira d'aborder le fond du problème.

BIRMANIE

La CEE s'inquiète  
des mesures  
prises contre l'opposition

Les Douze ont exprimé, mercredi 26 juillet, « leur préoccupation devant la persistance et l'extension des entraves aux libertés fondamentales en Birmanie. Ils suivent notamment avec attention et inquiétude les mesures prises contre les dirigeants de l'opposition politique et l'aggravation de la loi martiale ».

La CEE a lancé un appel pour que « soient levés sans délai les obstacles à la réalisation des aspirations démocratiques du peuple birman et à l'exercice de la libre expression de ses opinions ».

D'autre part, Amnesty International a demandé la libération des chefs de l'opposition birmane, M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi et l'ex-général Tin U, placés en résidence surveillée pour un an la semaine dernière. Cette décision fait partie de la panoplie de mesures prises par le régime militaire pour museler l'opposition à la veille du premier anniversaire des manifestations étudiantes et de la sanglante répression qui avait suivi.

Rangoun a toutefois annoncé, jeudi, la libération en une semaine de cinq mille cent trente et un détenus. — (Reuters, AP, AFP.)

L'union économique et monétaire de l'Europe

### M. Mitterrand n'exclut pas un traité sans le Royaume-Uni

M. François Mitterrand n'exclut pas « qu'un nouveau traité, sur l'union économique et monétaire européenne, soit conclu par moins de douze Etats. Interrogé par les directeurs de cinq publications européennes, dont le *Nouvel Observateur* qui publie l'entretien dans son édition parue jeudi 27 juillet (1), le président de la République déclare que « ce qui ne peut être fait à douze peut l'être à onze, à dix, à neuf », en précisant, toutefois, qu'il « ne le souhaite pas ».

« Comment peut-on imaginer une communauté politique sans une communauté économique et monétaire ? » interroge le chef de l'Etat, en ajoutant : « Je suis un partisan déterminé de l'Europe politique, et, à cette fin, désireux de donner corps et vie à l'union économique et monétaire, passage obligé ». Rappelant les réticences de M. Thatcher vis-à-vis d'une banque et d'une monnaie communes, M. Mitterrand déclare : « Je veux l'entente. Mais acceptons, si elle ne se réalise pas, d'aller plus loin avec qui veut ».

A la question « Ne faut-il pas revoir (au profit du premier) l'équilibre des pouvoirs entre le Parlement (de Strasbourg) et le Conseil (l'instance qui représente les douze Etats membres au sein de la Com-

munité) ? » le chef de l'Etat répond par l'affirmative.

Le droit social européen fait partie des « priorités » évoquées par M. Mitterrand. Rappelant qu'une charta sociale est en cours d'élaboration et qu'un avant-projet établi par la commission sera soumis, au cours de l'été, aux partenaires sociaux, M. Mitterrand affirme que « la présidence française espère disposer d'un texte en septembre pour le conseil des ministres des affaires sociales ». « L'objectif est d'aboutir avant la fin de l'année », précise-t-il, en citant parmi les garanties que cette charte devra offrir aux travailleurs européens : la réglementation de la durée du travail, le droit au congé, la possibilité pour le travailleur d'être informé et consulté sur la stratégie de son entreprise, l'accès à la formation professionnelle et une protection sociale adéquate pour tous.

Le président français estime que, dans le domaine de l'environnement, la situation est grave et qu'elle « inspirera s'il n'y a pas d'autorité politique capable de prendre des décisions à l'échelon mondial ». Ce qui existe sur le plan européen est « insuffisant », estime-t-il, en rappelant que la France approuve la pro-

position de Jacques Delors de mettre en place une agence européenne de l'environnement.

Interrogé sur l'éventuelle tentation de la RFA de regarder beaucoup plus à l'Est que vers les pays de la communauté, M. Mitterrand répond : « Une sorte de bascule allemande vers les pays de l'Est ? Je ne le pense pas (...). L'Allemagne n'a pas intérêt à renverser ses alliances ni à sacrifier sa politique européenne pour une réunification à laquelle l'URSS n'est pas prête ! Elle n'en a pas l'intention non plus, du moins je le crois ».

(1) Le texte est également publié par la Repubblica (Rome), El País (Madrid), the Independent (Londres) et Die Sueddeutsche Zeitung (Munich).

TCHÉCOSLOVAQUIE : début de normalisation avec l'Eglise

### Trois nouveaux évêques sont nommés par le Vatican

Le Vatican a annoncé simultanément, mercredi 26 juillet, la signature d'un accord avec le gouvernement tchécoslovaque afin de pourvoir « par étapes » les treize diocèses du pays et la nomination, dans l'immédiat, de trois nouveaux évêques, ce qui porte à six le nombre des diocèses ayant désormais un titulaire officiel.

Cet accord a été qualifié par le porte-parole du Vatican de « premier pas vers la normalisation de la situation ecclésiastique » en Tchécoslovaquie et vers « une réorganisation générale de l'Eglise » dans ce pays. Les négociations entre le Vatican et Prague avaient repris il y a deux ans, après la mort de deux des quatre derniers évêques encore en exercice. Le Vatican n'avait plus nommé d'évêques depuis les années 70 en raison de la tentative des dirigeants communistes d'obliger le Saint-Siège à choisir des personnalités appartenant au seul clergé régulier officiellement. Si la question des candidatures avait cristallisé le conflit entre l'Eglise catholique et l'Etat, celui-ci portait également sur de nombreux autres sujets,

notamment l'enseignement de la religion et la formation des prêtres.

Profitant des premiers effets de la nouvelle politique lancée à l'Est par M. Gorbatchev, l'Eglise tchécoslovaque avait commencé à relever la tête. Le pèlerinage annuel de Locom, en Slovaquie orientale, avait réuni 100 000 personnes dès 1986. Pour appuyer les négociations, le cardinal Tomashek lança en 1988 une pétition qui a réuni plus d'un demi-million de signatures. En mai 1988, le gouvernement marqua sa volonté de progresser en acceptant la nomination de trois évêques à Prague et à Trnava.

Les trois nouveaux évêques nommés par le pape sont Mgr Josef Koukl, soixante-deux ans, à Litoměřice (Bohême), Mgr František Tondra, cinquante-deux ans, à Spis (Slovaquie) et Mgr František Vanák, soixante-trois ans, qui devient administrateur apostolique d'Olomouc (Moravie). En même temps, Mgr Jan Sokol, cinquante-cinq ans, qui avait été nommé en 1988 évêque-administrateur apostolique de Trnava (Slovaquie), devient officiellement archevêque de cette même ville.

**OPERATION PAPA BRAVO!**

**NOTEZ AU VOL: 36-15 HORAV**

**POUR TOUT SAVOIR SUR VOS HORAIRES DE VOL**

**ADP**

**Aéroports de Paris**



# Politique

L'« apport » de M. Jospin et de ses amis à la préparation

## « La société de partage est la condition de l'approfondissement

Dans son préambule, le texte de M. Jospin et de ses amis indique notamment :

« Nous voulons garder la culture de gouvernement, le réalisme, la capacité gestionnaire, qui ont fait de la présence socialiste au pouvoir non plus une expérience mais une évidence de la démocratie. Mais nous ne sommes pas seulement des gestionnaires, un parti d'en haut et qui gouverne. Nous voulons la transformation de la société (...).

« C'est la capacité des socialistes à débattre tout en préservant leur unité qui a été décisive depuis Epinay. Nous demeurons fidèles à cet héritage. C'est pourquoi il faut marquer notre volonté commune en continuant à construire le parti autour d'un axe majoritaire, qui ne peut être que le courant AB. Mais cet axe majoritaire, garant de la solidité du couple président-parti — essentiel depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981 dans les succès des socialistes — doit être lui-même un axe de rassemblement (...).

« La France, avec François Mitterrand, construit son propre modèle de société : fondé sur un socialisme de rassemblement, de responsabilité, mais qui doit être aussi un socialisme d'idées et d'espoir. (...)

« Il nous faut poursuivre la recherche d'un nouvel équilibre, dans l'exercice du pouvoir, dans la gestion de l'économie, dans la vie en société, dans l'approche des relations internationales. Cela suppose de privilégier trois champs d'intervention : le partage, le socialisme

démocratique et la paix, les relations entre l'homme et la nature. Il nous faut aussi adapter la stratégie historique de notre parti et l'instrument politique qu'il représente. »

Voici les principaux extraits de chacun des trois principaux points ainsi soulignés :

### Faire du partage notre loi

L'économie française est très dépendante des importations et n'a pas encore assez de spécialités fortes. Aussi n'est-elle pas à l'abri de déficits aux conséquences redoutables, le déséquilibre des finances publiques risquant d'entraîner celui des échanges extérieurs. Mais, si la rigueur est une méthode, elle ne saurait constituer une fin en soi.

« Beaucoup de Français s'impacitent, non sans raison. Ils ont consenti des efforts importants lorsque la situation extérieure l'exigeait. Alors que le taux de croissance atteindra, en 1989 comme en 1988, 3,5 %, se fait jour l'aspiration à une plus juste répartition des richesses et à une plus importante participation aux décisions économiques. Le parti socialiste ne peut rester sourd à ces aspirations. Si nous voulons redonner à la société française plus de justice sociale, réduire les inégalités de revenus, notamment celles qui se sont creusées entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux, il faut, tout en faisant effort pour améliorer le potentiel de la croissance française, accepter d'en partager les fruits ; nous devons partager sans

diminuer le dynamisme économique mais au contraire utiliser la réduction des inégalités et des tensions sociales comme facteur de renforcement de l'efficacité économique. Aller vers une économie de partage, vers une société solidaire, tel est donc l'objectif affirmé dans la Lettre à tous les Français et que nous avons fait nôtre.

« Le partage premier est celui des revenus. Toute politique économique que socialiste doit tendre vers la réduction de l'éventail des revenus. Il faut redonner aux salaires une dynamique plus forte que celle des revenus non salariaux, surtout lorsque ces derniers ne sont pas orientés vers l'investissement productif. Cela, bien entendu, en veillant à ce que le niveau des salaires réels ne soit pas menacé dans le même temps par la hausse du coût des loyers, qui doivent être maîtrisés. Ne faut-il pas faire une place plus large à l'extension du salaire différé, par le recours aux fonds salariaux ? Une telle orientation ne peut se concevoir que si le monde du travail, dont le Parti socialiste doit rester l'interprète, est effectivement associé à la gestion de l'entreprise, à l'exercice du pouvoir en son sein. La conquête de la citoyenneté dans l'entreprise est, pour les socialistes, une question essentielle des années à venir.

« La société de partage est la condition de l'approfondissement de la démocratie en France. Elle ne se limite pas au champ de l'économie. On ne peut envisager une société réellement démocratique sans que les femmes, tous les droits des

M. Lionel Jospin a rendu public, mercredi 26 juillet, un document de seize pages qui se veut, dans la perspective du congrès du Parti socialiste, non une « contribution » proprement dite mais « un apport à la discussion » et « un appel au rassemblement » analogue, par sa nature, à l'« appel pour le débat » lancé, le 17 juillet, par le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz ; le président du groupe socialiste au Sénat, M. Claude Estier ; le ministre de l'Intérieur,

M. Pierre Joxe ; le secrétaire d'État à la formation professionnelle, M. André Laigné ; le secrétaire d'État à la consommation, M. Véronique Nélertz, et une trentaine d'autres signataires (le Monde du 18 juillet).

Le texte du ministre de l'éducation nationale, dont le contenu a été arrêté en tenant compte des débats organisés vendredi au Palais du Luxembourg avec la participation de près de deux cents militants mitterrandistes et non-

culture confiée par quelques-uns ni le développement sans contrôle d'un secteur audiovisuel dominé par les lois du marché et de la publicité, et dont le niveau ne cesse de baisser. C'est là l'enjeu d'un secteur public rénové.

« Mais il n'y aura pas de véritable partage de la richesse et du pouvoir sans rénovation et sans adhésion des instruments de l'action publique, en France et en Europe. L'échec du grand marché intérieur européen de 1992 et l'exigence de la stabilisation des prélèvements obligatoires contraignent durement nos finances publiques. Mais elles constituent aussi une chance à saisir pour conduire une grande réforme de notre fiscalité dans toutes ses dimensions : impôts directs et indirects, nationaux et locaux, fiscalité du capital et du travail, mode de perception de l'impôt. Il nous faut une fiscalité plus juste, touchant équitablement l'ensemble du revenu, plus décentralisée et qui ne décourage pas l'entreprise d'investir, d'innover et d'embaucher. (...)

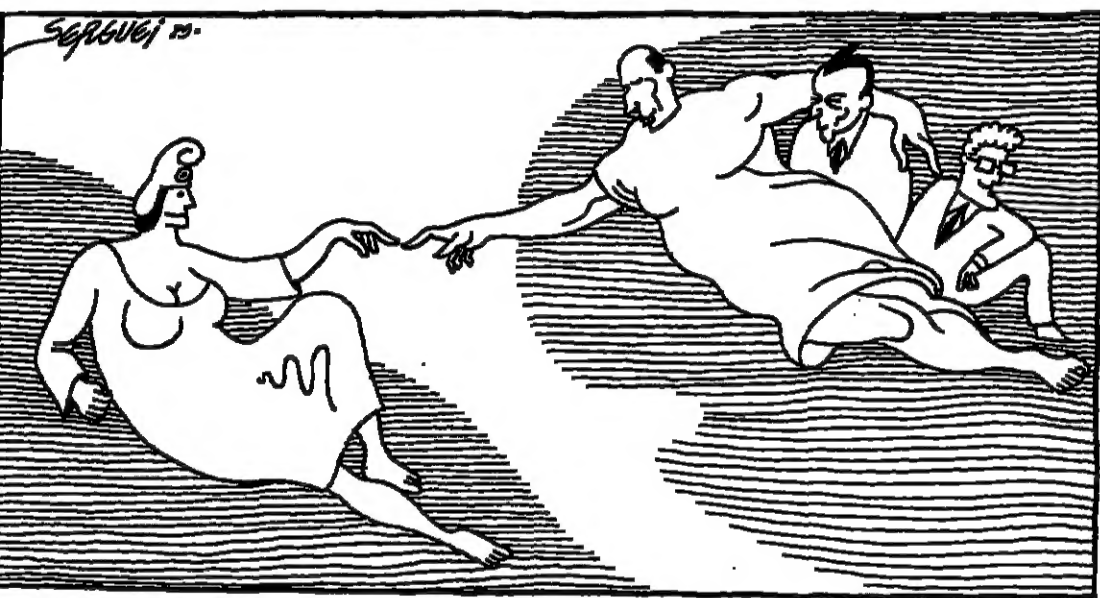
« Ce n'est pas du seul jeu du marché que nous pouvons attendre la résorption des déséquilibres économiques et sociaux actuels ; les socialistes ne renoncent pas à l'affirmation de la primauté de l'action collective au service des individus, seule susceptible de réduire les in-

galités. Comment ne pas voir que celle-ci passe d'abord par une régulation publique ? L'effort consenti en faveur des ZEP, l'investissement dans la recherche et l'enseignement supérieur, l'aide aux sites industriels en difficulté, la rénovation des quartiers en sont autant d'exemples. Ne faut-il pas, pour une meilleure programmation de l'action publique, relancer la planification ? La réduction du chômage ne saurait être le résultat spontané de la seule croissance. Ne faut-il pas, pour améliorer durablement et profondément la situation de l'emploi, envisager une nouvelle étape, significative, dans la réduction et la réorganisation du temps de travail ?

### Agir pour la paix et le socialisme démocratique

De formidables bouleversements se produisent, en effet, notamment à l'est de l'Europe et en Asie, qui constituent pour nous un complet changement de perspectives. La crise du communisme totalitaire est présente et, pour la première fois, avouée en URSS, en Pologne et même en Chine (...).

« Les réformes sont d'une portée inégale : la brutalité de la répression en Chine, les contradictions que révèle la démarche de Gorbatchev, l'incertitude de la situation en Polo-



## Les mitterrandistes, nouveaux « partageux »

(Suite de la première page.)

S'agit-il d'un effet secondaire des tambours du Bicentenaire de la Révolution ? En tout cas, M. Jospin et ses amis mettent beaucoup d'allégresse dans l'affirmation du maître-mot qui doit désormais inspirer, selon eux, tous les socialistes : à commencer, bien entendu, par le premier ministre : le « partage ». Dans la France d'aujourd'hui « qui construit son propre modèle de société », il faut tout mieux partager ! Il faut « faire du partage notre loi » !

Cela sonne comme un post-scriptum à la déclaration des droits de l'homme français. Et, conjugué par des personnalités aussi différentes que celles de MM. Lionel Jospin, Michel Delebarre, Henri Nallet, François Hollande, Henri Fassin, Alain Geismar, Jean-Christophe Cambadélis, Georges Frêche, cela donne un programme assez phénoménal : mieux partager la richesse nationale en réduisant l'éventail des revenus, en privilégiant les revenus salariaux par rapport aux revenus non salariaux, en veillant à ce que le niveau des salaires ne soit plus hypothéqué par la hausse des loyers ; mieux partager le travail en envisageant « une nouvelle étape significative dans la réduction et la réorganisation du temps de travail » ; mieux partager l'entreprise, en associant davantage le monde du travail « à la gestion » et à « l'exercice du pouvoir » dans les services et des ateliers ; mieux partager, partout, les responsabilités, en assurant enfin « la conquête de l'égalité » pour les femmes ; mieux partager aussi les impôts, dans la perspective du marché unique européen de 1993, par « une grande réforme de notre fiscalité dans toutes ses dimensions : impôts directs et indirects, nationaux et locaux, fiscalité du capital et du travail, mode de perception de l'impôt » ; mieux partager le savoir, etc.

Tout cela avait déjà été plus ou moins esquissé au cours des dernières réunions des instances du PS mais c'est la première fois qu'un document synthétise diverses réflexions individuelles sous une forme aussi précise et d'intérêt particulier de cette « pré-contribution » au congrès du PS tient en grande partie à la part prise dans sa teneur par les analyses personnelles de M. Mitterrand. Le thème du « mieux-partager » est cher au chef de l'Etat qui l'avait développé au printemps 1988 dans sa Lettre à tous les Français « et repris notamment lors de ses vœux de nouvel an : « Il ne faut que la croissance de notre richesse nationale soit l'occasion de réduire les inégalités excessives », soulignait-il alors.

### Des intentions aux actes

Selon M. Mitterrand, le moment est donc venu, sur le front social, de commencer à passer des intentions aux actes, si possible dès cet automne. Recevant à déjeuner un groupe de journalistes, samedi dernier, dans les Landes, le président de la République insistait sur cette nécessité : « Il ne faut pas seulement gérer, il faut réformer ».

L'analyse de M. Mitterrand, qui sous-tend le texte de M. Jospin, se fonde sur un constat et procède d'un calcul stratégique. Le constat est que la conjonction de l'amélioration de la situation économique générale et de la perspective d'une période de trois ans sans échéance électorale dégage une bonne marge de manœuvre pour ancrer la France dans la voie du « socialisme démocratique ».

Le calcul stratégique concerne l'avenir du PS : de l'avis de M. Mitterrand, c'est sur leur bilan social que les socialistes seront jugés par les Français et joueront

donc le maintien de leur présence au pouvoir au cours des prochaines années.

Le « mieux-partager » est ainsi appelé à devenir le leitmotiv des débats internes au PS et des relations entre le PS et le gouvernement. Voilà pourquoi la publication du texte du ministre de l'éducation nationale et de ses amis ne saurait être réduite à des aspects tactiques, qui sont au demeurant indubitables vis-à-vis de MM. Laurent Fabius, Louis Mermaz, Pierre Joxe, Jean Poperen, fortement poussés à préparer un vrai « congrès d'idées ».

ALAIN ROLLAT.

## Les principaux signataires

« Soixante-deux parlementaires :

MM. Allègre, député européen ; Allouche, sénateur du Nord ; Anselin, député du Nord ; Belligand, député de l'Aisne ; Barande, député de la Gironde ; Bataille, député du Nord ; Bellon, député des Alpes-de-Haute-Provence ; Bialist, député du Nord ; Bois, député du Pas-de-Calais ; Bonnamy, député de Seine-Saint-Denis ; M. Buron, député européen ; M. Cacheux, député du Nord ; MM. Cambadélis, député du Gard ; Cambadélis, député de Paris ; Carat, sénateur du Val-de-Marne ; Caron, député du Nord ; Chervy, sénateur de la Creuse ; Cicolini, sénateur des Bouches-du-Rhône ; Clert, député des Deux-Sèvres.

MM. Delattre, député du Nord ; Darnier, député du Nord ; M. Dany, député européen ; MM. Derost, député du Nord ; Dessan, député de la Somme ; Dolez, député du Nord ; Ducout, député de Haute-Garonne ; Ducout, député de la Gironde ; M. Echeverry, député des Bouches-du-Rhône ; Emmanuel, député des Landes ; Estève, député des Pyrénées-orientales ; Fleury, député de la Somme ; Forni, député du Territoire de Belfort ; Frêche, député de l'Hérault ; Garrouste, député du Lot-et-

Garonne ; Gaud, sénateur de la Drôme ; Grizard, député de l'Yonne ; Grimaldi, sénateur du Nord.

MM. Hervé, député d'Ille-et-Vilaine ; Hollande, député de la Corrèze ; Jourmet, député du Gard ; Labeyrie, sénateur des Landes ; Lamerque, député de Haute-Garonne ; Lambert, député de la Charente ; Leclercq, député de la Haute-Vienne ; Le Drian, député du Morbihan ; Le Foll, député de Seine-et-Marne ; Le Garrec, député du Nord ; Le Guen, député de Paris ; Lebreton, député suppléant des Côtes-du-Nord ; M. Mas, député des Ardennes ; Masseret, sénateur de la Moselle ; Matras, sénateur des Bouches-du-Rhône ; Moccour, député de la Haute-Vienne ; Moreigne, sénateur de la Creuse.

MM. Pénicaud, député des Landes ; M. Péry, député européen ; MM. Peyronnet, député de la Haute-Vienne ; Pezet, député des Bouches-du-Rhône ; Pic, sénateur de la Drôme ; Quennessen, député du Rhône ; Ramassamy, sénateur de la Réunion ; Roger-Machart, député de Haute-Garonne ; Roemini, député européen ; Roujas, sénateur de Haute-Garonne ; Rouquet, député du Val-de-Marne ; Sainte-Marie, député de la Gironde ; Sève, député du Val-de-Marne ; Sior,

député des Pyrénées-orientales ; Strauss-Kahn, député du Val-d'Oise ; Tardy, sénateur des Alpes-de-Haute-Provence ; Vailant, député de Paris ; Vidal, député des Bouches-du-Rhône.

« Trente-sept secrétaires fédéraux :

MM. Ballestracci (Val-d'Oise) ; Barras (Alpes-de-Haute-Provence) ; Bel (Ariège) ; Biepp (Gard) ; Bonet (France de l'étranger) ; Burillat (Creuse) ; Carabouis (Calvados) ; Carrère (Landes) ; Caturat (Alpes-Maritimes) ; Demaillet (Haute-Vienne) ; M. Denys (Charente-Maritime) ; M. Deschamps (Rhône) ; Doussat (Loiret) ; Drèze (Seine-et-Marne) ; Du Châtelier (Ille-et-Vilaine) ; Encarnaz (Haute-Savoie) ; Fritsch (Bas-Rhin) ; Fruteau (la Réunion) ; Guillaume (Drôme) ; Hourion (Vosges) ; Jossier (Puy-de-Dôme) ; Le Guen (Paris) ; Lemaçon (Hérault) ; Letzgue (Marne) ; Maget (Tarn) ; Marglin (Meurthe-et-Moselle) ; Mariani (Var) ; Masseret (Moselle) ; Panen (Deux-Sèvres) ; Praden (Gard) ; Raynaud (Pyrénées-Orientales) ; Rochowick-Moreau (Somme) ; M. Roger (Seine-Saint-Denis) ; Roman (Nord) ; Sève (Val-de-Marne) ; Vidal (Bouches-du-Rhône) ; Yoyo (Martinique).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauis.

Rédacteur en chef :

Daniel Vermet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapes LÉMONDE

code d'accès ABO

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LÉMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

5, rue de Montessony, 75007 PARIS

TH : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Le Monde

PUBLICITE

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE :

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : s'il y a lieu

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'adresse dans la correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Vous avez l'obligation d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

821 MONDO



# Politique

## du congrès du Parti socialiste de la démocratie en France »

Les socialistes, porte deux cent vingt-trois signatures, parmi lesquelles celles de deux autres ministres, MM. Michel Delebarre, et Henri Nallet, de nombreux secrétaires fédéraux et plusieurs maires de villes grandes ou moyennes. On y trouve, à côté de militants des courants A et B appartenant à la majorité du parti, quelques « transcommuns », tels MM. Jean-Yves Le Drian et François Hollande, un ancien membre du CERES, M. Ray-

mond Forn, et d'anciens communistes, tels MM. Henri Fiszbin et Roger Fajardberg. M. Lionel Jospin et ses amis y expriment leur volonté d'agir « pour que le parti, dans son axe central, reste ouvert à gauche » et conserve comme objectif « la transformation de la société » en cherchant à favoriser l'avènement d'une « société de partage », condition, à leurs yeux, « de l'approfondissement de la démocratie en France ».

que son drame économique illustrent la fragilité de ces évolutions, qui ne peuvent être considérées comme irréversibles. Mais elles sont porteuses d'importantes leçons historiques.

Elles montrent tout d'abord la primauté de la question démocratique, en cette année du Bicentenaire, et par là-même la nature universelle du message des droits de l'homme : celui qui, en 1917, avait été posé pour faire l'économie de la « démocratie formelle » pour aller droit au cœur du « socialisme réel », devient aujourd'hui aborder « 1989 » après « 1917 » et se pose la question du pluralisme politique et de la légitimité démocratique. Elles montrent ensuite que l'humain a raison en 1920 : il n'y a pas de socialisme sans démocratie. La seule réponse historique à l'évolution des sociétés modernes, ce n'est pas, à l'ouest, le retour au capitalisme, et à l'est, la socialisation démocratique. (...) Il est de la responsabilité de la France de contribuer à la réconciliation intégrale entre le Nord et le Sud, en

tenant compte des disparités de plus en plus grandes au sein même du tiers-monde.

### Réguler les relations entre l'homme et la nature

La question écologique est une question politique. La société industrielle, livrée au seul jeu des forces du marché, n'est pas parvenue à garantir la prospérité et l'emploi, et à assurer l'égalité. Il est maintenant aussi patent que l'homme menace la planète et que, par là même, il met en cause la survie de son espèce. L'enjeu pour la politique n'est pas de capitaliser le réveil d'une peur séculaire mais d'agir efficacement pour éviter la catastrophe, pour un meilleur équilibre dans les relations homme-nature. (...) Les dangers sont multiples, à diverses échelles d'espace et de temps. Rien ne serait plus dangereux que de suivre les modes et de se focaliser sur un aspect en négligeant les autres. (...) D'abord nous devons agir. Etant au gouvernement mais aussi en

charge de beaucoup de maires, nous devons montrer par nos actes que notre détermination à lutter pour un meilleur environnement est totale, en intégrant pleinement les impératifs écologiques dans l'économie.

La législation, ressentie comme une contrainte dans un premier temps, peut devenir source d'emploi, de technologies nouvelles, de richesses dès lors qu'on entendra dans son application. Politiques industrielles, équilibres régionaux, reconversions paysannes, développement urbain, politique des transports, politique de construction : tout doit être pensé en termes d'environnement et d'insertion dans le cadre naturel.

Mais compte tenu de l'importance des problèmes, de l'urgence et des difficultés pour les résoudre, nous devons nous engager dans une approche nouvelle avec débats publics, opérations portes ouvertes, élimination du secret, effort d'éducation, désacralisation des experts mais rigueur dans le raisonnement. Ce doit être pur nous l'occasion d'un véritable dialogue avec la jeunesse.

En ce qui concerne la stratégie du PS, ce texte souligne notamment :

« Certes, il n'y a plus d'alliance politique formelle à gauche, avec le parti communiste. Mais nous ne devons faire l'impasse ni sur l'existence du PC ni sur celle d'une sensibilité communiste. Nous devons en tenir compte au Parlement aujourd'hui, pour notre représentation parlementaire demain ; nous sommes le plus souvent associés à eux dans la gestion des collectivités locales. C'est pourquoi nous devons être capables de dialoguer, sans faiblesse, de façon ponctuelle, avec le PC, mais aussi d'intégrer, à l'intérieur même du PS, un courant historique de sensibilité communiste, qui nous rejoint. Car notre perspective historique est bien celle d'un grand parti socialiste, revivante sur la coupe issue du congrès de Tours, ouvert à de multiples sensibilités et rassemblant largement la gauche.

La question du centre doit être posée sans ambiguïté. L'expérience de l'ouverture était nécessaire, mais elle a aussi montré ses limites, dans la modestie du bénéfice électoral qu'elle nous a procuré et l'absence de soutien parlementaire. (...) Enfin, le rapport avec les écologistes doit procéder d'un débat sur le fond et non d'une discussion en termes d'alliance. S'ils sont attachés à la prise en compte de leurs idées, dans la réalité, à leur application dans les politiques publiques, s'ils défendent l'intérêt général et non des intérêts particuliers, les écologistes n'ont pas d'autre interlocuteur possible que les socialistes. Nul n'est prophète, en politique, de l'écologie.

### Les réactions au plan Rocard sur la réorganisation de l'Île-de-France

## Réserves dans l'opposition, hostilité des communistes et des Verts

« Améliorer la vie quotidienne par tout ce qui n'est pas seulement le pouvoir d'achat » : M. Michel Rocard a résumé ainsi l'objectif visé par la réorganisation de la région parisienne. Le premier ministre, qui commentait mercredi 25 juillet au journal de 20 heures, sur Antenne 2, les mesures annoncées le jour même à l'issue du conseil

des ministres (le Monde du 27 juillet) a constaté que sur les dix millions d'habitants que compte l'agglomération parisienne, « sont millions et demi en peine de l'insécurité, passent dans les transports en commun ou dans les encombrements des défilés inter-naux, et vivent dans des villes-dortoirs de

plus en plus mal desservies sur le plan scolaire et sanitaire ». La mise en route d'un nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) qu'il a donc lancé est, selon lui, « une manière de dire : où est-ce qu'on va mettre les bureaux, les logements, les usines, en essayant de les rapprocher ».

soit aujourd'hui amené à considérer qu'il faut en faire l'application ».

Son prédécesseur à la tête du conseil régional M. Michel Girard, député RPR du Val-de-Marne, « ne peut que souscrire aux intentions du premier ministre » de s'engager dans la concertation, dont il faudra toutefois « juger sur pièces la réalité et la sincérité ». M. Michel Girard attend de cette concertation qu'elle « conjugue la nouvelle autonomie des collectivités locales avec une volonté régionale assortie des moyens politiques et budgétaires nécessaires ».

Méfiants, chez le maire RPR de Neuilly, M. Nicolas Sarkozy qui se déclare « très réservé » à l'égard d'une éventuelle taxe sur les bureaux, dont il redoute qu'elle ne pénalise la France face aux autres capitales. « Inadapté », c'est le verdict de M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional, sur le plan Rocard. Inadapté car « il manque de souffle et d'idée directrice. C'est un calembour sur une jambe de bois ».

Tout aussi sévère est l'appréciation de M. Guy Solmanns, président du groupe communiste au conseil régional : « Il y a une volonté, dit-il, de s'en prendre aux élus locaux, et donc aux populations qu'ils représentent. Derrière ces regroupements de communes il y a la volonté d'imposer une telle ou telle population ne veulent pas ».

Hostilité enfin de la part des Verts d'Île-de-France. Une quinzaine d'entre eux s'étaient rassemblés devant l'Élysée pendant la réunion du conseil des ministres pour protester contre le fait que M. Michel Rocard n'ait pas répondu à leur lettre de demande d'audience. Ils estiment que les solutions proposées par le premier ministre « ne sont pas de nature à résoudre les problèmes de la région ». Leur porte-parole considère dans un communiqué que « tenter de faire de la région Île-de-France la première capitale de l'Europe n'est pas de nature à résoudre les problèmes de surpopulation, encore moins les problèmes de circulation ». « Il n'est pas sérieux de dire qu'il faut humaniser les défilés dorciés dans les zones d'habitat collectif des villes nouvelles, entraînant toujours plus de surpopulation et de mal vivre. Mais rien n'a été dit sur la protection de l'environnement (...), rien non plus sur les exclus sacrifiés sur l'autel de la croissance », ajoute le texte.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## Pusillanimité

COMME la plupart des observateurs s'y attendaient, le premier ministre a été très attendu, et même beaucoup le redoutaient. M. Michel Rocard, dans sa communication au conseil des ministres du mercredi 25 juillet sur la réorganisation de l'Île-de-France, a adopté une méthode tout en douceur. La longueur de son exposé, le soin qu'il a mis à l'ordonner en trois parties bien séparées, sa prestation le soir à Antenne 2 sur la recherche, la précision et l'ambiguïté de la vie démocratique ne doivent pas faire illusion. Le premier ministre répugne à prendre des mesures énergiques et générales, et cache les divergences gouvernementales et l'impréparation du dossier derrière des invitations répétées à la concertation avec les élus locaux.

Suggestions, réflexions, propositions, préparation, sont des expressions qui reviennent plus souvent sous sa plume que celles de décisions, d'engagements ou de choix. Bref, le gouvernement trace un cadre d'action à long terme plus qu'il ne présente un plan de bataille. La peur de déclencher une fronde généralisée chez les élus de l'opposition, très influents en Île-de-France, le risque de trahir l'esprit de la décentralisation ou de détourner les promoteurs et financiers internationaux vers Bruxelles, Londres ou Milan, ont conduit le gouvernement à ménager beaucoup de monde et à présenter un mini-programme et un inventaire en définitive assez décevants. Pourtant, les ministres disposent depuis six mois au moins d'un diagnostic complet assorti de plusieurs scénarios préparés et mis à jour par le DATAR et par le préfet de région, M. Olivier Philip.

Un exemple de cette pusillanimité gouvernementale ? A propos

du problème délicat de la répartition des ressources fiscales, M. Rocard se borne à demander à MM. Bérégovoy et Joxe de faire pour la fin septembre « des propositions sur les orientations à retenir ». Expression ambiguë, façon indirecte, de dire : une apparente détermination de repousser en cascade des décisions qui impliqueraient du courage politique.

Au chapitre des transports, alors que le contrat de plan État-région a été signé il y a juste quelques semaines (après des mois de négociations) combien difficiles, voici que le premier ministre semble vouloir ouvrir une nouvelle discussion avec les élus. « Le programme 1989-1993 sera défilé, explique-t-il, grâce à des moyens de financement complémentaires, extérieurs au budget de l'État, et fera l'objet des mises au point nécessaires ». Mais rien n'est dit sur l'origine des ressources nécessaires, ni sur leur montant. On peut être sûr, en tout cas, que les « mises au point nécessaires » prendront beaucoup de temps.

### Ambiguïté

Quant au schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), sa révision est programmée sur dix-huit mois au moins, avec, en horizon, un Livre blanc. Encore, donc, des études et des rapports. Mais il faudra ensuite soumettre ce « projet de schéma » à l'avis des collectivités et à l'approbation du gouvernement, ce qui demandera encore de longs délais avant qu'il ait force juridique.

Enfin — et c'est peut-être le plus inquiétant — le premier ministre entretient ostensiblement l'ambi-

guïté sur le champ géographique du chantier qu'il vient d'ouvrir. Sa communication concerne « l'agglomération parisienne » (sic) et non l'Île-de-France dans sa configuration administrative et politique actuelle. Veut-il limiter ses réflexions au Grand Paris, à la capitale et à sa proche banlieue ? Méfiance-t-il l'hypothèse avancée par certains socialistes de créer un jour une structure d'agglomération nouvelle englobant l'ancien département de la Seine ?

En procédant par affirmations sans annoncer de mesures concrètes et significatives (sauf pour les logements sociaux et pour la limitation par décret des hausses de loyer, une mesure d'ailleurs inscrite dans la loi du 6 juillet 1989 et relativement inefficace étant donné le niveau déjà démesuré de ceux-ci), en rappelant aux divers ministres des évidences sur ce qu'ils ont à faire d'ici l'automne et qu'ils ont déjà abondamment préparé, M. Rocard cherche à réaffirmer son autorité sur le gouvernement et, à l'égard des élus locaux, à arguer de sa bonne foi et de son goût pour la concertation.

A sa décharge, son mini-plan s'explique par une raison supplémentaire : l'Élysée ne s'est guère investi sur un dossier qui, il est vrai, ne concerne à première vue qu'un Français sur cinq, mais pourtant le quart de la richesse nationale. Et, au conseil des ministres, le président de la République n'a pas prononcé un mot après l'exposé de M. Rocard, ni sur l'envoie des loyers, ni sur l'asphyxie des transports en commun, ni sur les exclusions sociales.

### La suite du contentieux législatif

## Le Conseil constitutionnel entérine la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3

Le Conseil constitutionnel a déclaré mercredi 26 juillet conforme à la Constitution la loi qui institue une présidence commune pour Antenne 2 et FR 3 et prévoit que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) désignera, dans le mois suivant la publication de la loi, pour une durée de trois ans, le président des deux chaînes. Le Conseil constitutionnel n'a mis en cause ni l'objectif de cette réforme ni son effet, qui est d'interrompre avant terme le mandat des actuels présidents d'Antenne 2 et de FR 3.

### La décision

Le Conseil constitutionnel indique d'abord que « s'il est à tout moment loisible au législateur, statuant dans le domaine qui lui est réservé par l'article 34 de la Constitution, de modifier des textes antérieurs ou d'abroger ceux-ci en leur substituant, le cas échéant, d'autres dispositions, c'est à la condition que l'exercice de ce pouvoir n'aboutisse pas à priver de garanties légales des exigences de caractère constitutionnel ».

« (...) Sous cette réserve, poursuit la décision, le législateur a le pouvoir de modifier, comme il le juge le plus utile à l'intérêt général, le mode d'organisation des sociétés nationales du secteur public de la communication audiovisuelle ».

« (...) Afin d'assurer l'indépendance des sociétés nationales de programme chargées de la conception et de la programmation d'émissions de radiodiffusion sonore ou de télévision et de concourir à la mise en œuvre de la liberté de communication proclamée par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la loi (...) du 30 septembre 1986 dispose que les présidents de ces sociétés sont nommés, pour une durée de trois ans, par une autorité administrative indépendante ».

« La loi présentement soumise à l'examen du Conseil constitutionnel modifie, dans son article premier, l'article 47 de la loi du 30 septembre 1986 en vue de doter d'un président commun les deux sociétés nationales de programme de télévision ; (...) à cette fin, il est prévu que le Conseil supérieur de l'audiovisuel nomme, au titre des personnalités qualifiées, un administrateur commun à ces deux sociétés pour remplir les fonctions de président ; (...) il ressort de l'exposé

des motifs du projet dont est issue la loi, comme des débats parlementaires, que ces dispositions visent à promouvoir une complémentarité entre les deux chaînes de télévision du secteur public ; (...) dans le même but, est envisagée la mise en commun de certains moyens ; (...) en conséquence de la création d'une présidence commune aux deux sociétés nationales de programme de télévision, l'article 2 de la loi dispose que son titulaire sera désigné par le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans le mois suivant la publication de cette loi ;

« (...) Les modifications ainsi apportées à la loi du 30 septembre 1986 n'affectent pas le mode de désignation des présidents des sociétés nationales de programme ; (...) leur nomination relève toujours d'une autorité administrative indépendante, et la durée de leur mandat reste fixée à trois ans ; (...) ces modifications n'aboutissent donc pas à priver de garanties légales des exigences de caractère constitutionnel ».

« (...) Si, par l'effet de la création d'une présidence commune, il est mis fin de façon anticipée au mandat du président de chacune des deux sociétés nationales de programme intéressées, cette situation est la conséquence d'une modification apportée par le législateur à l'organisation du secteur public de la communication audiovisuelle, qui n'est en elle-même contraire à aucune exigence constitutionnelle ; (...) ainsi, et bien que l'activité des sociétés nationales de programme touche à l'exercice des libertés publiques, les dispositions de l'article 2 de la loi déferée ne méconnaissent aucun principe non plus qu'aucune règle de valeur constitutionnelle ».

## Vite !

VITE. Pas d'arrêt sur image. Le paysage audiovisuel français, en incessante recherche d'une nouvelle harmonie ou de rapports de force clairement établis peut recommencer, côté télévision publique, la course folle où il s'épuise depuis quelques années, avant peut-être de se stabiliser.

Le Conseil constitutionnel n'a pas fait obstacle à la présidence unique pour Antenne 2 et FR 3. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui se prépare dans la coulisse, entre en scène : audition au cours de la première semaine du mois d'août et nomination du nouveau président unique attendu aux alentours du 15 du même mois.

Les députés de l'opposition avaient essayé, sans trop y croire, de glisser un coin entre l'objectif général : un président unique pour une synergie inédite entre deux chaînes fragilisées et l'effet mécanique de cette option nouvelle : les présidents actuels d'Antenne 2 et de FR 3, qui étaient en fonctions jusqu'au 3 décembre, verront leur mandat abrégé d'un trimestre au profit du nouveau président unique.

Le Conseil n'est pas entré dans la logique de cette dichotomie entre l'objectif et l'effet. Calé sur des principes bien rodés depuis les recours contre les lois élaborées avant et surtout pendant la cohabitation, il a lui aussi, sa « grille » de critères. Le législateur fait ce qu'il veut (lire au gouvernement des juges) en matière d'audiovisuel public, dès lors qu'il ne grignote pas les « garanties légales des exigences de caractère constitutionnel » attachées à la liberté de communication.

Les phases du raisonnement s'enchaînent facilement : une réelle volonté de réforme dont tout suggère la constance, pas de grignotage des garanties telles qu'elles s'incarnent dans le mode de désignation du président (nommé pour trois ans par le CSA).

Restait l'effet, qui entre quand même en contradiction avec la pureté du principe. Effet secondaire

et sans conséquence, dit le Conseil constitutionnel, et qui ne saurait être confondu avec une intrusion directe et condamnable du pouvoir pour évincer tel ou tel des présidents. Avec un argument incident qui renvoie de nouveau au spectre du gouvernement des juges : le législateur ne peut être bridé et sommé d'attendre (trois mois, une ou plusieurs années...) pour appliquer les réformes qu'il élabore.

De cette vérité en pointillé et pour ainsi dire conditionnelle, on peut au gré des options politiques retirer les pleurs ou les rires. Le trait est pleinement dessiné et les années à venir ne voient pas fleurir des rafales de réformes structurelles destinées à habiller des considérations personnelles plus triviales. Le trait s'efface dans le cas contraire et il faudrait bien alors se pencher sur la pratique ainsi codifiée d'atteinte indirecte à la liberté audiovisuelle.

A chaque jour suffit sa peine. Celle d'aujourd'hui, ou plutôt des semaines qui viennent, est de jeter les bases (nominations, mesures d'urgence, conception du long terme) du nouveau binôme Antenne 2-FR 3. Car, rapidement aussi, il faudra bien quelques signes qui permettent de mesurer si toute cette agitation n'a pas fini par faire oublier — excusez du peu — les télépectateurs.

MICHEL KAJMAN.

**ISTH** Institut des Sciences et Techniques Humaines

Pour vous aider à réussir :

- Cours de **CFPA**.
- Préparation complète des matières de l'U ou de 10 semaines.
- Notes de synthèse - Préparations complètes, fiches et notes.

ANTHURUS  
6, rue de la République 75018 Paris - 02.24.10.72







## ÉDUCATION

72,9 % d'admis, 39,9 % de la classe d'âge

### Succès record au baccalauréat

72,9 % d'admis au baccalauréat contre 71,9 % l'an dernier : la carte 1989 est la meilleure jamais enregistrée, si l'on excepte les résultats exceptionnels de 1968. Et pour la première fois cette année, on frôle la barre de 40 % d'une génération titulaire du baccalauréat (39,9 % exactement, alors que l'on était encore à 31,1 % en 1986 et à 10 % en 1960).

Les résultats montrent que, toutes sections confondues, le total des bacheliers 1989 a augmenté de plus de 10 % par rapport à l'an dernier : 344 113 jeunes ont été admis cette année contre 311 900 l'an dernier. Ce flux supplémentaire de plus de 33 000 bacheliers résulte à la fois de l'augmentation du taux de réussite mais également de la montée régulière du nombre de candidats : cette année, 471 792 élèves de classes terminales se sont présentés, soit 9,1 % de plus qu'en 1988.

Le taux de réussite et l'augmentation du nombre de bacheliers sont particulièrement sensibles au baccalauréat général puisque l'on atteint cette année 75,5 % de succès. Avec près de 85 % d'admis, la série C (mathématiques) progresse encore et l'on se rapproche des 50 000 bacheliers scientifiques par an. Le taux de succès augmente dans toutes les séries, en particulier pour le bac B qui dépasse pour la première fois 70 % de succès.

Les candidats au baccalauréat technologique ont été plus nombreux cette année, et, le taux de

réussite dans ces séries F et G étant en légère augmentation (67,8 % contre 67,1 % l'an dernier), l'on dépasse pour la première fois le nombre de 100 000 bacheliers technologiques (105 612). Dans les sections industrielles, l'élévation du taux de réussite est particulièrement nette en F4 (génie civil) et F1 (construction mécanique). Dans les sections tertiaires, le taux de succès en G1 (techniques administratives) se redresse nettement cette année.

Enfin, les baccalauréats professionnels marquent un certain tassement par rapport à l'an dernier pour leur taux de réussite, avec 74,2 % pour les bacs du secteur secondaire et 72,2 % dans le secteur tertiaire. Mais le nombre de candidats étant en très forte augmentation, l'on a cette année pour l'ensemble des bacs professionnels 13 618 admis contre 7 555 l'an dernier.

### M. Claude Pair recteur de l'Académie de Lille

M. Claude Pair a été nommé par le conseil des ministres du mercredi 26 juillet recteur de l'Académie de Lille, en remplacement de M. Claude Dischamps.

DNé le 21 juin 1934, M. Claude Pair est ancien élève de l'École normale supérieure. Agrégé de mathématiques (1956), docteur en sciences (1965), il a enseigné aux lycées de Metz et Nancy (1956-1963), puis a été maître assistant et maître de conférences à la faculté des sciences de Nancy (1964-1969). Professeur à l'université de Nancy et à l'Institut national polytechnique de Lorraine, puis président de cet institut, M. Claude Pair a été directeur des lycées au ministère de l'Éducation entre 1981 et 1985. Depuis 1988, il était chargé de mission auprès de M. Robert Chapuis, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique.

La numération des classes pour les études médicales. — Le nombre des étudiants admis à poursuivre des études médicales, pharmaceutiques et odontologiques (dentaires) au-delà de la première année a été fixé, pour les trois années universitaires à venir, respectivement à quatre mille, deux mille deux cent cinquante et huit cent cinquante, ont annoncé, mercredi 26 juillet, les ministères de l'Éducation nationale et de la Santé. Ces chiffres correspondent, par rapport à l'année universitaire 1987-1988, à une baisse de cent étudiants en médecine, à une hausse de cinquante en pharmacie et à une stagnation en dentaire. « En médecine, expliquent les deux ministères, il est nécessaire d'éviter une offre professionnelle excessive génératrice de sous-emploi au début du siècle prochain, mais il faut aussi prévenir une baisse ultérieure trop brutale du nombre des médecins. »

## MÉDECINE

Canada : une victoire pour les adversaires de l'avortement. — Les mouvements « pro-life » viennent de remporter une nouvelle victoire au Canada où, depuis janvier 1988, on attend la promulgation d'une loi sur l'avortement. La cour d'appel du Québec, en effet, a confirmé, mercredi 26 juillet, son premier jugement qui interdisait à M<sup>me</sup> Chantal Daigle, âgée de vingt et un ans, de se faire avorter contre la volonté du père de l'enfant à naître. Sans écarter le droit à l'avortement, le jugement de la cour d'appel précise que M<sup>me</sup> Daigle, qui est aujourd'hui enceinte de cinq mois, n'a pas invoqué de motifs suffisamment sérieux pour priver l'enfant conçu du droit d'être porté à terme et de naître. — (AFP, Reuters.)

La vaccin ROR remboursé par la Sécurité sociale. — Le triple vaccin ROR (rougeole, oreillons, rubéole) sera bientôt remboursé par la Sécurité sociale. Le nouveau prix de ce vaccin, fabriqué par les Laboratoires Mérieux, est en cours de négociations. Cette mesure, annoncée mercredi 26 juillet par la direction générale de la Santé, s'inscrit dans une campagne nationale de vaccination contre ces trois maladies qui sera lancée dès l'automne prochain.

## DÉFENSE

Avec le plan Armées 2000

### M. Chevènement redessine la carte militaire de la France

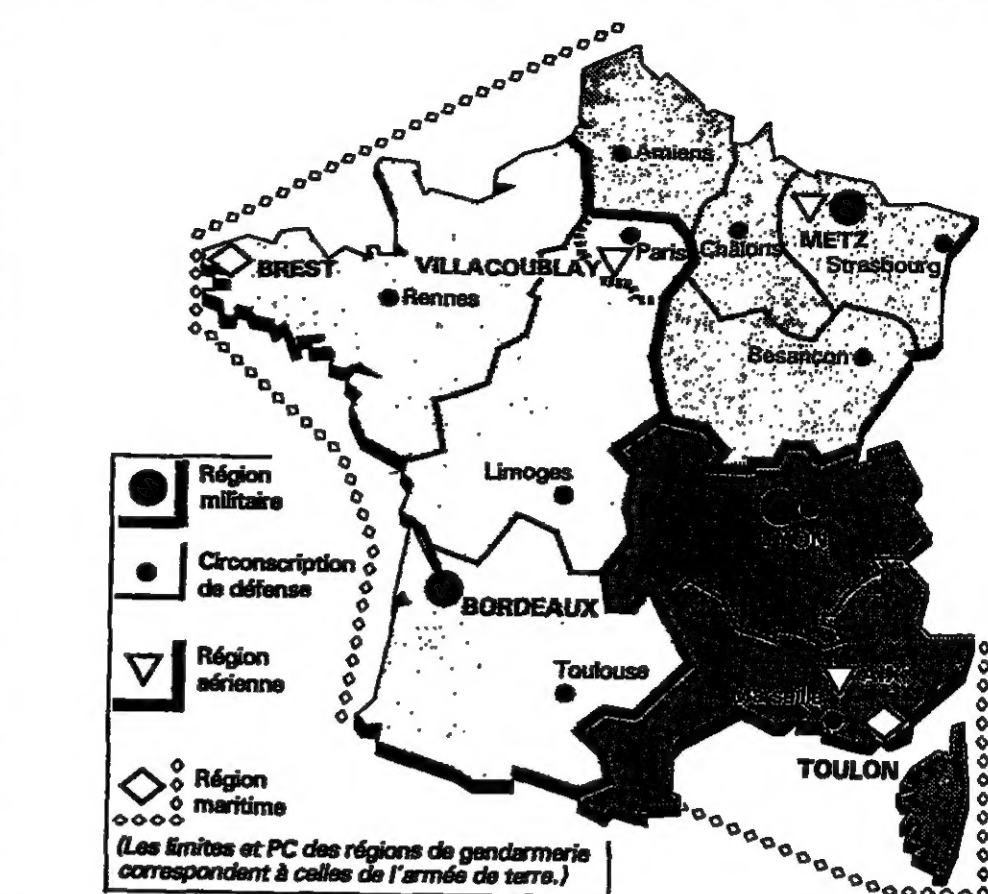
Le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a fait adopter par le conseil des ministres du mercredi 26 juillet son plan Armées 2000, qui consiste à redessiner la carte militaire de la France selon un nouveau découpage des commandements territoriaux et une nouvelle organisation des forces opérationnelles. Ce plan Armées 2000 était déjà connu dans ses grandes lignes (le Monde des 21 avril, 22 juin et 14 juillet). Mais des précisions supplémentaires ont été données, jeudi matin 27 juillet, à la presse.

An total, le plan Armées 2000 supprime ou allège vingt-trois états-majors territoriaux des trois armées et de la gendarmerie (trois états-majors régionaux de l'armée de terre, trois états-majors régionaux de la gendarmerie, un état-major de la gendarmerie de la région aérienne, deux états-majors de division militaire territoriale et trois états-majors de légion de gendarmerie) et il dissout un état-major de corps d'armée dans l'armée de terre.

Cette initiative de M. Chevènement a officiellement pour but d'améliorer l'efficacité opérationnelle des forces armées, en économisant des personnels sur les états-majors et les services de soutien (matériel, commissariat, génie, santé, essence, etc.) qui les accompagnent. À l'heure actuelle, cependant, la diminution des effectifs concernés n'a pas été évaluée, dans la mesure où cette réorganisation conduit, d'autre part, à instituer d'autres structures, comme, par exemple, la création d'un commandement unique de la défense du territoire qui sera allégé par rapport à l'inspection, existante, de la défense opérationnelle du territoire. De même, si la préfecture maritime de Cherbourg est remplacée par un état-major d'arrondissement maritime, comme il en existe déjà à Lorient, les responsables en place à Cherbourg continueront d'avoir les responsabilités de la préfecture maritime en matière de surveillance de la Manche.

### Un corps d'armée en moins

Du côté des forces opérationnelles, le plan Armées 2000 consiste principalement en la dissolution, annoncée précédemment, de l'état-major du corps d'armée de Metz et la constitution d'une première armée composée d'éléments de deux corps d'armée (à Baden, en Allemagne fédérale, et à Lille) et d'une Force d'action rapide (FAR) à Malsang-Laffitte (Yvelines). Le PC de cette première armée est transféré de Strasbourg à Metz.



C'est l'organisation territoriale des armées et de la gendarmerie qui subit les changements les plus significatifs. À la différence de la hiérarchie opérationnelle, qui a la charge de l'emploi des forces, l'organisation militaire territoriale est responsable de tout ce qui concerne l'administration, la vie courante et la situation des réserves.

Ainsi, l'armée de terre se regroupe autour de trois sièges de région militaire (au lieu de six, précédemment), à Metz, Bordeaux et Lyon. Les régions de gendarmerie observent le même découpage. Le PC de la région de Metz, dite zone du Nord-Est, est la zone arrière (par rapport aux forces françaises en Allemagne fédérale) orientée vers une manœuvre éventuelle en Centre-Europe. Le PC de la région de Bordeaux, dite zone Atlantique, est orienté vers la préservation de la liberté des approvisionnements océaniques de la France et la sûreté des sous-marins nucléaires stratégiques. Le PC de la région de Lyon, dite zone Méditerranée et sillon rhodanien, est tourné vers les risques de déstabilisation au sud.

Les vingt-deux divisions militaires territoriales (DMT), qui correspondent à des collectivités locales régionales de l'administration, disparaissent pour laisser la place à dix circonscriptions de

défense. Quatre (dont les PC sont à Amiens, Châlons-sur-Marne, Strasbourg et Besançon) sont implantées dans la zone Nord-Est. Trois (à Rennes, Limoges et Toulouse) sont dans la zone Atlantique. Deux (dont les PC sont à Marseille et Lyon) sont situées dans la zone Méditerranée. La capitale, en raison de l'importance de son éventuelle défense face à une menace extérieure, est dirigée en circonscription autonome pour l'armée de terre et la gendarmerie, avec un gouverneur militaire.

### Une nouvelle administration civile

L'armée de l'air, de son côté, perd un état-major de région aérienne, pour ne conserver que trois PC de région, à Villacoublay (avec une « antenne » à Bordeaux), à Aix-en-Provence et à Metz. La marine, pour sa part, dispose de deux préfectures maritimes, à Brest et à Toulon, avec un arrondissement maritime créé à l'ex-préfecture de Cherbourg. Enfin, la gendarmerie aura trois PC de région (au lieu de six, précédemment) qui auront les mêmes dénominations que les trois régions de l'armée de terre, et elle ne conservera que dix-neuf de ses vingt-deux régions (sur le modèle des collectivités locales régionales de l'administration civile) par fusion de trois

d'entre elles (Alsace et Lorraine, Poitou-Charente et Limousin, Haute et Basse Normandie).

Ce plan Armées 2000 nécessitera une harmonisation des structures militaires nouvelle dessinée avec les structures civiles qui, jusqu'à présent, avaient été superposées. En effet, l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'organisation de la défense et les textes réglementaires qui ont suivi prévoient des correspondances entre les deux administrations et des passerelles entre chacune de leurs hiérarchies propres. Ces équivalences ont été instituées dans la perspective où le gouvernement déciderait, devant des risques de guerre, de subordonner le pouvoir civil à l'autorité militaire.

J. L.

Barcelonnette veut garder ses chasseurs alpins. — Environ deux cents commerçants et habitants de la vallée de l'Ubaye (Alpes-de-Haute-Provence) ont assiégré pendant plusieurs heures, mercredi 26 juillet, la sous-préfecture de Barcelonnette. Motivés de leur mécontentement : la décision du ministre de la Défense de déplacer les militaires du 2<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins qui casernaient à Barcelonnette depuis la fin de la dernière guerre. Des banderoles et des affiches hostiles à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, ont été accrochées aux arbres de la vallée.

## ARCHÉOLOGIE

Deux expositions, à Paris et à Lyon

### Beautés utiles

Les métaux, que l'homme a commencé à utiliser, au moins au Proche-Orient et en Égypte, dès le cinquième millénaire avant Jésus-Christ, ont de multiples usages : parures, objets d'art, monnaies et aussi armes, ustensiles de cuisine, outils.

La première catégorie de ces usages, à bien évidemment, donné naissance à des choses d'une grande beauté. Mais la seconde a aussi incité à fabriquer des objets qui, bien qu'utilitaires, ne sont pas forcément inesthétiques. Pour s'en rendre compte, il faut aller voir deux expositions : au Musée national d'histoire naturelle de Paris, « Métal, hommes et dieux » ; au Musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon, « Trésor d'orfèvrerie gallo-romaine ».

L'exposition du Musée est d'une extrême diversité. On y voit aussi bien d'énormes cloches sumériennes de fondation en bronze, des bagues égyptiennes, des figurines incas, mayas ou javanaises que de l'orfèvrerie égyptienne, des boîtes à bétel indiennes, des boucles de ceinture congolaises, une patère (1,7 kilo d'or massif) romaine,

une reliure d'évangélaire, des casques (la bourguignotte à la chimère française du seizième siècle et le casque en or d'Agre cette du quatrième siècle avant notre ère).

Et ce bref échantillonnage ne représente qu'une toute petite partie des objets présentés.

### Orfèvreries

Très différents est l'exposition de Lyon (qui, d'ailleurs, a été montrée de février à avril dernier au Musée du Luxembourg de Paris). Là, en effet, il ne s'agit que de l'orfèvrerie gallo-romaine. Mais il n'y a aucun effet de monotonie : les formes des pièces d'orfèvrerie sont très variées et, surtout, les objets, petits et grands, frappent par leur beauté et leur perfection.

Certaines coupes, celles d'Hildesheim, de Graincourt-lès-Avinoucourt, de Cheouse, notamment, sont d'une simplicité qui les fait paraître modernes alors qu'une autre coupe d'Hildesheim et celle d'Alise-Sainte-Reine ont l'air d'avoir été faites en 1900 et que la coupe des Jeux isthmiques, ou le broc (les spécialistes

disent « oenochoé ») de Berthouville, surchargées, sont d'une complication très kitsch.

Certaines sont énormes : tels le « bouclier d'Hannibal » (73 centimètres de diamètre et plus de 10 kilos d'argent) trouvé en 1714 au Passage (Isère) ou le plat de Kaiseraugst (80 centimètres de diamètre, 4,6 kilos d'argent). Même les objets utilitaires, comme les passeroirs, les cuillères ou les casseroles, sont beaux.

Prêtés par de nombreux musées français et étrangers, tous ces objets ne seront pas réunis à nouveau de si tôt.

YVONNE REBEYROL.

Musée national d'histoire naturelle de Paris. Jardin des plantes, galerie de minéralogie, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

Musée de la civilisation gallo-romaine, 17, rue Clerberg, 69005 Lyon. Ouvert tous les jours, sauf le lundi et le mardi, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Entrée gratuite. Jusqu'au 27 août. La même exposition a été présentée au Musée du Luxembourg de Paris, du 8 février au 23 avril.

En l'église des Invalides, à Paris

### Le gouvernement a rendu un dernier hommage exceptionnel à Marie-Madeleine Fourcade

Les obsèques de Marie-Madeleine Fourcade, décédée jeudi dernier (le Monde du 21 juillet), ont eu lieu, le mercredi 26 juillet, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris. La nef couronnée de drapeaux était comble en cette fin juillet pour l'adieu à celle qui fut dès 1941 le chef du réseau de renseignements « Alliance ».

D'anciens camarades des réseaux de Résistance, la poitrine barrée de décorations, étaient venus nombreux rendre un dernier hommage à celle qui portait le nom de code de « Harisson » au sein d'un groupe qui alimentait principalement les Anglais en renseignements. M. André Marie secrétaire d'État aux anciens combattants représentait le chef de l'État. M. Roland Dumas ministre des affaires étrangères et ami de la famille était également présent. Le général Simon grand chancelier de l'Ordre de la Libération, était assis à côté du maire de Paris, M. Jacques Chirac. M. Jacques Chaban-Delmas avait également tenu à être là, tout comme d'autres députés, MM. Raymond Marcellin, Jacques Toubon, Patrick Ollier, Jean Tibéri. Plusieurs ambassadeurs ont assisté à cette cérémonie très recueillie. Parmi eux, Sir Ewen Ferguson, ambassadeur de Grande-Bretagne, représentant personnellement la reine mère.

La messe a été célébrée par l'abbé des Invalides, le Père Decogné. Dans son homélie, le

Révérend-Père Riquet a exalté l'esprit de la Résistance, celui de 39-45, qui « avait uni les Français de la gauche à la droite », mais également celui qui anime aujourd'hui « les Libanais face aux Syriens » pour qui Marie-Madeleine Fourcade militait activement. Il a rappelé que plus de six cents compagnons de combat avaient succombé dans leur lutte contre les nazis.

Le fait que les obsèques de Marie-Madeleine Fourcade aient eu lieu aux Invalides revêt un caractère tout à fait exceptionnel. Ne pouvait en effet en bénéficier d'ordinaire que les officiers généraux, les militaires tués en service, les blessés et les pensionnaires des Invalides. Le gouverneur des Invalides, le général de Gaulle, avait donc fait savoir au ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, saisi par M. Roland Dumas, que l'ancien chef du réseau « Alliance », au vu du règlement, ne pouvait avoir droit à l'inhumation aux Invalides. M. Chevènement, compte tenu de la personnalité et des services exceptionnels rendus à son pays par cette femme étonnante, a, par mesure d'égards, autorisé que la cérémonie ait lieu aux Invalides, ce qui correspondait au vœu secret de Marie-Madeleine Fourcade. D'autres personnes ont fait l'objet par le passé de telles mesures, comme Marcel Dassault et Georges Besse, mais c'est la première femme dont la mémoire est ainsi solennellement honorée par la République.

M. Roland Dumas, qui n'a pas ménagé ses efforts pour que les obs-

èques soient levées, nous a déclaré : « Marie-Madeleine Fourcade a eu un rôle éminent pendant la guerre, son action l'a placée au premier rang des héros de la Résistance. J'ai cru devoir saisir le cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement pour que la cérémonie de ses funérailles soit une occasion de manifester la reconnaissance du pays. »

PIERRE SERVANT.

## CATASTROPHES

Un DC10 sud-coréen s'écrase sur l'aéroport de Tripoli. — Un DC10 sud-coréen transportant 152 passagers s'est écrasé jeudi 27 juillet à 7 heures 30 (5 h 30 GMT) sur l'aéroport de Tripoli en Libye. Selon l'agence de presse officielle Jena, quatre-vingts à cent personnes auraient survécu. Toujours selon Jena, l'appareil qui effectuait la liaison Séoul-Tripoli a manqué la piste d'atterrissage, heurtant deux maisons situées aux abords de l'aéroport et entraînant plusieurs voitures en train de circuler.

Quatre personnes auraient été tuées dans l'une de ces habitations. Le pilote de l'appareil ferait partie des survivants. Des sociétés sud-coréennes qui ont engagé plusieurs grands travaux en Libye entraîneraient des liaisons aériennes régulières avec Tripoli. La plupart des victimes seraient d'origine sud-coréennes. — (AFP, Reuters.)



# Société

## JUSTICE

### Un projet pour garantir l'indépendance des magistrats

(Suite de la première page.)

Réactivée, la commission permanente d'études, qui avait été très productive sous Robert Badinter puis mise en sommeil sous Alain Chalon, se remettrait donc au travail sous de bons auspices. Mais préalable à toute réforme du CSM sera l'accord du président de la République.

Pafos bouleses - L'Union syndicale des magistrats (majoritaire) a claqué la porte au printemps dernier faute d'avoir obtenu de M. Mitterrand qu'il s'engage dans la voie d'une réforme constitutionnelle - les réunions de cette commission se sont poursuivies. A partir de ces travaux, la direction des services judi-

ciaires a établi une liste très précise de propositions transmises, récemment, au garde des sceaux. En voici les axes principaux :

#### Composition du CSM.

Le poids de la Cour de cassation étant jugé « excessif par rapport au reste du corps judiciaire », les six magistrats qui siègent au CSM pourraient être deux membres de la cour de cassation choisis à partir d'une liste établie par l'Assemblée générale de la Cour suprême ; un premier président de cour d'appel choisi sur une liste de trois noms établie par un collège des premiers présidents ; trois magistrats des cours et tribunaux du premier ou deuxième degré à partir d'une liste élaborée par les membres élus de la commission d'avancement et non par le collège des magistrats par crainte d'un « risque de politisation ». Pour les trois autres membres, le texte rejette l'idée qu'ils puissent être proposés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, mais suggère que l'un d'eux soit obligatoirement un professeur de droit.

#### Nominations des magistrats du siège.

Le CSM donne un avis - dont le président de la République peut ne pas tenir compte, - sur ces nominations. Le texte propose que cet avis soit « conforme », c'est-à-dire non susceptible de modification. En matière disciplinaire, le CSM, qui est aujourd'hui saisi par le garde des sceaux, pourrait soit se saisir d'office, soit être à la requête d'un chef de cour, soit à la requête d'un magistrat intéressé. Les débats - qui se déroulent à huis clos, - pourraient être publics à la demande des parties, et avec l'accord du CSM.

Le CSM pourrait désigner des « missions d'information » auprès de la Cour de cassation, des cours et tribunaux et de l'École nationale de la magistrature. Des missions communes avec l'inspection générale des services judiciaires sont envisagées.

Le président de la République pourrait consulter le CSM « sur toutes questions et notamment sur tout projet de loi concernant l'organisation judiciaire ». Enfin, le CSM établirait chaque année un rapport.

Quant au statut des magistrats, il pourrait être réformé en modifiant le rôle et la composition de la commission d'avancement. C'est elle qui établit la liste des magistrats du siège et du parquet proposés pour une promotion (onze des membres sont deux directeurs du ministère et neuf hauts magistrats, les dix autres sont des magistrats élus par l'ensemble du corps). La procédure actuelle est jugée « incontestablement longue, coûteuse, complexe et inadéquante ». Le texte propose une plus grande transparence des listes

de candidats et une meilleure représentation des magistrats de base. On pourrait aussi modifier le système très paternaliste et contraignant de la notation : communiquer intégralement son dossier à l'intéressé et appliquer enfin aux magistrats la loi de 1983 interdisant de faire figurer dans les dossiers des fonctionnaires leurs « opinions et activités politiques, syndicales, religieuses et philosophiques ».

Quant aux magistrats du parquet, qui relèvent sur le plan disciplinaire d'une commission particulière saisie exclusivement par le ministre de la justice, ils pourraient bénéficier d'un système plus libéral et plus proche de celui appliqué aux magistrats du siège. Ils pourraient introduire des recours devant le Conseil d'Etat, contre d'éventuelles sanctions. Pour garantir l'indépendance des chefs de juridiction, on envisage de limiter à une durée de cinq ans non renouvelable dans la même juridiction leur maintien dans leur fonction.

Ce document, qui n'a pas encore été commenté par le ministre de la justice, ni examiné par les organisations syndicales, pourrait, sur le plan

technique, être rapidement transformé en projet de loi. Il faudrait pour cela, à la fois qu'il emporte l'adhésion des magistrats et de leurs représentants, et que le pouvoir politique, qui s'y est à maintes reprises opposé, désigne que l'indépendance de la magistrature, sans cesse mise en cause, vaut bien une refonte de textes jugés insuffisants et obsolètes.

AGATHE LOGEART.

(1) Saisie par M. Chalon, la commission de discipline du parquet émettait, au mois de décembre 1987, un avis de relance à l'égard du procureur de la République de Valenciennes, M. Georges Aupiais, à qui l'on reprochait un discours sur la délinquance de la drogue. Préféré par M. Arpaillange, alors procureur général de la Cour de cassation, la commission avait estimé que l'indépendance des magistrats du parquet est égale à celle des juges du siège. Un mois plus tard, M. Arpaillange, dans un discours prononcé à l'Assemblée de ce que les juges « en soient réduits au rôle des hérauts de la République », tentait en vain de s'opposer à la suspension de l'instruction de « l'affaire Michel Droit », confiée au juge Claude Grelier.

### La désignation des membres du Conseil

#### Le choix du président de la République

Cité de vote de l'institution judiciaire, le Conseil supérieur de la magistrature est, à la fois, l'organe disciplinaire des magistrats du siège - c'est lui qui a saisi par exemple lorsque des magistrats parisiens prirent le gîte du tribunal pour une caverne d'Ali Baba ou lorsqu'un de leurs collègues entretenait des relations avec une prostituée - et l'organe des hauts magistrats, ceux de la Cour de cassation et les premiers présidents de cour d'appel. Il donne également son avis sur les nominations ou les mutations des magistrats du siège : un millier par an en moyenne.

Avant même la suppression de la peine de mort et celle des juridictions d'exception, la réforme du CSM était l'une des cent une propositions du candidat Mitterrand en 1981. Des projets en ce sens élaborés sous Robert Badinter n'avaient pas abouti. Sondeurs, les quelques six mille magistrats français s'étaient pourtant déclarés à 67 % favorables à une réforme constitutionnelle et, à défaut, à 51 % favorables à une réforme moins vaste instituée par une loi organique. Aux termes de l'article 65 de la Constitution.

Ce CSM comprend onze membres : le président de la République, qui le préside, le ministre de la justice et neuf membres, tous désignés pour quatre ans par le président de la République (1). Les sept membres du CSM, sont MM. Jean Fiol, Henri Ecoutin, avocat à la Cour de cassation ; Claude Zambaux, conseiller à la Cour de cassation ; Thierry Lemaire, conseiller à la Cour de cassation ; M. Colette Mame, conseiller d'Etat ; M. Gérard Combes, premier président à la cour d'appel de Dijon ; Pierre Garbi, président du tribunal de grande instance de Châteauroux ; M. François Cuny, premier juge au tribunal de grande instance de Lille ; M. Pierre Dabouis, premier président de la Cour de cassation ; M. Daniel Bompard, juge au tribunal de grande instance de Paris, est secrétaire général.

désignés pour quatre ans par le président de la République (1). Les sept membres du CSM, sont MM. Jean Fiol, Henri Ecoutin, avocat à la Cour de cassation ; Claude Zambaux, conseiller à la Cour de cassation ; Thierry Lemaire, conseiller à la Cour de cassation ; M. Colette Mame, conseiller d'Etat ; M. Gérard Combes, premier président à la cour d'appel de Dijon ; Pierre Garbi, président du tribunal de grande instance de Châteauroux ; M. François Cuny, premier juge au tribunal de grande instance de Lille ; M. Pierre Dabouis, premier président de la Cour de cassation ; M. Daniel Bompard, juge au tribunal de grande instance de Paris, est secrétaire général.

Le paradoxe, flagrant, est qu'un organe de contrôle qui a pour fonction première de garantir l'indépendance des magistrats soit entièrement composé par des hommes ou des femmes choisis par le chef de l'Etat.

Ag. L.

### La fermeture des prisons vétustes

#### Plusieurs réactions d'hostilité

Après l'annonce par le ministère de la justice de la fermeture de vingt-cinq prisons vétustes (le Monde daté 23-24 juillet), M. Jacques Viollet, secrétaire général du syndicat FO des personnels pénitentiaires, a estimé, le 26 juillet, au cours d'une visite à la maison d'arrêt de Nîmes touchée par cette destruction, que « si la négociation n'aboutissait pas avec le garde des sceaux, l'ensemble du personnel se retrouverait au coude à coude. Le garde des sceaux a eu le toupet de déclarer (...) ces prisons indignes d'accueillir des détenus. C'est un mensonge. La moitié est dans un état parfait, adaptée à des centaines de milliers depuis quatre ans. On ferme ces établissements par mesure politique ».

M. Pascal Clément, député UDF de la Loire, où se trouve la prison de Roanne, menacée de fermeture, estime que « Pierre Arpaillange ne connaît pas la population carcérale ».

Le conseil municipal de Briey (Meurthe-et-Moselle), dans une motion adoptée en réunion extraordinaire, exprime sa « stupeur » devant cette décision qui « porte un nouveau coup au pays haut ». Le conseil municipal demande que le ministre, « induit en erreur », reconsidère le dossier.

« Cette note fait suite notamment à la découverte, lundi 24 juillet, dans un parking de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) du corps d'une petite Malienne de cinq ans, Aminata Fumoro, qui avait été étranglée le 26 juillet ».

« Livraison de whisky aux Baumettes : un gardien arrêté. A la prison des Baumettes, un gar-

dien, Patrick Mourier, trente-cinq ans, a été surpris, récemment, par ses collègues alors qu'il s'apprêtait à livrer du whisky à un détenu. Le surveillant, qui travaillait dans l'établissement depuis plus de trois ans, a affirmé que c'était la première fois qu'il vendait ainsi de l'alcool à un détenu. Placé en garde à vue, le gardien devrait être inculpé de corruption et pourrait également subir des sanctions administratives.

## EN BREF

« Une note de M. Arpaillange aux procureurs généraux sur les meurtres d'enfants. - Dans une note adressée aux procureurs généraux par la direction des affaires criminelles et des grâces, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a demandé, mercredi 26 juillet, à l'Assemblée des magistrats du parquet que les enquêtes concernant les meurtres et les vols d'enfants soient menées « avec la plus grande célérité ».

### Réforme constitutionnelle ou loi organique

Pour réformer le CSM, deux voies sont possibles : il faut une réforme constitutionnelle si l'on veut augmenter le nombre des membres du Conseil et les faire désigner par d'autres que le président de la République, comme les présidents des assemblées. Dans ce cas, si l'on choisit non pas le référendum populaire mais la voie parlementaire, la révision de la Constitution suppose un vote en termes identiques de l'Assemblée nationale, du Sénat, puis un second vote par le Parlement réuni en Congrès à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Il s'agit d'une procédure très lourde. Mais le président de la République a annoncé, le 14 juillet, qu'il envisageait d'y recourir pour modifier la saisine du Conseil constitutionnel. Dès lors, rien n'empêcherait que des réformes dans d'autres domaines soient dans le même temps soumises à cette procédure.

L'autre voie est celle de la loi organique. Les lois organiques, elles, ne rapportent aux lois « classiques », font l'objet d'une procédure d'adoption spécifique. Les projets et propositions de lois organiques ne peuvent être soumis à la première assemblée chargée de les examiner - indifféremment l'Assemblée nationale ou le Sénat - qu'au terme d'un délai de quinze jours après leur dépôt. En cas de désaccord entre les deux assemblées, un texte de loi organique ne peut être adopté en dernière lecture par l'Assemblée nationale qu'à la majorité absolue de ses membres. Ces lois ne peuvent être promulguées qu'après déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.

### Après le décès d'un détenu

## Nouvelle agitation à la centrale de Poissy

Deux cent soixante-quatre détenus de la centrale de Poissy, dans les Yvelines, ont refusé, mercredi 26 juillet en début d'après-midi, de regagner leurs cellules, certains occupant le toit d'un bâtiment. Les forces de police intervinrent à 17 h 15 pour rétablir l'ordre. Au cours de cette intervention, un détenu avait été blessé. En début de soirée, la situation était redevenue normale dans cet établissement pénitentiaire où des incidents se succèdent depuis plusieurs mois. Huit détenus qui avaient animé le mouvement ont été transférés jeudi dans différents établissements de la région parisienne.

La rue du Précheur, qui borde la centrale de Poissy (Yvelines), a été une nouvelle fois barrée par les forces de police, mercredi 26 juillet, en début d'après-midi. Derrière le mur, sur le toit d'un bâtiment de la centrale, une quinzaine de détenus, un crêpe noir autour du bras, tenaient deux calicots de fortune : « L'humanité pour les détenus » et « J.-J. Bédame, victime de la répression de la direction. Avec un micro relié à un petit amplificateur de guitare, ces prisonniers exprimaient leur mouvement aux habitants postés aux balcons des immeubles voisins. « On réclame la vérité sur la mort de notre camarade. Il était depuis trois semaines à l'isolement. Dites-le ».

La veille, ces détenus avaient appris par une information parvenue au parloir que Jean-Jacques Bédame était décédé, le 17 juillet à l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart, des suites d'une maladie. Cent cinquante d'entre eux avaient alors refusé de rentrer de prison. Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delport, et un représentant du parquet de Versailles étaient venus sur

place pour obtenir un retour au calme. Les assurances données sur la recherche des causes de la mort n'ont pas apaisé les inquiétudes des prisonniers puisque, mercredi, ils étaient deux cent soixante-quatre, les trois cent soixante-dix détenus de la centrale de Poissy, deux cent cinquante de la centrale de Poissy, deux cent cinquante de la centrale de Poissy, deux cent cinquante de la centrale de Poissy.

## ESPACE

### Avant le troisième vol habité franco-soviétique

#### Discussions sur le prix du « ticket spatial »

Existe-t-il un « accord secret » franco-soviétique autour du vol d'un astronaute français dans la station spatiale soviétique Mir, vol prévu pour 1992 et annoncé lors de la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev à Paris (le Monde du 6 juillet) ?

La revue spécialisée Aviation Week and Space Technology affirme dans son édition de cette semaine. Citant « des officiels du programme spatial soviétique », l'hebdomadaire américain - généralement très bien informé - précise que cet accord est le résultat d'un compromis : si l'on ne divulguait pas la demande des Soviétiques, qui mènent actuellement des discussions similaires avec la RFA, ajoute la revue américaine.

Au CNES (Centre national d'études spatiales), on dément. Les négociations se poursuivent entre les deux pays pour la mise au point de l'accord sur le plan de coopération spatiale sur dix ans dont les grandes lignes ont été annoncées début juillet, affirme M. Jean-Marie Luton, directeur général du CNES. « Il est vrai que les Soviétiques nous ont demandé une participation de

16,5 millions de dollars (105 millions de francs) et que nous en avons proposé cinq (comme l'affirme Aviation Week and Space Technology). Mais », ajoute M. Jean-Marie Luton, les modalités financières de ce vol ne sont pas réglées, et il n'y a pas d'accord secret. Etant donné que les négociations se poursuivent, nous ne pouvons citer aucun chiffre définitif ».

Curieuse polémique qui témoigne, en tout cas, de l'après des négociations. Les deux premiers vols communs franco-soviétiques s'étaient déroulés sur la base du troc, un échange équitable de technologie et de savoir-faire. Mais, conséquence de la perestroïka, l'Agence Glavcosmos, qui a confié l'Interkosmos (l'équivalent soviétique du CNES), raisonne désormais en termes commerciaux et tente d'imposer systématiquement le paiement d'un « ticket de vol » pour tous les astronautes étrangers invités sur la station Mir. Face à ces exigences, les Européens ont évidemment tendance - même s'ils s'en défendent - à faire front commun. Les Soviétiques pourront-ils les dissuader ?

JEAN-PAUL DUFFOUR.

M. Michel Aubert coordinateur français pour Euriska. - M. Michel Aubert a été nommé, le 18 juillet, coordinateur national français pour le programme de recherche européen Euriska. Il remplace à ce poste M. Yves Sillard, aujourd'hui délégué à l'armement, dont il était l'adjoint. Physicien de formation, M. Aubert avait, auparavant, été chargé des questions internationales au Centre national d'études spatiales (CNES), puis à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

« Lancement de la navette et d'Ariane les 8 et 9 août. - La navette américaine Columbia et la fusée européenne Ariane vont, sauf problème technique de dernière minute, décoller à un jour d'intervalle, les 8 et 9 août prochains. La première partira avec un équipage de cinq hommes et un engin de recon-

naissance militaire. Le second mettra sur orbite le satellite de télécommunications ellipsoïdal TVSAT-2, et Hipparcos, un satellite astronomique de l'Agence spatiale européenne.

L'avion hypersonique américain lancé samedi par M. Bush. - Le président George Bush a donné, mercredi 26 juillet, le feu vert à la poursuite du programme d'avion hypersonique américain NASP (National Aero-space plane), compromis entre la navette spatiale et l'avion supersonique, capable de joindre les Etats-Unis au Japon en deux heures. Le département de la défense, qui cofinance les études avec la NASA, voulait se libérer totalement de cette charge financière. M. Bush a rejeté cette proposition et qualifié le projet NASP d'effort national à haute priorité ».

## RELIGIONS

### Pour la première fois de son histoire

## Le Conseil oecuménique des Eglises s'est réuni à Moscou

MOSCOU de notre correspondant

La quarantième session du comité central du Conseil oecuménique des Eglises s'est tenue cette année pour la première fois à Moscou, en réponse à l'invitation de l'Eglise orthodoxe russe et de toutes les Eglises membres du Conseil oecuménique en URSS, du 16 au 26 juillet.

Fait sans précédent, les cent cinquante délégués des trois cent cinquante Eglises qui composent le Conseil oecuménique ont été reçus au Kremlin par le président du conseil des ministres de l'URSS, M. Nicolas Ryzkov, et par le nouveau ministre des affaires religieuses, M. Youri Khristouanov. « Votre présence dans ce lieu est un des signes des grands changements qui prennent place dans notre société », a déclaré le premier ministre. Les relations entre les Eglises et l'Etat se normalisent progressivement. La future loi sur la liberté de conscience assurera juridiquement aux croyants la possibilité de participer à la vie de la société et à sa reconstruction ».

Dans sa réponse, le pasteur uruguayen Emilio Castro, secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises, s'est réjoui « de la renaissance de milliers d'Eglises en URSS, donnant ainsi aux chrétiens la possibilité d'exprimer leur spiritualité ». Au cours de ses travaux, le CCEE a évoqué la situation en Liban, en Chine et l'apartheid en Afrique du Sud, contre lequel les Eglises chrétiennes sont mobilisées depuis longtemps.

Il s'est réjoui des progrès qui ont marqué la coopération entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises membres du CCEE, qui « se mon-

de manière remarquable à travers la participation croissante des catholiques romains à plusieurs conseils d'Eglise ». Mais le comité central a réaffirmé son espoir de voir bientôt l'Eglise catholique configurer officiellement sa participation au rassemblement mondial sur le thème « Justice, paix et sauvegarde de la création », qui se tiendra à Séoul en 1990.

« Ce comité central a été « sans grande surprise. Seul « incident » à signaler : la manifestation silencieuse de quatre-vingt-dix catholiques uniates réclamant la libération, la réhabilitation et la légitimation de leur Eglise en Ukraine. Mais on n'est bien gardé d'en parler en séance, pour préserver, au nom de l'œcuménisme, les bonnes relations avec l'Eglise orthodoxe russe. » (The- rim.)

## FAITS DIVERS

### A Cannes

#### Deux faux policiers dérobent un important lot de bijoux

Deux hommes se faisaient passer pour des policiers en civil ont réussi à dérober, sous la menace de leurs armes, un important lot de bijoux exposés en vitrine de la boutique Van Cleef and Arpels sur la croisière à Cannes (Alpes-Maritimes). Les deux malfaiteurs, agissant à visage découvert, s'étaient introduits, mercredi 26 juillet en début d'après-midi, dans la célèbre bijouterie. Là, ils ont présenté des cartes de police barrées de tricolores, présentant une enquête sur quatre malfaiteurs dont ils présentaient les photos.

Les deux faux policiers devaient ensuite sortir d'un attaché-case plusieurs armes de poing et contraindre les huit personnes présentes, cinq employés, le directeur de la boutique et son épouse, ainsi qu'une cliente, à s'allonger sur le sol. L'un des deux hommes franchissant sept vitrines intérieures et d'autres extérieures, raflant l'ensemble des bijoux exposés. Les deux gangsters prenaient ensuite la fuite, à bord d'une voiture avec un bryn qui, selon les premières estimations, atteindraient plusieurs dizaines de millions de francs.

## Le dédale de Salman R

« L'homme n'est pas le seul à verser l'atmosphère. L'Etat est le seul à verser l'atmosphère ».

## E

« L'homme n'est pas le seul à verser l'atmosphère. L'Etat est le seul à verser l'atmosphère ».

## LE FEUILLETON DE

### Violence du c

« L'homme n'est pas le seul à verser l'atmosphère. L'Etat est le seul à verser l'atmosphère ».



# Le Monde DES LIVRES



Salman Rushdie à propos d'un de ses personnages : « Il recherche désespérément une confirmation définitive avec les religieux sectaires, en sachant qu'il ne peut pas gagner, qu'il va être mis en petits morceaux. »

## La littérature menacée

A l'heure où une ombre plane sur toutes les littératures, l'autoflagellation n'est pas de mise.

Si le déclin de l'Europe il y a, et décadence de sa culture, c'est d'abord dans l'esprit des Européens eux-mêmes, qui, depuis des décennies, ne cessent d'argumenter ce thème avec une complaisance douteuse et un masochisme suicidaire. Que le *Wall Street Journal* évoque — et ce fut le cas, on s'en souvient, il y a quelques années — la thèse d'un effondrement de la culture française et de sa littérature, nous nous empressons de la faire nôtre, et d'en nourrir l'étrange haine de soi (la *Selbsthass*) que porte en son cœur l'intellectuel européen. Une bonne volée de bois vert — susurre-t-on dans les dîners en ville — tout à fait entre nous, n'est-elle pas méritée ?

Tout nous montre que, désormais, ce n'est plus à la littérature, progressivement dépossédée de son rôle social, de sa fonction publique et privée, que l'on demande de comprendre le monde, l'existence et la vie. Et il est à craindre que la littérature ne cesse, jusque dans l'image qu'on a d'elle, d'être considérée comme le garant de l'universalité du sens, comme le lieu où se fonde et se garde l'humanité de l'homme.

Appuyée depuis la Renaissance sur le mouvement par lequel la culture s'était détachée de la sphère du politique et du religieux, la littérature européenne s'était donnée progressivement pour sujet le destin problématique de l'individu dans le monde, et le jeu de ses fictions élaborait inépuissamment les modèles imaginaires d'une saisie de l'existence.

Ne sommes-nous pas en train de compromettre ce puissant flanc d'arrachement et de liberté par la confiance exagérée que nous portons aujourd'hui aux sciences positives, sciences humaines et sciences sociales, nous déchargeant sur elles du soin de penser, de comprendre et de traduire en lois la condition de l'homme ? Car il faut se garder de confondre la vie de l'homme en société et l'existence du sujet mortel, jeté au monde, qui excède toute loi. Seules la fiction littéraire et la poésie savent trouver le chemin pour dire ce qui est unique et veut être saisi comme tel.

Il y a autre chose. La littérature est menacée : non pas dans tel pays ou dans tel autre, mais en tant que *Weltliteratur*, parce qu'il est à craindre qu'elle ne rencontre plus en face d'elle un monde qui puisse l'accueillir, qu'elle puisse habiter.

Comment la littérature serait-elle encore possible si elle n'était admise ce sur quoi elle fonde son plus secret dessein, si vient à lui manquer son sol le plus nécessaire ? La littérature exige le secret, le silence, un espace de retrait et de méditation pour éclore et pour être lue. Mieux, elle en suggère le modèle, elle en propose une image, elle offre l'idée d'un monde où la quête du sens se fait dans le retour sur soi, dans le détour d'une réflexion solitaire, dans un colloque silencieux entre l'existence vivante et la parole secrète des livres.

DANIELE SALLENAVE.  
(Lire la suite page 16.)

## Le dédale de Salman Rushdie

L'islam n'est pas la seule cible des Versets sataniques. L'Inde et l'immigration sont au cœur de cette fresque anglo-orientale à l'écriture incandescente.

Et si l'on revenait au livre ? Un livre qui se veut et est, avant tout, un roman, une fresque anglo-indo-pakistanaise, un dédale oriental. Il n'est point, encore qu'il recèle quelques bribes de ces deux genres, un essai irrévérencieux sur Mahomet ou un traité de philosophie critique sur l'islam, comme on a pu le croire en entendant tant d'éloges ou de malédictions de personnes ayant candidement qu'elles n'avaient même pas ouvert l'ouvrage. « Les Versets sataniques sont le plus célèbre de tous les livres du monde sans que personne l'ait lu », devait souligner Jean-Etienne Hallier dans l'introduction à son édition pirate parue il y a deux mois.

Ce livre, c'est d'abord un style embellie reconnaissable à la sorte de rage qui l'anime, comme dans les œuvres précédentes de Salman Rushdie, mais cette fois porté à l'incandescence. Un style à gros bouillons, grouillant comme Karachi, Bombay ou Londres aux heures de pointe ; une crue permanente où les mots, affolés à l'idée de se noyer, se montent les uns sur les autres, se mordent ou s'embrassent sans un seul instant de répit, tout au long de près de six cents pages.

Ceux qui pensent que l'art d'écrire consiste plutôt à enlever des mots qu'à en ajouter se hâteront de regagner la rive. On ne peut pourtant pas parler de « longueurs », même si l'ouvrage est, à proprement parler, interminable. Cela peut être éprouvant ou exaltant, selon ses goûts ou son humeur, comme une navigation sur des flots troubles tourbillonnant sans cesse.

La traduction ne pouvait que rendre imparfaitement cette remuante anarchie qui exploite

sans retenue « tous les registres : l'anglais indien, l'anglais indien snob, l'américain, le langage des immigrés, celui des fonctionnaires... », ainsi que le notait l'angliciste Ann Thomson (*Le Monde* du 10 mars). Au sein d'un même paragraphe, d'une même phrase, on passe sans crier gare, dans la version originale, du *pure classic english* au *pakenglish*, avec un détour par des factices collégiennes (Rushdie est ancien élève de Cambridge) dont certaines sont miraculeusement retombées sur leurs pattes en français : *Je t'ai Allah-bonne* ; *Le Bang-la-dèche* ; *Delhi-quescent* ; *Grâce-Kali*, etc.

### Dépaysement sémantique

Le résultat global est, certes, une violence faite à l'anglais, mais il est aussi une sérieuse injection de sève comparable aux effets sur le français, déjà anciens mais durablement robotisés, de *Nedjma*, de Kateb Yacine (1), de *La Réputation*, de Rachid Boudjedra (2), ou de ce roman malien aussi puissamment nouveau hier qu'oublié aujourd'hui, *Le Devoir de violence*, de Yambo Ouloguem (prix Renaudot 1969) (3).

Ce dépaysement sémantique est sans doute du type de celui procuré en son temps par Céline, dont Rushdie a, de toute façon, le côté Jean-Foutre. C'est quelquefois irritant pour le lecteur moyen, qui doit se « dépatouiller » tout seul avec des termes naturellement absents des dictionnaires courants : *manticore*, *hénocéphale*, *feem*, *takhi*, *bhanga*, *tsimmi*, *simurgh*, quand ce n'est pas *zenana* (gynécée indo-pakistanaise) ou *padyatra*,

employé au milieu du roman et expliqué... page 525 : pèlerinage pédestre satanisme, etc.

Les traducteurs n'ont pas fait, quant à eux, le minuscule effort qui aurait consisté, comme on transcrit *London* en « Londres », à faciliter l'identification de l'archange Gabriel (resté Gibréel dans la version française), du patriarche Abraham (Ibrahim), ou du calife Omar (Umar), etc.

L'intrigue, comme le style, est résolument de notre époque et dans notre époque ; les plongées historiques sont, quant à elles, amenées par la rêverie, le rêve, le rêve dans le rêve (on s'y perd à plusieurs reprises) ou le cinéma.

Deux Indiens musulmans dans la force de l'âge, donc, l'un ex-gigolo promu star du septième art à Bombay, Gabriel-Gibréel ; l'autre, ex-fils à papa bombayite devenu pilier de la radio britannique, Saladin-Saladin, se rencontrent dans un avion objet d'un attentat aérien, dont ils réchappent dans des conditions totalement magiques.

Peu importe. L'essentiel est que l'épreuve déclenche chez nos deux compères, jouisseurs occidentaux, tout un réajustement autobiographique où la manière « dédali-que » de Rushdie atteint son paroxysme. Au bout du compte, l'un de nos anti-héros finira très mal, l'autre se rachetant en se laissant ré-aspirer par cette Union indienne où règne la désunion entre citoyens, la discrimination au détriment des non-hindous et ce que nous appelons en France le « racisme ordinaire », mais qui, là-bas, se pratique en toute bonne conscience, comme dans ces annonces matrimoniales privilégiant systématiquement « le teint clair ». Là, Rushdie rejoint son lointain compatriote Naipaul, alors que dans son précédent titre, *Le Sourire du jaguar* (4), il avait manifesté, à propos du Nicaragua sandiniste, une certaine complaisance tiers-mondiste.

Le plus terrible des tableaux reste cependant celui que le romancier, avec tous ses moyens habituels d'attaque, désordonnés mais impitoyables, trace d'une société blanche gâchée, nymphomane, malpropre, livrée à la « Coca-colonisation » et à une « culture de télécommande », une société capable ni de rejeter ni d'assimiler les anciens sujets bruns de l'Empire britannique.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.  
(Lire la suite page 16.)

- (1) Seuil, 1975.
- (2) Denoël, 1969 (épisode).
- (3) Seuil, 1969 (épisode).
- (4) Stock, 1987.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

### Léon Bloy, de Maurice Bardèche Violence du croyant

CRIOIRE rend violent. Certains intégrismes orientaux ne font que confirmer cette tendance, vieille comme la foi, et dont l'Occident est mal venu de s'indigner.

Les polémistes qui passent les bornes, qui s'en prennent à la personne de l'adversaire pour déconsidérer ses idées, qui n'hésitent devant aucun amalgame, aucune intolérance, aucun nom d'oiseau, vous pouvez être sûr que c'est du haut d'une certitude, d'un dogme. On l'a vu chez les procureurs marxistes et, avec une ressemblance regrettable, chez nos catholiques, depuis plus d'un siècle. Pour ces convaincus de choc, cheminer par la persuasion revient à pactiser avec l'ennemi, à retarder lâchement le dessèchement général, à barguigner. Que brille l'unique vérité, nom d'une pipe, avec l'éclat du glaive qui brandissait le disciple trop prompt du Jardin des oliviers !...

Qu'ont en commun Maurice Clavel, Pierre Boutang, le Père Bruckberger, François Mauriac et Georges Bernanos, tous bretteurs devant l'Eternel, sinon cet Eternel, justement, dont les préceptes de charité ont avivé l'ardeur combative au lieu de la tempérer ? Leur modèle à tous aura été Léon Bloy (1846-1917), champion d'un christianisme totalitaire et ennemi juré de l'esprit du siècle, réputé satanique.

L'essai de Maurice Bardèche prolonge une actualité de Bloy qui s'était estompée après la biographie de Joseph Ballery, en 1947, et la publication des *Œuvres complètes* (Mercure

de France, 1984, 1975), et qui a connu un net regain ces derniers mois, notamment depuis le *Cahier de l'Herne* de 1988.

Comme pour ses travaux sur Balzac, Stendhal, Flaubert, Proust ou le cinéma, et malgré une plus grande proximité idéologique avec le sujet traité, le chercheur Bardèche n'est à aucun moment débordé par le militant d'extrême droite resté fidèle aux positions de son beau-frère Robert Brasillach pendant l'Occupation, et pour qui, par exemple, les lois contre l'incitation à la haine raciale sont autant d'entraves à la liberté d'expression.

TOUT est prétexte à s'estimer agressé, quand on a de la fureur à revendre. Bloy cherche et provoque les raisons de fulminer. Enfant, il manie le couteau. Ses aïeux petits-bourgeois, il les change en ouvriers miséreux pour assouvir ses besoins de vengeance sociale. Le désir de poésie et de gloire, il l'éprouve comme une torture atroce. Il se croit possédé du diable. Auprès de Barbey d'Aurevilly, il prend des leçons de hargne, et il parachève celles d'antirépublicanisme puisées dans Joseph de Maistre.

Les intellectuels ont besoin de romancer leurs rapports avec la divinité : une conversation subite et spectaculaire leur paraît plus digne de leur état qu'une simple fidélité aux enseignements familiaux. Bloy, comme Claudel et Clavel, connaît son illumination, en juin 1889. De la religion, il retient ce qui flatte ses goûts de visionnaire et de rebelle.

(Lire la suite page 14.)

**QUAI VOLTAIRE**

**Roger Stéphane**

**TOUT EST BIEN**

Des mots, des roseries, des histoires drôles, des anecdotes à en pincer, il y en a tant qu'on veut dans ce gros livre plein de légèreté.

Francis Crozet/Figaro Magazine

Ce livre devrait être l'un des best-sellers de la saison.

Angèle Renaldi/L'Express

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer.

Jacques Chancel/Radioscopie



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## ESSAIS

## La culture

## des dirigeants

Bruno Lussato continue son combat. Au contact permanent des hommes d'affaires, il s'était rendu compte il y a déjà quelques années (1) du fossé qui séparait les activités professionnelles et la culture. Il revient à l'essai parce qu'il perçoit aujourd'hui que, sauf rares exceptions, la réussite du dirigeant ne tient plus à sa spécialité mais à sa faculté d'intégrer un « humanisme » pour notre temps.

Son nouveau livre se veut plus insistant et plus pédagogique. Les qualités requises d'un manager : flexibilité, discernement, esprit de synthèse, sens de l'autre, tolérance, concentration, esprit critique, ne peuvent se développer sans la fréquentation des grandes œuvres engendrées par l'esprit humain aussi bien en littérature que dans les arts plastiques ou la musique.

Les carences de l'éducation et de la formation sont patentées : hyper-spécialisation, mauvaise gestion du temps, prédominance de l'économisme abstrait, adhésion à la civilisation du « comment » et évacuation du « pourquoi ». Seule, la culture (il distingue bien celle de l'anthropologie de celle de l'humanisme) permet de remédier à ces tares d'un système trop exclusivement tourné vers le rendement.

L'originalité du livre est de donner à des hommes qui se croient pressés la manière d'accéder à des activités qu'ils ont considérées comme un luxe. La perception des valeurs qui conduisent au plaisir esthétique est à la portée de qui veut bien se donner d'abord un peu de peine.

Un ouvrage roboratif, à considérer d'autant plus que Bruno Lussato a expérimenté lui-même, depuis plusieurs années et avec succès, ses idées lors de séminaires d'une dizaine de jours ouverts à des hauts cadres d'entreprises.

**PIERRE DROUIN.**  
★ LE DÉFI CULTUREL, de Bruno Lussato, Ed. Nathan, 184 p., 99 F.

(1) Le Défi Informatique. Ed. Fayard (1981). Baillères de culture. Ed. Robert Laffont (1986).

## Une histoire

## de la preuve judiciaire

« L'aveu est la tentation du coupable », estimait Georges Bataille. Pourtant, jusqu'au seizième siècle, la torture fut l'auxiliaire privilégiée de la justice en France ; preuve, si besoin en était, que toute tentation a besoin d'un petit encouragement. Aujourd'hui, nul n'oserait prétendre que, parfois, la mise en condition psychologique d'un suspect facilite ses aveux.

Le Crime transparent, de Ronald Nossintchouk complète en quelque sorte le Dictionnaire des assassins, de René Recouven (1). Le ton un peu trop professoral de l'auteur est heureusement estompé par la narration de quelques faits divers. S'il faut attendre 1910 « pour qu'une sentence fût prononcée sur des bases scientifiques exclusives », la police et la justice s'inspirent désormais des travaux les plus récents des scientifiques. Ainsi, grâce au laser, la moindre empreinte ou trace sur une dépouille est repérée et analysée.

A en croire Ronald Nossintchouk, qui ne nous laisse aucun espoir d'impunité, tout dans notre corps nous trahit : empreintes, salive, sueur, urine, sperme, cheveux, peau, etc. Et une seule de nos dents suffit à déterminer notre sexe, notre âge et notre groupe sanguin.

Un regret tout de même : l'étrange odeur de l'auteur vis-à-vis des erreurs judiciaires !

**PIERRE ORACHINE.**  
★ LE CRIME TRANSPARENT, de Ronald Nossintchouk, Olivier Orban, 299 p., 140 F.

(1) Denoël, 1986.

## HISTOIRE

## L'invention de l'Orient

Les religions orientales : flûtes et tambourins, cortèges extravagants et luxueux, rituels effrénés... C'était pour les sujets de l'Empire romain une promesse d'émotions fortes, prélude à la quiétude de



l'âme et au bonheur matériel. Les groupes qui propagent aujourd'hui des credo bouddhistes ou hindouistes dans notre société ne donnent qu'une pâle idée des puissantes congrégations antiques d'adorateurs de la Grande Mère, d'Isis la bonne déesse, de Mithra et du Soleil invincible. De ces croyances enchevêtrées, les deux seules qui subsistent aujourd'hui, le judaïsme et le christianisme, passent alors pour des formes d'athéisme aux yeux de fidèles avides de dieux protecteurs et initiateurs, d'amulettes et de repas sacrés.

Cette liturgie religieuse n'avait pas fait l'objet de synthèse en français depuis un livre fameux de Frantz Cumont (1905, revu en 1929). Sur la déesse Cybèle, si importante et mystérieuse, on se référait toujours à la thèse d'Henri Graillet (1912). C'est dire si le livre de Robert Tuck, aboutissement de trente ans d'études sur le sujet, aussi bien à travers les images que les textes, répond à un besoin. Qu'est-ce au juste qu'une bacchanale ? Pourquoi les dévots de Cybèle descendant-ils dans une fosse se faire espérer par le sang d'un taureau ? A quoi riment les repas mithraïques, servis

dans des grottes (ou des caveaux) par des diacres portant masque de corbeau, parmi des officiants vêtus les uns d'écarlate, les autres de gris argenté ou de jaune vif, selon une « pédagogie audiovisuelle » où le blanc et le rouge dominent parmi les jeux d'ombre et de lumière ? Ce monde foisonnant de sacré a légué aux millénaires suivants les trois figures de l'astrologue, de l'alchimiste et du magicien. Et aussi, au christianisme, plus d'un détail rituel (le costume noir des prêtres était déjà porté dans le culte d'Isis) et quelques saints suspects.

Ces dévots honnis des Romains traditionalistes étaient parfois des Orientaux venus en Italie, en Gaule ou ailleurs au long des routes militaires et commerciales de l'Empire. Mais ils ont conquis un large public autochtone. Leurs dieux n'eussent rien été sans l'attente de ces fidèles-là. En ce sens, les « cultes orientaux » sont bien une invention de l'Occident romain. Même ceux qui sont attestés, à l'identique, dans leur pays d'origine, ne peuvent y avoir eu le même caractère. Car alors ils ne répondraient plus à la part, dans notre âme, qui a besoin de l'étranger pour se réveiller.

**PIERRE CHUVIN.**

★ LES CULTES ORIENTAUX DANS LE MONDE ROMAIN, de Robert Tuck, Les Belles Lettres, 400 p., 160 F.

## LETTRES ÉTRANGÈRES

## Humour écologique à la finlandaise

Avec son Livre de Vatanen qui fait, dit-on, figure de classique dans les pays du Nord, Arto Paasilinna aurait-il inventé un genre nouveau : le « roman d'humour écologique » ? Cynique et pince-sans-rire — parfois proche de l'absurde, le livre de ce Finlandais à la vivacité de son héros, Vatanen, journaliste frolant la quarantaine, « marié, trompé, déçu, avec un début d'ulcère à l'estomac et bien d'autres soucis quotidiens ». Comme dans une farce, ou comme Alice à la suite du Lapin Blanc, Vatanen disparaît un jour dans la forêt, sur les traces d'un livre blesé, en laissant derrière lui femme, travail et civilisation.

Vatanen et le livre entreprennent un voyage symbolique vers les solitudes primitives du Grand Nord. Fuyant les villes, se moquant des convenances, bravant les pratiques sociales, et toujours se heurtant à l'incompréhension du monde, Vatanen, en faux naïf, recherche un art de « cultiver son jardin » dans l'intimité de la nature.

Un dîner officiel en pleine forêt, les extravagances d'un pasteur fou, une chasse à l'ours ou une nuit dans un commissariat : chaque épisode, chaque rencontre insolite, est l'occasion rêvée pour Paasilinna de s'interroger ironiquement sur le monde qui l'entoure. Politique, information, religion, mode de vie, rien ne lui échappe. Le Livre de Vatanen prend alors des allures de conte satirique et philosophique, drôle, enlevé, enjoué, comme une rafraîchissante lecture d'été.

**FLORENCE NOVILLE.**

★ LE LIVRE DE VATANEN, d'Arto Paasilinna, traduit du finnois par Anne Colla du Terrail, Denoël, 204 p., 89 F.

## Qui était

## la véritable

## Bouboulina ?

Un destin double de courtisane et d'agent secret, une existence tumultueuse et passionnée, une nature « rare et volcanique » : Adeline Guiter, dite Madame Hortense, est un personnage de roman. Pourtant, elle a bien existé, et Nikos Campanis raconte l'histoire de celle qui inspira à Kazantzakis le personnage de la Bouboulina dans Alexis Zorba.

Toulon, 1874. Adeline, apprentie modiste, s'éprend d'un jeune officier de marine, mais s'en voit bientôt écartée à cause de ses origines sociales. Humiliée, elle jure de se venger en ayant un jour « la marine à ses pieds ».

De la mansarde de Montmartre aux premiers pas de french-canon, de la prostitution jusqu'au départ pour la Crète, où elle ouvrira une maison de tolérance et de renseignements, le lecteur découvrira une à une les péripéties souvent invraisemblables d'une vie tout entière vouée à l'érotisme, l'espionnage et la politique.

Parallèlement s'esquisse, en toile de fond du roman, une peinture sociale colorée de ce début de siècle où les scènes de la vie ouvrière et militaire alternent avec celles du monde que l'on dirait bas.

Campanis maintient le rythme de son roman en relançant fréquemment les intrigues qui s'y enchevêtrent et en ménageant quelques repères historiques — projets d'annexion de la Crète par les grandes puissances occidentales au début du siècle, rattachement à la Grèce en 1913, première guerre mondiale — qui permettent, sans rompre le cadre romanesque, de se replonger agréablement dans cette période de l'histoire de l'île.

Madame Hortense est morte en Crète en 1938. Entre-temps, le gouvernement français l'y avait nommé vice-consul, en récompense de ses services rendus à la patrie pendant tant d'années. Et, si l'on en croit Nikos Campanis, le pope qui lui donna l'extrême-onction est toujours en vie et répète à qui veut l'entendre qu'Hortense vécut ses dernières années « comme une sainte » — les chemins de la sainteté sont parfois sinués.

Bref, en Crète, le soir devant les portes, on évoque volontiers le souvenir de Madame Hortense. C'est là l'un des charmes de ce livre : plus qu'un roman, c'est une légende vraie.

**F. N.**

★ MADAME HORTENSE, de Nikos Campanis, traduit du grec par Michèle Métoudi, Actes Sud, 288 p., 129 F.

## LINGUISTIQUE

## Cohue

## lexicale

La Révolution française, intarissable discoureuse, ne pouvait manquer de provoquer un assez joli remue-ménage au sein de la langue — celle de la politique, mais aussi des lettres, des sciences, des arts et métiers.

Les Mots sans-culottes, d'Henriette Walter, guide aussi vivement trousse que doctement conçu, aide à se retrouver dans cette cohue lexicale : l'auteur sépare les créations éphémères (académifié, culocratie, neuvité, vélocifère...) de celles qui ont survécu à la tempête (aménagement, aristocrate, centraliser, majorité, nihiliste, vandisme, etc.).

De précieux encadrés font voir de loin les cercles savants où, par exemple, Lavoisier sut changer l'« acide marin déphlogistiqué » en « chlore » et le « sel d'yeux d'écrevisse » en « acétate de calcium ».

On jettera, au passage, un regard sur le Musée de la Terreur, qui abrite la « guillotine, louisette ou décapot ».

**GÉRALD ANTOINE.**

★ DES MOTS SANS-CULOTTES, d'Henriette Walter, Ed. Robert Laffont, 244 p., 85 F.

— Signalons également le Dictionnaire des mots incantatoires, d'Aristote et Nicolas Nicolajidis. Une tentative pour créer de « nouveaux mots opérationnels ». (Ed. Métropolis, 96 p., 94 F.)

## NOUVELLES

## Les prodiges

## naturels

## de Claude

## Pujade-Renaud

Il y a deux façons de lire un recueil de nouvelles : en désordre, au hasard des titres, ou méthodiquement, comme s'il s'agissait d'une même histoire dispersée en archipel. Le Si j'ai petit livre de Claude Pujade-Renaud gagne à être traversé de façon continue : les nouvelles, au-delà du jeu d'alternances et de ruptures de ton, poursuivent sans relation apparente, s'enrichissent les unes les autres, se prolongent, rebondissent, chacune contribuant à définir un univers unique de plus en plus familier.

Entre les histoires légères et celles, plus lyriques, qui tracent un cheminement intérieur vermineux, un fil persiste : celui de la sensualité, de la réceptivité la plus pleine aux objets, aux corps, aux paysages, févres, ou soigneusement savourés, les mots sont les premiers à être mis à l'épreuve des sens.

Le Louve est sans doute la plus réussie de ces nouvelles où le sentiment, toujours associé aux sensations, engendre la confusion des êtres et des choses, leur métamorphose selon la perception tactile que l'on en a. « On peut changer de sexe et de forme, rien n'est définitif. La forêt recèle la profusion des mystères grecs, les prodiges sont naturels et le monde baigne avec simplicité dans la magie des enchantements. La nuit, les contes se prolongent sans rupture dans les songes ».

On ne perd jamais pied dans ce foisonnement d'images sinuantes et déconcertantes : il y a toujours, pesante, la conscience des limites, de ce qui ne pourra pas avoir lieu, elle ramène la magie à la réalité.

**M. V. R.**

★ UN SI J'AI PETIT LIVRE, de Claude Pujade-Renaud, éd. Actes Sud, 180 p., 79 F.

## SCIENCES

## Le terreau

## du cancer

Par l'un des meilleurs spécialistes des diverses circonstances conduisant à l'écllosion du cancer, et une anthropologue du Centre national de la recherche scientifique, un tour d'horizon, ou plutôt un tour du monde des divers cancers et de ce qu'on sait aujourd'hui des circonstances favorisant leur apparition.

La génétique, d'abord, non sous la forme où l'entend le public, de l'hérédité (sauf très rares exceptions) mais du rôle de gènes dormants, ou « oncogènes » qui déclenchent la multiplication anarchique des cellules caractérisant la malignité.

Le hasard, ensuite, hasard d'un métier à risque, de la vie sur un sol riche (ou pauvre) en éléments cancérigènes, ou encore facteur mystérieux que, dans l'ignorance actuelle, on classe sous ce terme vague autant qu'indéfini de « hasard ».

Enfin, et surtout, le mode de vie, facteur majeur sur lequel nous avons tous des moyens d'action, fort bien connus pour certains, moins pour d'autres, mais de mieux en mieux précisés.

Il en est ainsi du rôle essentiel que joue le tabac dans l'écllosion des cancers pulmonaires, de la gorge et de la vessie notamment. Du rôle non moins important de l'alcool absorbé en excès et qui explique la prééminence considérable de la mortalité masculine par cancer chez les Français.

De l'alimentation enfin, par ses excès de graisses et de sucre, par sa pléthore, par l'insuffisance d'absorption des fibres, végétaux et céréales complètes notamment.

Après un tableau planétaire de la malignité, les auteurs donnent non la recette magique mais des conseils judicieux pour éviter ce que l'Occident tient encore pour le fatal absolu.

**Dr. E.**

★ MODES DE VIE ET CANCERS, de Guy de Thé et Annie Hubert, éd. Robert Laffont, 258 p., 89 F.

## EN POCHE

● Succès international, la biographie de Sartre (1905-1980) par Annie Cohen-Solal est reprise en « Folio Essais ». « On croit connaître, on croit savoir, et puis, soudain, un document imprévu vous bouscule, vous surprend et vous oblige à recommencer encore. » C'est ce qui est à l'origine de presque mille pages de récit, nourries de documents, témoignages, lettres. Sartre retrouvé s'écarter d'une légende figée (n° 116).

● Le Livre de poche publie Vie et mort à Shanghai de Nien Cheng, ou comment survivre dans la Chine des persécutions lorsque l'on cumule instruction, vision politique pénétrante et intégrité. (Traduit de l'anglais [États-Unis] par Dominique Dill, n° 6625.)

● Dans la même collection, Au fil du temps, récit autobiographique d'Arthur Miller, à la fois confidence du dramaturge et traversée des mythes américains. (Traduit de l'anglais [États-Unis] par Dominique Rueff et Marie-Caroline Aubert, n° 6620.)

● « L'absurde personnage central appartient au monde absurde qui l'entoure, mais, pathétiquement et tragiquement, il essaie d'en sortir pour accéder à un monde d'humains — et il meurt de désespoir. » A la suite du célèbre texte de la Métamorphose, de Kafka, réédité dans la nouvelle traduction, au Livre de poche également, Vladimir Nabokov propose son éclairage de l'univers kafkaien. Traduction de Brigitte Vergne-Cain et Gérard Rudent (n° 6633).

● Toujours au Livre de poche, la Figure du dehors, de Kenneth White, « explore des pensées occultes (...) et exotiques ». L'auteur mêle dans ce livre une réflexion simultanée sur la philosophie européenne et la pensée asiatique (« Biblio Essais », n° 410.)

● Deux personnages, deux vies, qui prennent chacune racine dans les lieux mêmes où elles se sont toujours épanouies. L'échange est-il possible ou le désaccord demeure-t-il ? C'est ce qui nourrit le récit de Carlo Cassola dans le Chasseur, traduit de l'italien par Philippe Jaccottet et publié dans la collection « Points Seuil » (n° R 365).

● Dans la même collection, la Nuit sacrée, de Tahar Ben Jelloun (Prix Goncourt 1987), dévoile le second visage de l'Enfant de sable (n° R 364). Toujours dans « Points Seuil », l'Amant sans domicile fixe, de Fruttero et Lucentini, conte avec ironie l'aventure véridienne, personnage énigmatique. Traduit de l'italien par François Rosso (n° R 355).

## ÉPOQUE

revue éditée par le Club  
« Citoyenneté et intégration »

Nouvelle série  
**Citoyenneté et Révolution française**  
Les juifs et la Révolution française.  
A l'origine du libéralisme au XVIII<sup>e</sup> siècle.  
89-82 : quand tire, c'est faire.  
Le numéro : 35 F  
50, rue Diderot, 92600 Asnières

## EN BREF

● Les sixièmes Rencontres internationales de poésie contemporaine se tiendront du 4 au 7 août à Tarascon. Comme les années précédentes, une exposition, des débats, des spectacles, seront organisés. Mais les Rencontres proposeront également, cette année, deux manifestations nouvelles : les tables rondes, chaque matin, pendant lesquelles des poètes liront des travaux en cours d'élaboration et en débattront avec le public présent ; le « micro ouvert », l'après-midi, qui permettra aux revues de poésie d'organiser débats et lectures publiques. Rencontres à l'Office du tourisme, 59, rue des Halles, 13150 Tarascon, tél. : 90-91-03-52.

● MARGUERITE YOURCENAR à Villeneuve-sur-Lot. C'est désormais à Villeneuve-sur-Lot dans le très beau cadre scénique de la tour de Paris, que l'on peut découvrir Le dernier voyage de Marguerite Yourcenar. Prés de cent mille personnes ont visité cette exposition présentée au Centre Pompidou en février et mars derniers. Trente et une photos réalisées par le photographe brésilien Carlos Freire, et que viennent rythmer des citations et fragments de l'œuvre — dévoilent en toute simplicité le visage tout à tour fasciné, réfléchi ou bienveillant de la grande voyageuse en 1987, à Paris, à Londres et dans sa maison du Maine. (47300 Villeneuve-sur-Lot, jusqu'au 20 août, tél. : 53-70-83-54.)

● An cinquième Salon du livre maritime de Concarneau, qui réunira plus de deux cent cinquante éditeurs, le jury, présidé par l'écrivain Paul Guimard, a décerné le Grand Prix du livre maritime à Jean-Michel Barraut pour son roman, Le Sacre et la Pesée (Seghers). L'auteur raconte les tribulations du capitaine et poète Jean Ango sur la route des Indes en 1529, de Dieppe à Sumatra.

● Précision : dans la « Petite bibliothèque du Bicentenaire » (« le Monde des livres » du 14 juillet), nous avons omis de préciser que l'ouvrage de Richard Cobb est paru aux éditions Presses Pocket. La Protestation populaire en France, 1789-1820 est traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra.

كتاب النجلى



● ROMANS

## Robert Merle face au « primate parvenu »

Le Propre de l'homme, une nouvelle fable sur un vieux rêve : faire parler les animaux.

ROBERT MERLE aime les fables pédagogiques. Dans *Un animal doué de raison*, il mettrait en scène un couple de dauphins qui réussissent à apprendre l'anglais. Aujourd'hui, dans *Le Propre de l'homme*, un anthropologue, Edmund Dale, et sa femme, adoptent à sa naissance une chimpanzé qu'ils appellent Chloé et s'efforcent de lui enseigner l'humanité. Ils lui enseignent l'anglais, un langage « gesticulé » utilisé aux États-Unis par les sourds et les muets.

L'intelligence de Chloé se développe grâce à l'humain. Elle en fait même, parfois, un usage créatif, surprenant et drôle. Elle imagine des surnoms pour son entourage et s'intègre à sa nouvelle famille en nouant des rapports distincts et originaux avec chacun de ses membres. Elle invente aussi des concepts, comme celui du mensonge. Edmund et Suzy réalisant ce « vieux rêve humain » de faire parler un animal, s'émerveillent lorsqu'ils voient Chloé capable de maîtriser son passé : elle se souvient des péripéties du rapt qui l'a menée vers un cirque où elle exécutait un numéro d'acrobatie.

Le livre prend une tournure âpre et émotionnelle au moment où Chloé atteint l'âge de la puberté. Elle subit une crise d'identité parce qu'elle se croit laide et donc radicalement différente de ses parents adoptifs. Ne sachant pas qui elle est, où elle est, oscillant entre le primate et l'humain, chaque nuit, elle abandonne sa chambre et retourne auprès de Roderick, le chien de la maison, pour retrouver le monde animal. Surtout, elle n'a pas conscience de sa force et ne contrôle plus ses impulsions de peur et de colère : elle rudoie et blesse les enfants, un soir, dans la salle de jeux.

« Quel obscur mais irrésistible message lui envoie du fond d'elle-même l'atavisme de son

espèce ?... », s'écrit Edmund Dale, effaré par la régression et la violence de Chloé. Avec une infinie patience, les Dale s'obstinent à la rattacher à l'espèce humaine. Ils la défendent contre les agressions de la communauté villageoise qui se mobilise pour l'envoyer au zoo et se choisit un justicier en la personne de Tom Ballou, arrière et désemparé, traquant son envie de punir à travers la région. N'est-ce pas lui, le véritable sauvage ? semble se demander Robert Merle.

Peu à peu, Robert Merle, avec à la fois une grande sincérité et un art consommé du récit, nous a menés du côté de Chloé et éloignés de l'homme, ce « primate parvenu ». Mais le propre de l'homme, n'est-ce pas son impérie-

lisme mental, sa volonté de domination sur toutes les créatures du monde, lui qui va les chercher dans leurs territoires de nuit pour, en les mettant sous sa tutelle, exercer la peur ancestrale qu'elles lui inspirent ?

JEAN-NOËL PANCHAZI.

★ LE PROPRE DE L'HOMME, de Robert Merle, Éditions de Fallois, 356 p., 120 F.

## Rachid Mimouni et la fable de l'Algérie d'aujourd'hui

L'Honneur de la tribu, la fin d'une trilogie de la désillusion et de la déception

par Tahar Ben Jelloun

L'HONNEUR de la tribu est le cinquième roman de Rachid Mimouni. Les deux premiers ont été publiés en Algérie et sont inédits en France. Avec *Le Fleuve dévié* (1982) et *Tombéa* (1984) (1), ce dernier roman constitue la fin d'une trilogie de la désillusion et de la déception. L'auteur a recours au conte et à la fable pour dire l'Algérie d'aujourd'hui avec ses problèmes, ses contradictions et ses espérances.

Il était une fois un village à l'écart de tout, à mille lieux de la capitale où les dirigeants « gouvernent par le mensonge ». Le temps passait lentement, sans faire de bruit, sans laisser de traces sur des corps endormis depuis des siècles.

Il régnait à Zitouna une sérénité faite de résignation et de superstition. Ignorés du monde, les habitants de ce village vivaient heureux, en tout cas sans histoire.

Fermé sur lui-même, tournant le dos à l'histoire et à la vie, Zitouna a réussi pendant des décennies à se préserver de deux maux : les étrangers (« c'est par eux que le malheur arrive », nous dit le narrateur) et la modernité, c'est-à-dire ce qui porte en son sein les germes du chaos et démolit les vieilles traditions.

Mais le malheur va commencer avec une fable : tous les ans, un salimbanque vient au village pro-

poser un ours au combat. Slimane, un homme fort et discret, bat à chaque fois l'animal, jusqu'au jour où l'ours prend le dessus devant une foule de spectateurs passifs.

Omar, fils de Slimane, tire le leçon de ce drame : « Si mon père a accepté d'affronter la bête, c'était pour défendre votre honneur. Il en est mort. Ce n'est pas l'ours, mais votre lâcheté qui l'a tué. »

Il y a longtemps que la tribu a perdu l'honneur et la dignité. Lorsque, plusieurs années plus tard, Omar El Mahrouk revient à Zitouna comme préfet, il n'aura aucun mal à exercer le pouvoir avec brutalité et injustice.

« Le temps est venu de retrouver la mémoire »

Avec les méthodes d'un petit dictateur formé dans les cellules du parti unique, il introduit ce qu'il appelle la civilisation et la modernité dans ce lieu désolé. Ce qui fait dire à un vieillard, s'adressant aux nouveaux maîtres : « Vous ne vous serez levés contre le colonisateur que pour le remplacer. »

Les gens de Zitouna se laissent survivre et assistent impuissants à leur propre destruction. Ils considèrent qu'« on peut grimper jusqu'au ciel, il y aura encore des gens au-dessus ».

Cette fable a cependant une morale : un homme, un seul, va affronter le dictateur ; c'est un jeune juge qui vient de la capitale et qui pense que « la victoire appartient non pas au plus fort mais au plus déterminé ». Ce juge n'est autre que le fils d'Omar, un fils dont il ignorait l'existence.

L'histoire est racontée à l'auteur par un vieillard qui affirme que « le temps est venu de retrouver la mémoire avec l'ambition d'un avenir » parce que « le passé ne peut s'effacer ». Rachid Mimouni restitue la mémoire d'un peuple qui a été trahi et agressé par tant de choses étrangères à son être et à sa volonté.

Ce livre ne parle pas que de l'Algérie ; il concerne tout le Maghreb. Zitouna — un lieu imaginaire — pourrait se trouver aussi bien dans les montagnes du Rif que dans les plaines du Sud tunisien.

Ces personnes recloses dans le silence et la résignation sont à l'image de ces millions de gens du tiers-monde qui subissent l'histoire sans pouvoir la faire jusqu'au jour où la violence devient leur seule façon de s'exprimer.

★ L'HONNEUR DE LA TRIBU, de Rachid Mimouni, Robert Laffont, 216 p., 89 F.

(1) Tous deux chez Laffont.



Robert Merle

## Les aphorismes rêveurs de Manz'ie

On voudrait, pour parler de Manz'ie, retrouver les accents d'un Bachelard. Avec quel bonheur la philosophie des éléments (air, feu, terre, eau) se serait glissée dans cette œuvre et aurait accompagné son auteur dans ses envois lyriques. Avec quelle science il aurait analysé les rêveries de Manz'ie sur une chandelle (« Dans la flamme d'une bougie, la chambre repose effrénée »), sur le vent (« Le vent gonfle le tissu du ciel et emporte la prairie aérienne »), sur l'eau (« Je suis d'eau — violence d'écume féconde aux féminines adresses. Une fluctuante parole aqueuse aux instables rivages »), sur la brume (« Une drève de brume cogne contre la fenêtre »), sur la pluie (« La pluie, en soutiers d'eau, collectionne les gouttes de froid coiffant ma peau »), sur les nuages (« Le frémissement des nuages et des étangs rend les étés plus étranges qu'ils ne se fabriquent aux-mêmes »), sur les pierres (« Les dents de la terre »).

Des portraits « cruels et doux »

La critique jungienne n'aurait-elle pas fait appel une fois encore au couple animus-anima pour suivre les aphorismes élégants et brillants sur les pôles féminin et masculin de l'être humain ? « Confondant féminin et les femmes, les hommes dansent beaucoup de ce qui revient à leur féminin. »

Depuis une quinzaine de livres, tous incisibles et inspirés, Manz'ie, qui signe du nom qu'il donne à sa grand-mère, cueille ses phrases poétiques une à une comme on engrange pour l'hiver. Certes on est loin de la fabrication des fictions en série. Mais comme on se sent proche de cette littérature à la fois vive et lapidaire, profonde sans être péremptoire, contemplative sans être poétisante.

Observateur, rêveur et moraliste, Manz'ie rassemble dans ses *Souvenirs de la maison des femmes* des portraits cruels et doux (« Elle habille son frère de sa féminité. Il la déshabille de sa masculinité beauté. Leur ressemblance renforce mon état de brume »), des réflexions ironiques et ciselées, pirandelliennes, sur le refus d'une identité réductrice (« Pauvres visages maquillés de cet air dont ils voudraient qu'on se reconnaisse ») ou encore « Cette fausse prononciation des âmes prisonnières d'une identité » et des paysages intérieurs.

Plaidant pour l'immatérialité à vie et débuisquant les mensonges sur lesquels les prétendus adultes assentent leur stabilité sociale, Manz'ie, mine de rien, propose, avec ce livre somptueusement habillé par l'imprimerie nationale, un petit manuel destiné aux amoureux des « mots perdus ».

RENÉ DE CECATTY.  
★ SOUVENIRS DE LA MAISON DES FEMMES, de Manz'ie, Imprimerie nationale, 264 p., 150 F.



BROOKNER, BURGESS, CHATWIN, CHESTERTON, COMPTON-BURNETT, CONRAD, DE LA MARE, DURELL, FORSTER, FOWLES, GOLDING, GREEN, GREENE, HARDY, HARTLEY, HUXLEY, KAVAN, KIPLING, D.H. LAWRENCE, T.E. LAWRENCE, LESSING, LEWIS, LOWRY, MANSFIELD, MAUGHAM, MURDOCH, ORWELL, PINTER, POWYS, PYM, RHYS, RICHARDSON, SILLITOE, SPARK, THOMAS, WAUGH, WELLS, WILSON, WOOLF.



Les libraires de L'œil de la lettre sont là pour vous les offrir et vous conseiller.

AX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetière • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 188 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • CAEN, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LE-JAÏE, LA RÉSERVE, 14 rue Bouliard • PARIS 15<sup>e</sup>, LA 25<sup>e</sup> HEURE, 8 place du Général-Beuret • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay. En Belgique, groupement Profil : BRAINE L'ALLEUD, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Jourez • BRUXELLES, A LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 36 rue X. de Bue • RIVAGE, 133 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard Audant • LA HULPE, AU FIL DES PAGES, 108 rue des Combattants • LIÈGE, PAX, 4 place Cockaill • NAMUR, POINT VIRGULE, 1 rue Lefèvre • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.



## ● ESSAIS

# Hannah Arendt et les aventures de l'expérience

Contre la tradition de la philosophie politique qui se tient à l'écart du « monde des apparences », l'auteur des Origines du totalitarisme s'efforce de « penser l'événement »

HANNAH ARENDT s'est toujours défendue d'être une philosophe, préférant se dire « professeur de pensée politique ». Elle entendait se distinguer de la tradition philosophique née avec Platon et close avec Marx, dont les expériences totalitaires du vingtième siècle avaient montré, selon elle, l'impuissance à saisir la réalité. « La domination totalitaire en tant que fait institué, lequel, en ce qu'il est sans précédent, ne peut être compris à l'aide des catégories usuelles de la pensée politique (...), a rompu la continuité de l'histoire occidentale », écrit-elle dans la Tradition et l'âge moderne (reprise dans la Crise de la culture).

Pourquoi la tradition philosophique est-elle incapable de rendre compte des faits historiques ? Parce qu'elle n'a d'autre but que de « fuir la fragilité des affaires humaines pour se réfugier dans la solidité du calme et de l'ordre » ; même Marx, qui avec Kierkegaard et Nietzsche, a tenté d'inverser cette démarche, ne s'en est pas dégoûté.

Comment Hannah Arendt a-t-elle procédé pour échapper elle-même à ces habitudes de pensée qu'elle n'a cessé de dénoncer ? Tel fut l'un des thèmes majeurs du colloque réuni en avril 1988, à Paris, à l'initiative du Collège international de philosophie, dont les éditions Tierce viennent de publier les actes sous le titre *Ontologie et politique*. Ainsi Barbara Cassin oppose-t-elle, de ce point de vue, l'attitude de Hannah Arendt à l'égard de l'Antiquité à celle de Heidegger, et en particulier l'intérêt de la première pour les Romains, qui ne font pas partie du « corpus » du second : c'est que la pensée romaine, à la différence de la pensée grecque, ne cherche pas à « se retirer du monde des apparences ».

Myriam Revault d'Allonnes rappelle que pour la tradition issue de Platon « parler philosophiquement du politique, c'est vouloir s'en débarrasser » en s'éloignant des « aventures de l'expérience », des « énigmes » ou des « calamités » d'une action « imprévisible et immatérielle » : elle montre avec subtilité, à la lumière de Spinoza, comment Hannah Arendt évite cette posture et ses présupposés. Paul Ricoeur souligne, dans une étude aussi rigoureuse qu'éclairante, que, en distinguant avec constance « pouvoir » et « violence », Hannah Arendt tente de définir le rapport politique autrement que comme un rapport de domination entre gouvernants et



Hannah Arendt : « Parler philosophiquement du politique, c'est vouloir s'en débarrasser. »

gouvernés, lequel, à son tour, de Platon à Max Weber, s'analyse en termes de commandement et d'obéissance.

On pourrait citer d'autres contributions : celle de Jacques Taminiaux sur « le paradoxe de l'appartenance et du retrait » ou celle de Jean-François Lyotard, qui clôt le recueil en réfléchissant sur la façon dont l'action humaine — la « faculté d'agir » — fait obstacle, selon Hannah Arendt, à l'entropie du monde. Chacun de ces textes appellerait assurément un examen attentif, mais leur réunion a pour premier mérite d'offrir une stimulante grille de lecture pour qui essaie de se frayer un chemin dans l'œuvre difficile de Hannah Arendt.

## L'obéissance et le soutien

Les quinze articles rassemblés sous le titre *Penser l'événement* et publiés par l'auteur de 1944 à 1975 dans diverses revues illustrent bien, à partir d'exemples tirés de l'actualité la plus chaude, la manière dont les grands thèmes de réflexion d'Hannah Arendt lui permettent d'appréhender quelques-uns des problèmes de son temps — en l'occurrence ceux

que posent les lendemains du nazisme en Allemagne, la création de l'Etat d'Israël et les avatars de la démocratie américaine.

On n'en donnera ici que deux ou trois exemples. Dans *Responsabilité personnelle et régime dictatorial* (1964), Hannah Arendt revient sur la « théorie du rouage », cette idée, soutenue au cours de leur procès par des criminels de guerre comme Eichmann (ou Barbie), selon laquelle ils n'auraient été que les rouages impuissants d'une vaste machine d'extermination. En affirmant pour se disculper qu'ils n'ont fait qu'obéir aux ordres, ces hommes restent fidèles, explique Hannah Arendt, à « cette représentation séculaire convoquée par la science politique qui nous enseigne, depuis Platon et Aristote, que tout corps politique est constitué de gouvernants et de gouvernés, et que les premiers donnent les ordres tandis que les seconds y obéissent ».

L'auteur conteste cette représentation, estimant que la notion d'obéissance n'a de sens que pour les enfants et les esclaves et que, dans un système politique, « il serait plus sensé d'envisager le fonctionnement des rouages et des engrenages sous l'angle d'un soutien collectif apporté à une entreprise commune qu'en recou-

rant à la notion habituelle d'obéissance aux supérieurs ».

Dans un texte antérieur, la *Culpabilité organisée* (1945), Hannah Arendt se demande précisément « par quel ressort du cœur humain les gens ont pu se transformer en rouages de la machine à massacrer ». Son analyse la conduit à la fois à refuser l'explication par un « prétendu caractère national allemand » et à opposer le « bourgeois », qui se replie sur son existence privée, au « citoyen », qui s'intéresse à la vie publique.

Dans les *Ex-communistes* (1953), prolongeant sa réflexion sur le totalitarisme, l'auteur précise sa conception de l'action pour mieux démontrer la fausseté de la « doctrine de la justification des moyens par la fin », si profondément ancrée « dans toute notre tradition de pensée politique » : l'action humaine étant imprévisible par définition, nul ne saurait en dire par avance la fin. « C'est le propre de la pensée totalitaire », « de concevoir une fin des conflits », écrit-elle.

D'où la différence entre « agir politiquement », c'est-à-dire « dans et pour le présent », qui est une juste exigence, et « faire l'histoire », qui est une illusion et dangereuse prétention. D'où aussi le refus de croire, comme Hegel, que « rien ne peut se produire que ce qui existait déjà » — alors qu'avec le nazisme, rappelle Hannah Arendt, « nous avons affaire à quelque chose qu'on ne saurait expliquer en se référant à l'histoire, fût-ce dans les pires périodes ». D'où, enfin, la nécessité de poser de nouvelles questions et d'offrir de nouvelles réponses devant l'irruption du réel, bref de « penser l'événement ».

A cet égard, on soulignera la réflexion persistante de l'auteur sur les limites de l'Etat-nation et sur l'idée du fédéralisme, aux Etats-Unis, au Proche-Orient et, bien sûr, en Europe. Une réflexion qui, parmi d'autres, rend son œuvre toujours actuelle.

THOMAS FERENCZI

★ PENSER L'ÉVÉNEMENT, de Hannah Arendt, sous la direction de Claude Habib, Belfort, 269 pages, 130 F.

★ ONTOLOGIE ET POLITIQUE, actes du colloque Hannah Arendt, Ed. Tierce, 279 pages, 145 F.

— Signalons aussi deux publications en livre de poche : *De messonge à la violence* (Presses-Pocket, coll. Agora) et *La Crise de la culture* (Gallimard, coll. Folio/Essais).

# Les femmes et le nazisme

Les Mères-patries ou la moitié manquante de l'histoire du III<sup>e</sup> Reich.

QUE faisaient-elles, Frida, Leni, Lotte et les autres tandis que leur pays se décomposait dans la pestilence nazie ? Qu'attendaient-elles, ces millions de femmes allemandes dont les noms et les visages semblent avoir basculé dans un trou de mémoire de l'Histoire ? Une historienne, enseignante à l'université américaine Duke, s'est efforcée de faire sortir de l'ombre cette cohorte de citoyennes oubliées. En écrivant les *Mères-patries du III<sup>e</sup> Reich*, Claudia Koonz a tenté d'analyser le rôle des femmes dans l'Allemagne hitlérienne. De cette réflexion saisissante et fort documentée surgit le portrait d'esthétique d'un nazisme ancré, dont certaines femmes firent un monde à l'écart du monde.

Derrière les yeux très bleus de Claudia Koonz se cache une « irrésistible » passion pour l'Histoire. Cette femme de quarante-huit ans, grandie dans les forêts profondes de l'Amérique conservatrice, compare son ardeur à celle des chercheurs d'or penchés sur leur tamis. De ses interminables balades à travers l'Allemagne, l'ancienne militante féministe a pourtant rapporté des trouvailles historiques plus précieuses que toutes les pépites. Ces papiers jaunies, ces témoignages entrecoupés paraissent avoir plus d'éclat que l'or pour l'historienne, qui en parle avec un enthousiasme extraordinaire. « J'ai trouvé, dit-elle, dans des sous-sols et dans des archives oubliées des sources que personne n'avait jamais découvertes ».

Et pour cause. Les dizaines d'historiens qui se sont livrés à l'exégèse du III<sup>e</sup> Reich n'ont jamais déployé beaucoup de zèle pour mettre au jour ces documents passionnants, mais gênants. Les femmes, laissées-pour-compte d'une période maudite, constituaient jusqu'à ce jour la moitié manquante de l'histoire nazie, la partie morte d'un passé que l'Allemagne n'en finit pas d'explorer. Négligence, peut-être, malaise sûrement : un peuple dont les femmes participent à l'horreur collective semble sans doute plus profondément gangrené, qu'une communauté menacée par les seules folies gestaltatoires des hommes.

## « Le national-socialisme est une affaire d'hommes »

« Les historiens, estime Claudia Koonz, ne se sont jamais occupés de cet aspect des choses, car cela leur permettait de penser qu'au moins 50 % de la population était restée bienveillante. » L'auteur ne retient pas cette hypothèse rassurante et préfère démasquer l'histoire de ces femmes respectables dont la vie s'est embourbée dans une haine ordinaire.

Les ménagères qui devaient sur l'indignité des personnes « racialement impures » entre leur corbeille à ouvrage et leurs fourneaux n'étaient pourtant pas associées aux décisions du pouvoir nazi. « Le national-socialisme est une affaire d'hommes, et nous, les femmes, nous ne serons que trop heureuses de nous retirer dès que notre Führer n'aura plus besoin de nous », déclarait une dirigeante nazie durant les années 30. Ces femmes, à qui la République de Weimar avait apporté le droit de vote et la possibilité de siéger au Reichstag, se trouveraient brusquement privées de toute considération politique, et même biologique. Leur cerveau n'était assurément pas bâti sur le même modèle que celui des hommes et la faiblesse de leur intellect se passait de commentaires...

Réduites à soutenir le grand idéal démographique de Hitler, les femmes devaient avant tout des générations chargées de mettre au monde les futurs soldats du III<sup>e</sup> Reich. Ces travailleuses de

force, ces mères de famille appelées à servir le Führer de toute leur « joyeuse obéissance », permettaient en outre d'atténuer, par l'image de douceur et de charité qui était traditionnellement la leur, la violence réelle du régime.

Ces citoyennes de second rang préférèrent se réfugier dans un monde que l'auteur appelle : « la sphère distincte ». Un univers de femmes, gouverné par des femmes dont les dirigeants nazis faisaient si peu de cas qu'elles jouissaient d'une liberté surprenante. « Les femmes nazies, explique Claudia Koonz, n'ont jamais eu le pouvoir politique, mais elles ont disposé d'un pouvoir vers le bas, sur ceux qui étaient moins puissants qu'elles. » C'est-à-dire, bien sûr, juifs, handicapés ou opposants politiques, ne jouissaient pour leur part d'aucune forme de pouvoir. Les militantes nazies furent le bras séculier de leur exclusion, notamment par le biais des programmes de stérilisation forcée.

## « Sexe et race intimement liés »

Le cloisonnement forcé qui caractérisait la politique nazie se trouve ainsi nettement mis en lumière. La ségrégation hommes-femmes se fit en parallèle de l'exclusion des juifs, dont on ne peut la dissocier. « Le modèle de société qui inspire la politique nazie est bâti sur une idéologie où sexe et race sont intimement liés », écrit Claudia Koonz. Gottfried Feder, idéologue nazi, ne déclarait-il pas : « Le juif nous a volé la femme. Il nous faut tuer le dragon pour qu'elle reprenne sa place sacrée de servante et de vierge » ?

Beaucoup plus qu'une promotion politique, la grande majorité de ces femmes recherchaient un engagement total, un idéal moral et presque métaphysique qui se fondait d'abord sur une véritable fascination pour Hitler. En participant ardemment à divers mouvements féminins, des milliers d'Allemandes eurent l'illusion de figurer au centre du dispositif nazi de création d'un « homme nouveau ». Elles pouvaient se flatter d'être les pierres angulaires de ce système dont Hitler disait : « Pourquoi socialiserions-nous les banques et les usines ? Nous socialisons les gens. N'étaient-ce pas elles qui vallaient à l'éducation des futurs citoyens ? »

« J'ai éprouvé de grandes angoisses en écrivant ce livre », confie Claudia Koonz, « surtout lorsque je découvrais le fossé qui existe entre les bonnes intentions et les préjugés, cette capacité à couper en deux le monde, la morale, l'éthique. » Toutes les femmes, pourtant, ne se laissèrent pas prendre au piège de ce nazisme extatique.

L'ouvrage retrace l'histoire de celles qui ont payé de leur vie le courage d'avoir dit « non », de toutes celles qui hébergèrent des opposants, firent passer des frontières ou diffusèrent des tracts cachés dans les landes de leurs bébés. Le sort des femmes juives, enfin, qui ne parvenaient pas à croire qu'une nation puisse retourner les armes contre ses citoyens, est retracé de façon bouleversante.

De cette brillante étude, Claudia Koonz retire la certitude que les femmes du III<sup>e</sup> Reich furent plus que des ombres, purement utilitaires. « Il existe aujourd'hui encore en Allemagne des femmes nazies comme des victimes », affirme-t-elle. « Moi, je considère que c'est trop facile. » Trop simple, en effet, ne fût-ce que par égard pour les vraies victimes.

RAPHAËLE REROLLE

★ LES MÈRES-PATRIES DU III<sup>e</sup> REICH, de Claudia Koonz, traduit de l'anglais (Etat-Royaume) par Marie-Laure Colson et Lorraine Gentil, Les Éditions « Histoire », 554 p., 165 F.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

# Violence du croyant

(Suite de la page 11.)

Selon une tradition que la droite française cultivera, de la défaite de 1870 jusqu'à nos jours, il savoura l'idée d'un cataclysme final par lequel Dieu va punir les crimes commis depuis 1793. Annoncer la colère céleste lui fouette le sang et la plume.

Bloy exalte la douleur comme un des ressorts de son style, et la violence comme moyen de forcer les impasses de la pensée. A cet égard, il restera l'exemple le plus forcé d'une échappatoire bien connue : crier pour se dispenser de raisonner. L'imprécation a sa faveur, la dénonciation des coupables, des ténés, mais aussi l'enthousiasme. Peu importe le contingent, l'actuel, le réel, puisqu'il vit pour l'immortalité, dans la réversibilité des mérites. L'idée fixe lui tient lieu de jugement, et l'apologétique de démonstration. Il s'est promis de convertir Bourget et Richpin...

L s'estime différent des Baudelaire et des Lautréamont, en qui il voit de grands malades de la vie. Mais, au fond, son outrance morbide le rapproche d'eux, l'englobe dans cette génération de réprouvés pathétiques. L'essentiel de son tourment vient de ce que, à ses yeux, Dieu s'est imposé de rester spectateur de l'homme en lui donnant la liberté, cette liberté que célèbrent les laïques de la fin du siècle, et en quoi il voit une manière de supplice.

Bloy apporte une des preuves les plus orantes et déconcertantes de ce que style et pensée n'ont pas partie liée. Chez lui, le premier est luxuriant, et la seconde effilée de rigidité. Son mot d'ordre est : il n'y a plus rien à savoir. Une certaine forme d'obscurantisme peut produire plus de lyrisme que la confiance dans les progrès besogneux du savoir.

Les contradictions du savoir donnent également plus de brio que bien des efforts de cohérence, selon une injustice qui préside souvent aux effets de l'art. La phrase de Bloy s'enfle de à-peu-près de sa pensée et de sa mauvaise foi. Il fustige d'autant mieux la désertion des sacrements qu'il en est resté éloigné pendant dix ans. Il déteste les « femmes honnêtes » et leur oppose la sainteté des prostituées, mais son épouse denoise à tout d'une femme de pasteur anglican. Il est hostile aux antisémites, mais il milite contre Dreyfus. Il prône la pure spiritualité, seule réalité vraie, mais il est dévoré de désirs physiques. Il excrè le bourgeois et le riche, pour finir les deux à la fois...

Bloy se révolte au nom de Dieu, mais Maurice Bardeche observe justement que cette révolte devient impie en se retournant contre Dieu même. Communard avant la lettre par sa passion de justice immédiate pour les pauvres, il ne propose en définitive qu'une attente mystique. Et il n'a pas choisi entre un Dieu légendaire et un Dieu platonicien, entre la Révélation et l'utopie.

En somme, Bloy appartient à la grande famille des poètes égarés dans le domaine des idées ; à lire pour leur chant, non pour ce qu'ils essaient de signifier. A charge pour la postérité, pour les lecteurs influençables en particulier, de ne pas les prendre trop au sérieux, de ne retenir que leur cri.

Les mots, on l'oublie, servent aussi, sans trop faire penser, ou mal, à porter la passion, l'exaltation, la rage.

★ LÉON BLOY, de Maurice Bardeche, Table ronde, 412 p., 180 F.

● Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech reprendra vendredi 1<sup>er</sup> septembre.



• LETTRES ANGLAISES

## Les préludes de Somerset Maugham

Somerset Maugham écrit Liza pendant qu'il était encore étudiant en médecine. Admirateur de la doctrine naturaliste et des œuvres de Maupassant, il voulait dépeindre les gens de son époque au service des consultations externes de l'hôpital. Publié en 1937, ce roman était resté, jusqu'à présent, inédit en France.

Maugham y prouve son souci de vérité dans sa reconstruction de Vere Street, une rue des faubourgs londoniens, baignée d'une lumière lumineuse, où les femmes assises, au seuil des maisons de briques, discutent des mérites respectifs des sages-femmes locales, tandis que les hommes gagnent les cafés pour s'enivrer. Toute une humanité au bord de la misère, dont Maugham restitue, sur un ton direct, les gestes et le parler.

### Une illusion d'éternité

En travaillant à l'usine, Liza assure la subsistance de sa mère qui, rompue de humilités, la tourmente par sa déresse scabreuse et les soins incessants qu'elle exige. Mais Liza supporte avec patience les discriminations maternelles : même si elle éprouve, parfois, une révolte inquiète à l'idée de bonheur, elle tente de déjouer l'espérance de la résignation triste qui est la loi de son milieu.

Comme s'il voulait l'en dévorer, Somerset Maugham donne à Liza une grâce sauvage, un entêtement radieux, une volonté d'indépendance qui la font trancher sur le gris de la rue.

Il suffit qu'elle apparaisse dans l'éclat de son unique robe de fête pour déclencher autour

d'elle une émeute de plaisir : son allure de reine rebelle lui assure la domination de Vere Street.

Mais, au cours de ses rêveries, Liza aspire à quelque chose de plus vaste, à une illusion d'éternité au-delà des toits. L'amour qui l'entraîne vers Jim Blakeston, un voisin déjà marié, lui donne l'impression d'« envelopper le monde entier » ; il lui permet d'assouvir son désir de défi, d'exprimer son respect rayonnant à l'égard des « privilégiés démodés de sa classe ».

Somerset Maugham fait ainsi de Liza une héroïne moderne qui, dans son élan d'indépendance tardive, croit pouvoir décider de son destin.

Mais l'ombre de la rue, qui ne supporte pas qu'on la déserte, la rattrape : alors que s'embrasse la ronde des calorifères, elle est battue, jusqu'à ce que mort s'ensuive, par la femme de Blakeston sur un bout de trottoir transformé en ring. Elle meurt d'avoir osé braver la respectabilité même du quartier.

Somerset Maugham reste fidèle à la règle de pédagogie morale du roman naturaliste, mais il évite de faire jouer les organes du sentimentalisme démodé.

Lorsque Liza perd conscience, il tamise autour d'elle, avec délicatesse, les cris et les voix, comme s'il disait lui-même adieu aux violences du verbe et s'essayait déjà à la musique feutrée de ses grands romans.

★ LIZA, de Somerset Maugham, 64. du Rocher, 148 p., 78 F.

— Le même éditeur reprend un autre roman de Somerset Maugham : la Comédienne (252 p., 98 F.).

## Le linceul de Walter De La Mare

Des nouvelles et un roman pour dire l'incertitude des apparences, la présence de l'invisible et du mystère.

« WALTER DE LA MARE (1873-1936) est un poète, explique The Oxford Companion to English Literature, et l'auteur de contes nombreux où se mêlent de façon exquise le rêve et la réalité, les fées, les gnomes et les humbles mortels... » Cette réputation de suaviété n'est restée que trop longtemps à Walter De La Mare. La partition simphonique de son chef-d'œuvre, *Miniature ou les Mémoires de Miss M.*, et d'un second recueil de nouvelles, *Du fond de l'abîme* (il fait suite à *L'Amant d'été*, publié en 1987 par les éditions Ombres), devraient nous permettre de redécouvrir cet écrivain, qui, loin d'être le conteur un peu fade qu'on croit, sut voir et évoquer la marge d'ombre qui, comme chaque instant de la vie humaine et fit résonner dans son œuvre, comme le dit Mario Praz, « le bruit sourd et lointain de l'au-delà ».

Si Walter De La Mare mit le plus souvent en scène des enfants, c'est que son imagination, singulièrement proche de celle de l'enfance, avait préservé une certaine qualité d'innocence : la terreur et l'enchantelement, l'extraordinaire acuité des sensations le prouvent, qui animent d'une vibration prolongée chacune des longues phrases. Et aussi le sens de l'invisible omniprésent dans l'œuvre, le pressentiment d'une menace embusquée derrière des appartenances incertaines, qui donne aux objets comme aux formes familières un aspect double, à la fois merveilleux et effrayant.

« Nous retrouvons, écrit Mario Praz dans sa préface, le même mélange de réalité ordinaire et d'imagination délirante qui nous fascine tant dans les drames étiologiques ». En fait, vu à travers le regard d'un enfant — comme dans *L'Amant d'été* où un petit garçon assiste à un drame qui pourrait sembler banal entre son père et sa mère, — la réalité n'est jamais ordinaire : composée



Walter De la Mare : « Je voyage toujours avec mon linceul ».

d'impressions fulgurantes qui se succèdent sans logique apparente, elle étend sans cesse toute explication globale, et même toute tentative de compréhension ; chaque plan de vision en suggère d'autres qui, indéfiniment, se chevauchent et glissent pour se perdre dans l'inconnu, dans les ténèbres.

### Un commerce diabolique

La nouvelle *Le Reclus* (*Du fond de l'abîme*) est centrée sur le visage insignifiant d'un vieil homme solitaire. Cependant, que se passe-t-il pour que cette apparence neutre se charge soudain d'un tel mystère ? Quel jeu d'ombre et de lumière l'a affecté au point qu'elle en vienne à suggérer un commerce diabolique, un bref voyage outre-tombe ? La frontière entre les mondes est ténue, comme est ténue la séparation entre l'individu et son dou-

ble ; ce double inquiétant surgit insensiblement sous le masque quotidien. Ce qui demeure à la fin des nouvelles, c'est le sens d'une énigme. Saura-t-on jamais si les formes qui viennent hanter le malade (*Du fond de l'abîme*) sont les fantômes remontés d'une enfance douloureuse, des monstres suggérés par la fièvre ou des êtres réels que l'effroi transforme en créatures de cauchemar ?

Il n'est pas surprenant que, tel Swift envoyant Gulliver dans un monde gigantesque, et donc étrange, Walter De La Mare ait choisi pour personnage principal une naine. Les proportions de l'univers, vues d'un peu plus bas, ont changé. Les herbes, les insectes, les papillons remplissent le champ visuel ; l'image est si intense qu'elle en paraît déformée.

On pense, écrit Mario Praz, à certains peintres fantastiques, Bosch en particulier, ou le victorien Richard Dadd, qui peignait

des êtres minuscules et féériques dans une nature surchargée. Le grotesque et le bizarre ne sont jamais éloignés. Cependant, une telle petite chose n'est-elle pas à l'image de celle des êtres dits normaux, lorsque, d'aventure, ils se mesurent à l'étendue du ciel, comme le fait Miss M. ? Et le sentiment d'insignifiance qu'elle éprouve n'a-t-il pas une résonance universelle ? « Je regardais autour de moi dans le silence, et au-delà, au-dessus de ma tête, l'univers de la nuit et de l'espace. Ma vie tout entière m'apparaissait aussi insignifiante que les menus bruissements d'une souris dans la paille ».

Ce va-et-vient entre l'infiniment grand et l'infiniment petit, entre l'évasion dans le rêve et le retour aux limites individuelles, est le mouvement même qu'accomplit l'esprit de Miss M. C'est pour cette raison, sans doute, que le roman, si riche soit-il en péripéties de tout genre, rend un son intense de mélancolie et de solitude.

Walter De La Mare appartenait à cette fin de siècle où occultisme et spiritisme envahissent un regain de vigueur et où tant d'écrivains s'entretenaient avec les spectres. « Je voyage toujours avec mon linceul », aurait-il répondu à un ami qui s'étonnait de le voir transporter une valise aussi grosse. C'est ce sens de l'invisible, du mystère et de la mort, qui ressort de sa prose poétique. Si mûre, de façon inédite, une grande puissance d'émerveillement.

CHRISTINE JORDIS.

★ **MINIATURE OU LES MÉMOIRES DE MISS M.**, de Walter De La Mare, traduit de l'anglais par Christian Gelliois et Florence Lévy-Paulot, préface de Mario Praz, Terrain Vague-Lostel, 576 p., 160 F.

★ **DU FOND DE L'ABÎME**, de Walter De La Mare, nouvelles traduites par Dominique Bernaud et Marianne Tard, Ombres, 246 p., 110 F.

## • ARTS

## En peignant, en écrivant

Degas, Fautrier, Hubert Robert et Poussin sont les héros de quelques biographies et éditions récentes.

DÉGAS offre-t-il matière à biographie ? On pouvait penser qu'une vie si régie par le talent de peintre qu'elle ne vaut pas d'être racontée. Pierre Cabanne ne l'a pas cru. S'aidant d'historiens, souvenirs, journaux, anecdotes et correspondances, il s'est attaqué au portrait du maître de la peinture française. Son étude du peintre et du collectionneur évite les lieux communs et ne concède à la légende que ce qu'il faut pour ne pas trop décevoir ceux qui rient des bons mots de Degas à défaut de comprendre son œuvre. Car son œuvre est difficile, fille d'un talent appliqué, d'un labeur pénible et d'un esprit plus porté sur la satire que sur l'éloge.

Il faut, pour comprendre le peintre et le pastelliste, connaître la littérature « naturaliste » et le théâtre de son temps — sans oublier pour autant son amitié pour Mallarmé, son goût inattendu pour les toiles de Gauguin et son culte équivoque de Manet. De ces difficultés, Cabanne s'accommode avec bonheur et science. L'époque lui est familière et le talent immense de son modèle, il a réussi là l'un de ses meilleurs livres.

Son *Fautrier*, paru simultanément, est moins substantiel, mais n'est-ce pas la faute du sujet ? Comparées à celles du maître des danseuses et modistes, la culture et la curiosité de l'abstrait font assez pauvre figure. Cabanne a beau écrire, dans un excès de générosité, que « *Fautrier rappelle Degas ou Léonard* », on est

loin du compte. Il ne suffit pas d'avoir l'apparence de la sauvagerie et l'amitié de Paulhan pour être un génie, malheureusement. Reste un ouvrage d'initiation bien illustré et d'une lecture plaisante.

Tous les deux ou trois mois, les éditions Fayard publient un volume de sa série de vies de peintres. Le dernier a pour héros l'excellent Hubert Robert, paysagiste que l'on aurait tort de croire décoratif et futile, dessinateur parmi les plus grands d'un siècle qui en compte d'admirables, et personnage d'épisodes aventureux qui manquent lui être fatals.

### Collectionneur pour le compte du roi

Jean de Cayeux tire le parti que l'on imagine des malheurs de Robert, arrêté sans raison par le Comité de salut public et sauvé par la banalité de son nom : on guillotina un homonyme malchanceux à sa place... D'autres chapitres sont moins romanesques, mais tout aussi instructifs car ils traitent de manière érudite du milieu des salons et de l'Académie et des activités du peintre promu ordonnateur de décors, conservateur et collectionneur pour le compte du roi et du Louvre. Il fit ainsi acheter un *Autoportrait* de Rembrandt à Londres et milita pour l'acquisition de deux Vermeer. On ne l'écoula pas, hélas ! Un tel homme méritait bien une étude qui lui rende justice.

Il est des peintres qui ont précédé leurs biographies et raconté eux-mêmes leur vie. Delacroix a

laissé un journal monumental et splendide qui rend tout commentaire vain. Poussin a procédé par lettres. Il a fait à son ami Chanteloup la confidence de ses pensées et de ses soucis. Sa correspondance, que l'on republie d'après l'édition d'Anthony Blunt de 1964, a tout d'un bavardage infini. Tout y passe : la politique pontificale et européenne, les guerres contre « le Turc », les scandales des alcôves romaines, les malheurs d'un peintre qui doit rassurer ses amateurs, promouvoir de satisfaire promptement leurs commandes, vérifier les emballages, surveiller les expéditions de Rome à Paris et refuser les visites importantes. Le grave Poussin — qui le croirait ? — ne permet de temps à autre un calembour et ne néglige ni les potins ni les progrès de sa gloire.

Tout cela est très quotidien et fort anecdotique le plus souvent. Et puis, d'un coup, parce que le correspondant en vaut la peine, Poussin quitte le ton familier et se hausse jusqu'aux principes de son art. Il définit alors la peinture : « C'est une imitation faite avec lignes et couleurs en quelque superficie de tout ce qui voit dessous le Soleil, sa fin est la délectation ».

PHILIPPE DAGEN.

★ **MONSIEUR DÉGAS**, de Pierre Cabanne, La Différence, 392 p., 170 F.

★ **JEAN FAUTRIER**, de Pierre Cabanne, La Différence, 168 p., 157 F., 180 F.

★ **HUBERT ROBERT**, de Jean de Cayeux, Fayard, 436 p., 190 F.

★ **LETTRES ET PROPOS SUR L'ART**, de Nicolas Poussin, Hermann, 248 p., 96 F.

## Les monstres ordinaires de Muriel Spark

Deux nouveaux livres de la romancière anglaise, et toujours la même impression d'étrangeté.

Le dernier roman de Muriel Spark ne modifiera pas la réputation que s'est acquise cet auteur dont les livres, après une période d'écclipse, sont régulièrement publiés en France (huit romans ont paru depuis 1983, date de publication d'*Intentions suspectes* (1), ainsi qu'un recueil de nouvelles, *Pan ! Pan ! Tu es mort* (2), et une biographie de Mary Shelley). Situé au confluent de la comédie de mœurs, du roman policier et du conte fantastique, écrits avec une économie d'effets que d'aucuns ont qualifiée de sécheresse, les romans de Muriel Spark ont un ton immédiatement reconnaissable.

« C'est un auteur qui n'a qu'un pied sur terre », a dit l'écrivain C.E. Snow lors de la parution de *The Comforters*, traduisant ainsi l'utilisation de deux discours, l'un surréaliste et inquiétant, l'autre réaliste, et le passage insensible de l'un à l'autre. C'est que les personnages de Muriel Spark, affligés le plus souvent de quelque disgrâce physique, pathétiques à souhait, ont un don qui paraît lié à leur souffrance : celui de percevoir au centre des événements la trame de destins encore irrésolus.

La réalité va éventuellement se conformer à la fiction inventée par quelque personnage maléfique. Du léger décalage longtemps maintenu entre les deux plans naît cette impression d'étrangeté qui inspire toujours la lecture des romans de Muriel Spark.

On retrouve dans *Le Pisseur de copie*, à peu de chose près, ce schéma. Hector Bartlett, écrivain raté en mal de notoriété, va tenter, au moyen d'influences occultes, de supprimer M<sup>me</sup> Haw-

kins, qui trouva pour lui cette appellation fatale : « le pisseur de copie ». Bien que le roman soit situé dans les années 50, l'étude du milieu littéraire n'a rien perdu de son actualité.

La narratrice, M<sup>me</sup> Hawkins, bénéficie d'une sorte d'immunité en raison de sa corpulence : « J'étais de dimensions massives, forte en muscles, le sein énorme, les hanches larges, de longues et lourdes jambes, un ventre balonné et un gros derrière ». En effet, sa taille énorme surprend et désarme ses adversaires potentiels, à moins que, les rassurant, elle ne les prédispose à la confiance. La victoire est souvent acquise à M<sup>me</sup> Hawkins. Sa vision, distante, donc comique, est celle qui prévaut tout au long de l'histoire.

### « La mère de Frankenstein »

Ainsi avons-nous le récit hilarant d'un banquet où les rites quotidiens, remis en question et perdant soudain tout sens, ressortent dans leur incongruité. Face à elle, Hector Bartlett, qui, en parasite, s'efforce de paraître ce qu'il n'est pas, se voit implacablement dénoncé : « *Hector Bartlett [...] vomissait la matière littéraire, l'urina, la suait, l'excrétait* ». Muriel Spark dit de ce personnage qu'elle le rencontre et est à supporter les effets de ses inventions. « A la véhémence qu'elle déploie, on croit volontiers ; mais, ajoute-t-elle, « il y en a beaucoup comme lui ; j'espère qu'ils se reconnaîtront dans mon livre. Il s'agit d'un type universel, à vrai dire pathétique... Tout groupe humain sécrète ses parasites ».

Cette loi, elle en démontre encore une fois la vérité dans sa biographie de Mary Shelley, où, autour du groupe extraordinaire formé par Shelley, sa jeune femme Mary, qui s'enfuit avec lui à l'âge de dix-sept ans, et lord Byron, leur voisin en Suisse, elle met en scène un certain nombre de personnages secondaires, telle Claire Clairmont, demi-sœur de Mary Shelley, dont le rôle fut pour le moins ambigu. *Mary Shelley, la mère de Frankenstein* est la version révisée d'un ouvrage paru en 1951 sous le titre *Child of Light*.

Muriel Spark y fait preuve de sa volonté d'objectivité habituelle : elle ne bazarde aucune interprétation, n'expose pas les sentiments supposés des protagonistes, mais se contente de présenter les faits auxquels de nombreux extraits du journal de Mary servent de commentaires. Dans une seconde partie critique, elle analyse en trente pages magistrales le chef-d'œuvre qu'écrivit Mary Shelley à l'âge de dix-neuf ans, l'histoire du savant Frankenstein, que l'on confondra par la suite, de façon révélatrice, avec le monstre qu'il créa. Publié en 1818, ce roman marquait l'apogée et la fin du roman gothique, en même temps qu'il annonçait le roman scientifique illustré par H.G. Wells.

Ch. J.  
★ **LE PISSEUR DE COPIE**, de Muriel Spark, traduit de l'anglais par Léo Dab, Fayard, 232 p., 98 F.

★ **MARY SHELLEY, LA MÈRE DE FRANKENSTEIN**, de Muriel Spark, traduit par Léo Dab, Fayard, 336 p., 130 F.

(1) Fayard, éditeur.  
(2) Fayard, éditeur.



## D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Faisons les valises

★ **LE COUSIN BAZILIO**, d'Eça de Queiroz. Traduit du portugais par Lucette Petit. La Différence, 422 p., 149 F.

★ **LE LIT D'AURELIA**, d'Arnaldo Calveyra. Traduit de l'espagnol (Argentine) par Laure Bataillon et Alain Kervator. Actes Sud, 150 p., 52 F.

★ **TROIS TRISTES TIGRES**, de Guillermo Cabrera Infante. Traduit du cubain par Albert Bensoussan, avec la collaboration de l'auteur. Gallimard, coll. « L'Imaginaire », 464 p., 59 F.

★ **PROMENADES DANS BERLIN**, de Franz Hessel. Traduit de l'allemand par Jean-Michel Palmier. Presses universitaires de Grenoble, coll. « Débats d'un siècle », 260 p., 58 F.

★ **TABLEAUX DE VOYAGE** (Allemagne, Angleterre, Italie), de Henri Heine. Ed. L'Instant (diffusion Sodia), 266 p., 125 F.

★ **SODOME ET BERLIN**, d'Yvan Goll. Cécil (Strasbourg), 116 p., 39 F.

Les livres, c'est ce qui pèse le plus lourd dans les bagages. Alors, qu'emporter avec soi pour compléter les lectures qu'on s'est promis de faire en vacances, à côté de Proust, de la Divine Comédie ou de l'Exécution, de John Hersey ?... Voilà, pour clore la saison, non pas des fleurs ou des fruits, mais quelques livres d'auteurs qui méritent de ne pas être balayés, oubliés, avant que d'être, dans trop de cas, sacrément plouffés.

Et même si vous ne partez pas, embarquez-vous dans les livres. Commencez par exemple ce voyage en zigzag par un port, une capitale, un auteur capital (*Le lit des plus grandes de tous les temps*), disait Jorge Luis Borges, un vrai roman : *Le Cousin Bazilio* de l'écrivain José-Maria Eça de Queiroz (Varzim 1845 - Paris 1900). La passion coupable de Luiza, une bourgeoise de Lisbonne, le temps d'un été torride et d'une absence du mari, pour l'amour de sa jeunesse, un cousin parti depuis longtemps au Brésil pour y faire fortune... Une Emma Bovary lisboisienne, à laquelle l'auteur ne s'identifie pas, mais qu'il observe avec une finesse, une précision d'antonomastique, qu'il épèle dans son intimité, qu'il caricature comme pour mieux condamner cette petite-bourgeoise « futile, sentimentale, mal élevée, érudite de romans, lyrique, au tempérament surexcité par l'oisiveté ».

Publié en 1878, *Le Cousin Bazilio* est le second roman d'Eça de Queiroz, alors consul à Newcastle après deux années au consulat de La Havane. Violentement critiqué au Brésil par le grand Machado de Assis, qui reproche aux personnages d'être des « pantins », ce livre scandi-

leux remporte un grand succès auprès de lecteurs qui ne partagent pas forcément le décalé de l'auteur de « décrire les fausses interprétations et les fausses réalisations d'une société pourrie ».

Nourri de Flaubert, de Balzac, de Zola, l'auteur décrit de la façon la plus réaliste possible la bonne société portugaise de la fin du dix-neuvième siècle. Au point que nous avons le sentiment d'entrer, sans être vus, dans la maison où se love la jeune, belle et lascive Luiza en corset et jupon blancs, aux épaules blanches d'un moelleux arrondi, au cou tendu et lisse, « propre, gaie comme un pinson, amie du nid et des caresses du mâle. Un ange plein de dignité... Jusqu'à ce que survienne le tentateur, Bazilio, avec qui elle va enfin vivre les aventures qu'elle avait tant de fois lues dans les romans ».

On croirait que l'auteur se roule littéralement dans la lingerie et les dentelles soigneusement amidonnées de son héroïne, qu'il la hume, qu'il charge les voisins de l'espionner, les domestiques de l'humilier, qu'il la suit dans les rues de Lisbonne... Victime, comme le Padre Amaro (1), de sa faute, avec, pour toute épilogue, le cyrisme : « La vérité, c'est qu'elle n'était pas une maîtresse chic... » Requiescat in pace.

AUTRE femme, lectrice des catalogues des grands magasins La Pléide de Buenos-Aires, abandonnée, celle-là, par son fiancé le jour même de la noce, l'Argentine Aurelia Campodónico, qui a décidé, un jour, jeune encore, de « prendre le lit sans présenter le moindre signe de malice » et de ne plus se lever en attendant la vieillesse. « Avant-elle senti qu'elle perdait ses dernières chances d'être une femme mariée, et comprit-elle que c'était la seule possibilité qu'elle avait de ne pas devenir un pilier de scandale comme ses sœurs ? » L'Argentine Amalia Calveyra, également auteur dramatique, qu'il vit en France depuis vingt ans, réussit à nous intriguer avec la faible d'Aurelia qui fit de son lit sa maison tout au long de trente-six années.

Simagrées ? Chantage ? Pour reconquérir l'amour d'un homme qu'elle avait perdu ? Nul ne peut répondre. Toujours est-il que, de son lit, Aurelia la laide va devenir Aurelia-la-belle au teint de lys, la personne la plus importante du village, couvant parfois des œufs de poule, un passage obligé, un lieu de pèlerinage. Aurelia, fascinée par la mort, échappait parfois à l'immobilité à laquelle elle s'était astreinte en composant pour des défunts qu'elle ne connaissait pas des épithètes inspirées des histoires de gau-



chos des feuilletons. En composant aussi sa propre épithète à l'issue d'une vie moins immobile qu'il n'y paraît... Troublante Aurelia !

PRENONS un peu l'air, après cette réclusion dans ces draps blancs d'un village argentin, et pour ne pas tenir compte des distances, revenons vers l'Europe et flâner dans une ville qui n'existe plus : Berlin d'avant 1933. Berlin, « cette ville qui est toujours en route, toujours en passe de devenir autre », et que perçurent en tous sens Franz Hessel, ce fervent flâneur qui savoura le fait de marcher lentement dans les rues, « J'assais toujours des regards méprisants lorsque j'essayais de flâner parmi des gens affairés, nota-t-il. J'ai l'impression qu'on me prend pour un pickpocket ».

Pour vraiment flâner, il faut ne rien avoir de précis à faire, et c'est un plaisir intellectuel que de suivre notre flâneur, dont les promenades sont devenues des lieux abstraits dans une ville où seuls les noms des rues n'ont pas changé (mais n'est-il pas aussi absurde de parler de la « rue Guillaume » ou de la « rue Frédéric » que de mettre une note en fin de page pour traduire l'« avenue des Tilleuls » ?). Seul vraiment reconnaissable, le jardin zoologique, éloigné de la ville lors de sa création au milieu du dix-neuvième siècle.

Avec Franz Hessel, cet ami de Walter Benjamin, l'auteur d'*Enfance berlinoise* et de *Passages de Paris*, mieux vaut ne pas se presser, et le suivre à son rythme avec deux plans de Berlin - d'hier et

d'aujourd'hui - pour déchiffrer avec lui les énigmes de la ville et savourer la culture et les souvenirs de ce remarquable guide, jamais touriste, et qui n'est pas n'importe quel flâneur.

Dans sa solide préface, Jean-Michel Palmier rappelle, en effet, qu'il fut Franz Hessel : né à Stettin en 1880, venu à Paris en 1904, il habita à Montmartre, en face du Bateau-Lavoir, puis à Montparnasse. Lié depuis son arrivée à Paris avec Henri-Pierre Roché, il va être, dans la vie, le Jules de Jules et Jim se partageant Helen, partagé lui-même entre ses deux pays, ses deux villes, Paris et Berlin.

« Il vivait de Paris et de Berlin comme on vit des deux poudrons », écrit-il Ernst von Salomon. Cet homme déjà âgé restait, avec une indéfectible modestie, fidèle à son monde, qui était celui de la brune soyasse sur la Seine et celui des faibles mortes des marionnettes sur le Landwehrkanal. Une violente nostalgie lui faisait quitter Berlin pour Paris et une non moins violente nostalgie lui faisait regagner Berlin. « Excellent connaisseur de la littérature française, il traduisit, avec Benjamin, en 1927, l'œuvre de Proust en allemand, puis, refusant de croire à la victoire des nazis, il resta à Berlin, et, pour Rowohlt, commença la traduction des *Hommes de bonne volonté* ».

Lorsque la guerre éclata, il est interné, avec des milliers d'autres, au camp des Milles comme « citoyen ennemi ». Il meurt à Sanary en 1941, quelques mois après sa libération. Européen trop tôt, bilingue, bicultural, il laisse de nombreux romans écrits surtout jusqu'à l'avènement de Hitler. Un de ses derniers recueils d'essais, en 1933, s'intitule *Exhortation au plaisir*. Ses *Promenades dans Berlin*, par leur puissance d'évocation, sont une grande œuvre de nostalgie qui nous donne l'envie d'en savoir plus sur cet homme de bonne volonté.

Autres voyages pour amateurs d'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui : *Les Tableaux de voyages* (1834), de Henri Heine, autre Parisien oublié, et le roman à clés des années 30 du poète alsacien Jean Goll : *Sodome et Berlin*.

ENFIN, le détour par La Havane devrait être obligatoire cette année. Grâce à Guillermo Cabrera Infante, dont le chef-d'œuvre, *Trois Tristes Tigres* (Prix du meilleur livre étranger 1970), vient d'être réédité, à prix honnête, dans la collection « L'Imaginaire », grâce aussi à Albert Bensoussan, traducteur de ce livre « écrit en cubain, c'est-à-dire dans les divers dialectes espagnols que l'on parle à Cuba ».

(...) On y trouve cependant, comme un accent dominant, le parler des Havanais, et en particulier l'argot nocturne qui, comme dans toutes les grandes villes, tend à être une langue secrète ».

Lorsqu'il avait publié ce livre en espagnol en 1965, Guillermo Cabrera Infante (né en 1929), fondateur du supplément littéraire castriste *Lunes de Revolución*, attaché culturel en Belgique depuis 1962, venait de rompre avec le régime cubain avant de se fixer à Londres. Mais ce gros roman havanais qui chahoupe qui syncope - tout comme *Le Havane pour une infante défunte* (Seuil, 1984), - livre de mots, de films américains, de coqs-à-l'âne, de ratures, de repentins et d'artifices de toutes sortes, loin de parler politique, se consacre à être une grande et folle fête du langage.

La Havane d'avant la révolution... Un monde trouble, pervers, moite et crépusculaire des derniers temps de la dictature de Batista, où se superposent les aventures de chasseurs ne sachant pas chasser, trois tristes tigres... qui sont quatre - l'écrivain, l'acteur, le photographe et le joueur de bongo, - et qui passent d'un night-club à un bar, à un hôtel, à un bordel, en parlant ou en chantant. Des pages blanches, des pages noires, des pages à lire en miroir, des touristes américains en goguette, des promeneses habaneros, des parodies... La mort de Trotsky, par exemple, racontée par différents écrivains cubains : José Martí, Lázaro Lima, Virgilio Pinera, Alejo Carpentier, Nicolas Guillén (Édité pour Jacques Mornard avec choeur de Jdanov, Blas Roca et Duclos : « Staline grand capitaine / Que Chango te protège / Et veille sur toi Yemaya ! »). Et la célébration d'Estrella qui chantait le boléro : « une maigre trace d'homme, grosse, grosse, aux bras pareils à des cuisses et aux cuisses comme deux troncs soutenant le chapeau d'au de son corps ». Sans oublier ce monstre gigantesque qui répond, ou ne répond pas, au nom de Bustofoedon (transcription de « boustrophédon », écriture primitive dont les lignes allaient sans interruption de gauche à droite et de droite à gauche, comme les sillons d'un champ), toujours à « chasser des mots dans les dictionnaires » pour ses « enfants sémantiques ».

Si vous aimez nager en plein délire, plongez. Avec délices. Vous en avez pour toutes les vacances.

(1) *Le Crime du Padre Amaro* (La Différence, 1986). De même auteur : *Le Mandarin* (La Différence, 1986).

La chronique de Nicole Zand reprendra vendredi 1<sup>er</sup> septembre.

## Le dédale de Salman Rushdie

(Suite de la page 11.)

Sur fond de chocs interethniques, de parasitisme et de délabrement moral, on retrouve alors l'atmosphère de certains films anglo-orientaux de ces derniers lustres, tel *My Beautiful Laundrette*, de Stephen Frears.

Il faudrait des pages pour décrire tous les personnages éphémères ou durables, réels ou fictifs, présents ou disparus, et majoritairement féminins, qui s'intercalent dans les aventures de Saladin et Gabriel. Tant de personnages que peu d'entre eux, à l'exception de nos deux « héros », atteignent une consistance ! Des femmes, par exemple, surgissent à la fin une espèce de profil collectif

plutôt que tel ou tel caractère bien dessiné : plus très jeune, lasse, vaguement intello, éventuellement juive ou débauchant un accent digne de la Portugaise de Claire Brécheret et guettée par le cancer. Ce mal paraît être l'une des obsessions de l'auteur, comme s'il voulait le conjurer à force de le coller à ses héroïnes.

Il arrive aussi qu'on se demande si la répétition, au-delà du procédé littéraire - finalement très traditionnel en Orient puis chez très Mille et Une Nuits - n'est pas involontaire, comme lorsque nous est narrée à quelques chapitres de distance (page 58 et page 232) la même anecdote sur l'aga khan rassurant ses fidèles à

propos du champagne qu'il doit absorber en compagnie des Occidentaux : l'alcool se transforme en eau à l'approche des lèvres sacrées du guide des chiites imamiens...

## Moon ou Mahomet ?

De fil en aiguille, nous voici à l'islam. Des trois « 1 » autour desquels tourne le livre : Inde, immigration, islam, le dernier est sans conteste le moins étayé, même s'il constitue le principal piment du texte en raison de l'extrême sensibilité acquise par ce thème depuis la volémique réapparition d'un islam politique à projet universel, à la fin des années 70.

aujourd'hui feraient à la télévision ces ombres en pailette ? Heureusement, me dira-t-on, les imams, prêtres et maffis sont là ! Aucune chance qu'ils oublient la gravité de la littérature et la responsabilité de l'écrivain. Comme le rappelle déjà Italo Calvino, il n'y a que les régimes totalitaires qui accordent aux livres l'importance qu'ils méritent - s'il le faut en les livrant aux flammes - dans leur acharnement contre le jeu à la fois grave et gratuit de l'invention, de l'imaginaire, de l'irrespect et de la pensée libre.

Faut-il choisir ? Triste choix, vraiment, et triste monde que celui où régnerait le partage entre les pays où l'on n'a pas envie de lire et ceux où l'on n'a pas le droit de le faire. Cette perspective n'est-elle pas trop accablante pour qu'on accepte que l'Europe, en s'enfermant dans des polémiques suicidaires, et en oubliant l'exigence native, européenne, de la littérature se hâte d'en précipiter le déclin ?

DANIELLE SALLENAYE.

Prenons le sujet explosif des *Versets sataniques* qui donne à l'ouvrage un titre consciemment provocateur (page 576, Rushdie fait d'ailleurs dire à l'un de ses personnages : « [Gabriel] recherche délibérément une confrontation définitive avec les religieux sectaires, en sachant qu'il ne peut pas gagner, qu'il va être mis en petits morceaux (...) »). Ce sujet est traité en quelques lignes (pages 141-142) et, au fond, sans contredire la tradition islamique stipulant que Satan a trompé une fois Mahomet en lui soufflant des « versets immondes, pas divins, sataniques, [ensuite] arrachés des anneaux pour toujours ». Rushdie ne tente même pas de reconstituer ces diables de versets.

La figure de Mahomet, par faite à tous égards aux yeux des musulmans, bien qu'il ne fût pas seulement Messager d'Allah mais aussi chef de guerre et homme d'Etat, se retrouve-t-elle vraiment dans Mahound - dont le nom est accolé une seule fois (page 435) à celui du prophète de l'islam, - comme d'affaires arriviste, promoteur d'une nouvelle religion mondiale ?

A première vue, on penserait plutôt à Moon... Puis les coléodons mohamédiens s'accumulent (l'archange Gabriel, le puits Zemzem, les bours, les djinns, la Pierre noire, la fuite, le sénil bien fourni, etc.), pouvant expliquer la peine de musulmans à la fois simples comme ces pêcheurs et ces poissonniers pakistanais que nous vivons pleurer à chaudes larmes à Karachi, au printemps dernier, sur la foi de quelques passages du livre traduits en ourdou par la revue prosaïque *Takbir* (le Monde du 8 juillet).

Mais comment ne pas se demander de voir que pas un érudit musulman ne se soit levé ailleurs que dans les édicules en ville pour énumérer à l'intention de ses coreligionnaires analphabètes (70 % d'un milliard de croyants) ce qui retire sa crédibilité historique au

« prophète » rushdien, du reste personnage de réverserie ou de film raté dans les *Versets sataniques* ? Mahomet n'est pas mort à soixante-cinq ans mais entre cinquante-deux et soixante-deux ans ; il ne resta pas un quart de siècle en exil mais seulement une décennie ; une Égyptienne nommée Marié ne fut pas l'une de ses épouses mais seulement sa concubine esclave, et sa femme préférée, Aïcha, ne fut pas impératrice ; aucun compagnon du Prophète ne s'appela Abou Simbel, etc. La Mecque et le Coran ne sont pas, en outre, explicitement cités. Quant au film Mahound, imaginé par l'acteur indien, « il se heurta à tous les écueils religieux imaginables » avant de « sombrer sans laisser de traces ». La prédication mahométane a tout de même eu plus de succès...

Et le fameux chapitre « érotique » sur les femmes du « prophète » se prostituant, qui a tant scandalisé ou excité les esprits ? Il aurait suffi d'expliquer que les pensionnaires de la maison close du roman ne sont que des professionnelles imitant, pour satisfaire leurs clients névrosés, les conjoints du fameux Mahound. Après Kateb Yacine ou Céline, on verse là en plein dans le Genet du Balcon.

## « Le droit au blasphème »

Mahound est donc bien un personnage de fiction qui présente pas mal de traits communs avec le fondateur de l'islam, mais il n'est pas, il ne peut pas être le Prophète. Ceux qui en douteraient n'auraient qu'à se reporter à la scrupuleuse biographie de Maxime Rodinson, *Mahomet* (5), interdite aussi, il est vrai, dans la plupart des États musulmans. Des œuvres de fiction anciennes comme *Mahomet* ou le *fanatisme*, de Voltaire, ou *Gambara*, brève « étude philosophique » de Balzac, donnent des portraits romancés du Prophète, appelé par son nom et auquel elles

ne ménagent pas les avanies. Selon Voltaire, Mahomet a fait de Dieu « l'adorable instrument de ses affreux desseins ».

Tandis que Balzac dessine franchement un Mahomet « faux prophète (...), épileptique enragé de plaisir (...), tournant ses fautes et ses malheurs en triomphes. Candide ou la Comédie humaine (dont fait partie *Gambara*) n'en figurent pas moins parmi les titres diffusés de longue date dans l'aire islamique.

A propos des *Versets sataniques*, ou « à l'invoqué en Occident », le droit au blasphème - qui n'est d'ailleurs nulle part entièrement respecté, y compris en France - au moins dans les livres que personne n'est contraint de lire. On aurait pu se réjouir d'un plus d'insistance au simple droit à l'invention romanesque et surtout à l'inspiration puisée dans le domaine public, auquel, qu'on le veuille ou non, appartient Mahomet. C'est ce qu'a fait, de très subtile manière, le jeune chef islamiste sénégalais Ahmed Khilifa Nyasse « en [sa] qualité de théologien et de descendant de Mahomet », en proclamant (*Le Monde* daté 9-10 avril) que ceux des musulmans qui ont reconnu le Prophète dans Mahound doivent s'en repentir car cela prouve qu'ils n'avaient pas une très noble idée de Mahomet...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOT.

★ **LES VERSETS SATANQUES**, de Salman Rushdie, traduit de l'anglais par Alcott-Robin Nader (pseudonyme utilisé par Rushdie quand il fut inquérit par la Sorbonne), Christian Bourgois, 588 p., 150 F.

— Cet ouvrage est édité avec le soutien du ministère de la culture et de la communication — et « l'appui amical » de vingt et un éditeurs français (*Le Monde* du 19 juillet).

Bourgois publie en même temps un petit livre intitulé *A propos des Versets sataniques* contenant quinze articles de la presse française et anglo-saxonne consacrés à l'œuvre de Rushdie.

(5) Disponible en poche (Seuil) collection « Points ».

## La littérature menacée

(Suite de la page 11.)

La littérature est un jeu : le jeu de la pensée libre et des livres significatifs, que lui dénie les tenants de l'utilité marchande ; mais ce jeu n'est possible que sur le fond d'un sentiment tragique de l'existence que masquent les satisfactions hâtives et frustes de la consommation de masse. Quelle place restera-t-il bientôt pour la littérature, divertissement obsole et archaïque que dévalent les formes modernes de l'assouvissement médiatique, dans l'espace fracassant et vide du « tout-culturel » et le déferlement de l'audiovisuel ? Quel chemin pourra-t-elle se frayer dans l'univers trépidant, morne et morcelé de la banlieue généralisée et si, dans la fébrilité de l'information et la futilité du divertissement, se perd jusqu'au nom d'œuvre ?

On continuera sans doute d'écrire des livres, on peut cependant douter des chances de survie de la littérature, douter du sens que conserveront l'entreprise littéraire et la consécration d'une vie à l'œuvre, face à ces modèles d'accomplissement social que sont

la réussite et les succès d'un joueur de tennis heureux, d'un battant, d'un gagnateur.

## Les régimes totalitaires et l'importance du livre

Tel n'est pourtant pas le temps de l'œuvre, telle n'est pas l'âme à laquelle se mesure sa grandeur. Que l'on considère un instant la foule des auteurs, ces vies ordinaires, ces vies anonymes toutes égales, toutes pareilles, plongées dans les plis d'un temps qui est le temps de tout le monde, temps perdu sauf dans le moment de l'œuvre, dans ce moment du temps qui fait exception au temps : le temps retrouvé, espoir de l'œuvre aussitôt repêché.

Balzac endetté, Jouhandeau professeur de quatrains, Céline en pantalons crasseux, Léautaud parmi ses chats, Flaubert cherchant à trouver du regard la sempiternelle brume du fleuve sous ses fenêtres ; pères de famille sans gloire, commis d'assurances, cili-bataires rapés, quelle figure

مكتبة الرشدي



















« services »

# Économie

... Le Monde • Vendredi 28 juillet 1989 21

## SOMMAIRE

- A l'exemple de Philip Morris, les grands producteurs continuent de parier sur le tabac (lire ci-dessous).
- Paribas accorde à une entreprise privée mexicaine un prêt gagé sur le cours du cuivre (lire ci-dessous).
- Les industriels français se désengagent de l'Afrique, reportant leurs investissements vers les pays à forte croissance (lire ci-dessous).
- Le Congrès américain étudie la possibilité d'alourdir la fiscalité sur les investissements des entreprises étrangères (lire page 23).
- La mise en place du dispositif de crédit-formation pour les adultes se heurte à une certaine hostilité de la part des partenaires sociaux (lire page 22).

En utilisant une méthode de garantie particulière

## Paribas accorde un prêt de 210 millions de dollars à une firme privée mexicaine

La branche new-yorkaise de la banque Paribas a annoncé le 26 juillet l'octroi d'un prêt sur trois ans de 210 millions de dollars (1,32 milliard de francs) à la firme Mexicana de Cobre (Mexicobro), une des plus grandes sociétés privées du Mexique, spécialisée dans l'extraction minière (cuivre, argent, or, zinc, plomb). Cette opération a reçu le concours d'un pool bancaire qui comprend, outre Paribas, General Bank, Indosuez Belgique, Nederlandse Middestandsbank (NMB), French American Banking Corp et Creditanstalt.

Pour la première fois depuis 1982, des banques commerciales étrangères vont ainsi alimenter en devise forte un opérateur privé mexicain. Pour l'occasion, Paribas a eu recours à une méthode inhabituelle : le swap sur le prix d'une matière première - inaugurée depuis deux ans sur les marchés pétroliers. Ce mécanisme qui, selon ses promoteurs, « élimine tout risque réel », se décompose en plusieurs étapes.

Dans un premier temps, Mexicobro va recevoir immédiatement la totalité du prêt bancaire. En contrepartie, elle s'engage à livrer pendant trois ans quelque 4 000 tonnes de cuivre par mois à la Sogem, une filiale de la Société générale de Belgique. Le prix du cuivre retenu pour cette transaction, compte tenu d'une moyenne récente des cours au London Metal Exchange, a été fixé à 90,3 cents la livre. Mais les fluctuations des prix du métal rouge sont incompatibles avec cette notion de stabilité contractuelle à long terme.

Le swap imaginé par Paribas consiste en réalité en un jeu de compensation. Pour que Mexicobro soit en mesure de rembourser le prêt et ses intérêts fixés à 3 % au-dessus du Libor (soit 11,55 % environ), la valeur du cuivre au London Metal Exchange doit se maintenir au niveau du prix du swap, soit 90,3 cents. Si les cours du marché libre tombent en deçà, il appartiendra à la Sogem de verser la diffé-

**RICHMOND**  
de notre envoyé spécial

Il existe aux Etats-Unis des espèces décapitantes. L'une de cigarettes Philip Morris de Virginie est de ce type. A l'abri des groupes de pression hostiles au tabac, des ligues de santé et autres agences anti-cancer, le temple industriel de Richmond a pour vocation de satisfaire le plus trouble des plaisirs : celui de fumer.

**L'exemple de Philip Morris**

Le tabac fait toujours recette

ils se partagent le marché mondial le redécouvrent chacun à leur tour. Philip Morris, American Brands, R.J. Reynolds pour les Américains, le British American Tobacco, Imperial Group, Rothmans pour la Grande-Bretagne, comprennent que ce qu'ils perdent en masse sur le marché américain ils peuvent le regagner plus finement. Tout d'abord en jouant, comme Philip Morris l'a fait, la segmentation du marché. Grâce à une version mentholée légère du « cow boy Marlboro », la

Le vendredi après-midi chez General Food, il n'y avait personne à qui parler. Tous les directeurs étaient déjà partis à la campagne, se souvenant un directeur de Philip Morris, qui ajoute, horrifié : « Ce laxisme est impensable chez Philip Morris. » Depuis trois ans qu'ils sont dans le groupe, ils n'arrivent pas encore à présenter leurs résultats annuels avec les normes qui sont les nôtres », regrette de son côté un financier de Philip Morris.

« Enjoy smoking ». Sûr, passées les portes de verre de cette belle usine toute blanche capable de fabriquer 600 millions de cigarettes par jour, un présentoir de Marlboro est mis à la disposition du tour-venant. Et les 45 000 visiteurs - « accros » à la nicotine ou non - qui chaque année viennent en pèlerinage à Richmond, ne se privent pas de piocher dedans. Pour mieux les décapiter, Philip Morris a poussé le vice jusqu'à maquiller ce site de haute technologie en village style Club Med : plusieurs hectares de pelouses, une dizaine de jardins intérieurs, un air constamment purifié, éloignant des fumeurs les spectres puritains du cancer et des maladies cardiovasculaires. Il n'y manque que la piscine et les courts de tennis.

**Principaux pays producteurs et consommateurs de tabac brut**

en milliers de tonnes

Pays	Production	Consommation
CHINE	2309	2014,8
E.-U.	604,1	620
BRESIL	419	
URSS	381	462
CEE	375	322,8
INDE	346,6	
JAPON	172,6	
RFA	138,5	

Source : département américain de l'agriculture

**Un grand homme carré**

Ces disparités culturelles entre les deux entreprises ont commencé de trouver une solution en 1988 avec le rachat de Kraft, un groupe spécialisé lui aussi dans l'agro-alimentaire. Les financiers rigoureux qui dirigent Philip Morris y ont, en effet, trouvé leur allié. Le petit Kraft a alors progressivement pris le contrôle du gros General Food : M. John R. Williams, président de Kraft et M. Michael Miles, son directeur général, furent ainsi nommés respectivement PDG et directeur général de la nouvelle entité Kraft-General Food. Faut-il le préciser ? Ces nominations ont fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel industriel de General Food. Aux quatre coins des Etats-Unis un vent de panique a commencé à souffler au sein du management et chaque directeur d'usine s'est ressaisi. Ainsi, M. Walt Vital, directeur de l'usine de desserts Jell-O de Mason City (Iowa) dans des déclarations à qui veut l'entendre son admiration pour le « style Kraft ». C'est même grand carré, qui a pourtant fait toutes ses classes chez General Food, s, comme des centaines de ses collègues, se sent o suffoqué le vent. « Il a suffi qu'on débarrasse quelques directeurs pour que le message passe au sein de General Food », explique un analyste financier new-yorkais.

**Segmentation de marché**

On avait cru l'industrie du tabac moribonde. Elle affiche des résultats mirobolants. Le marché américain a beau décliner de 2 % par an, les fumeurs occidentaux ont beau abandonner la cigarette chaque année davantage (la consommation a chuté de 25 % en quinze ans aux Etats-Unis), les profits des industriels s'accroissent. Sur les 3,5 milliards de dollars de bénéfices dégagés par Philip Morris au premier semestre 1989, les deux tiers viennent de la cigarette. American Brands (Lucky Strike, Pall Mall...), l'un des six grands du tabac mondial, a lui aussi annoncé 184 millions de dollars de bénéfices sur le seul tabac au second trimestre 1989. Soit une hausse de 15 %. « Enjoy smoking ».

Tel pourrait être aussi le slogan de M. Jimmy Goldsmith qui, au moyen d'une OPA record lancée à la Bourse de Londres, cherche à s'emparer des immenses revenus de British American Tobacco (BAT), le géant britannique de la cigarette. « Enjoy smoking » aussi pour Kohlberg, Kravis, Roberts (KKR), la firme d'investissement new-yorkaise qui, après avoir pris d'assaut le géant RJR-Nabisco, a préféré brader l'agro-alimentaire (Nabisco) pour conserver, et ce contre toute attente, les bénéfices dégagés par les marques de cigarettes Reynolds (Camel, Winston...).

**Pins que l'agro-alimentaire**

Dans quelques mois, Philip Morris lancera aussi à grande échelle une nouvelle cigarette anti-cancer dénommée « Next » (contraction de nicotine extract). Parions qu'avec un budget publicitaire de 2,5 milliards de dollars par an (soit 16 milliards de francs environ toutes activités confondues), il ne sera pas trop difficile d'imposer une marque qui correspond, estimant les dirigeants du groupe, à un besoin des consommateurs : ceux qui souhaitent conserver le plaisir de fumer tout en réduisant les risques autant que possible.

Margré la contraction globale du marché américain, Philip Morris a déjé ses ventes de 2 % en 1988. Quant aux gains supplémentaires,

ment du marché de la cigarette aux Etats-Unis, la se sont eux aussi fortement diversifiés dans l'agro-alimentaire. Une OPA a été lancée par General Food en 1985 (5,8 milliards de dollars) puis sur Kraft (12,9 milliards de dollars) en 1988. « On pense que, dès la fin des années 90, le moitié de nos bénéfices viendrait de l'agro-alimentaire », explique un responsable financier du groupe. Erreur profonde puisque le cash-flow et les bénéfices ont continué de jaillir d'abord et surtout de la cigarette.

Bien que les marques Marlboro, Merit... ne représentent plus que 35 % du chiffre d'affaires de Philip Morris Corp., elles contribuent au bénéfice consolidé à hauteur de 65 %. Aujourd'hui, plus personne ne sourit à Wall Street quand M. William Murray, vice-président de Philip Morris Corp. affirme « avoir une complète confiance dans l'avenir du tabac ».

Pourtant est-ce cette confiance dans le tabac qui a empêché les managers de Philip Morris de déléguer complètement leur activité première pour se consacrer à l'agro-alimentaire. Il est vrai que la fée General Food s'est révélée être profondément décevante. Les résultats n'étaient pas à la hauteur des séparées et le management non plus. « Quand on téléphonait

## Les entreprises françaises sur le continent noir

### Out of Africa...

Attirées par les perspectives du marché unique européen, séduites par la forte croissance des marchés asiatiques, curieuses de voir se profiler des débouchés en Europe de l'Est, les entreprises françaises n'examinent qu'avec plus de conscience leur stratégie sur le continent noir.

L'Afrique constitue la zone la plus dense pour les investissements français à l'étranger. Pour combien de temps est-on tenté de dire, tant la tendance au désengagement des entreprises françaises semble nette. Dans sa dernière livraison, le *Moniteur du commerce international* (MOCI) - publication du Centre français pour le commerce extérieur - s'efforce d'évaluer ce repli qui prend dans certains pays l'allure d'un saut-qui-peut général.

Selon les experts du CFCE, 1 500 filiales de grandes entreprises françaises et un bon millier de PME-PMI à capitaux français sont installées sur le continent africain. Elles emploient 100 000 cadres expatriés et 350 000 salariés locaux. Ce réseau dense a tendance à s'effiloche depuis 1983 car, là-bas, l'investissement privé français ne cesse de chuter. En Afrique subsaharienne, les flux sont ainsi devenus négatifs, tombant de 0,3 milliard de francs en 1985 à - 3,3 milliards en 1987.

**Abandon des chasses gardées**

La déroute des économies africaines sous l'effet conjugué de la dette et de la baisse des cours des matières premières, la réduction des grands contrats d'équipement et le réajustement des marchés régionaux solvables expliquent une telle déroute. Cités par le MOCI, l'étude réalisée par le Comité des investissements français en Afrique noire auprès d'une centaine de filiales de grands groupes implantés dans huit pays (1), confirme la tendance marquée au repli. Le chiffre d'affaires déclaré par ces entreprises a progressé de 0,2 %, en deux ans (1986 et 1987), leurs résultats après impôts se sont effondrés de 90 %. La réponse ne s'est pas fait attendre : les investissements ont été réduits de 60 %, les effectifs expatriés de 15 %.

Le pointage effectué par les experts du CFCE auprès de dix-sept postes d'expansion économique d'Afrique noire montre clairement que ce repli affecte principalement les pays d'Afrique francophone. Au Gabon, une cinquantaine d'entreprises commerciales ont ainsi mis la clé sous la porte entre 1985 et 1987 du fait de la récession économique.

La régie Renault s'est complètement dégoûtée du Togo en cédant la participation qu'elle détenait dans le capital de son concessionnaire, tandis que les comptoirs de commerce français ont réduit leur activité et désinvestissent actuellement.

De leur côté, les Japonais mènent une politique commerciale des plus agressives. Et le Danemark, via son organisme de coopération, y encourage l'installation d'entreprises industrielles. Au Sénégal et en République centrafricaine, le développement de la contrebande et des marchés parallèles déstabilise les entreprises françaises et provoque leur retrait. Au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte-d'Ivoire, au Mali et au Zaïre, le mouvement de désengagement semble moins net. Ainsi, au Burkina-Faso, le groupe Segatransport ou la SAEL (filiale de la Générale des eaux) ont cédé leurs intérêts mais Confrimex a investi dans une mine d'or à Pouna. Le Bolord vient d'annoncer sa décision d'agrandir son usine de fabrication de cigarettes au sud-ouest du pays.

### Quatre pays seulement

Au total, quatre pays seulement bénéficient désormais des faveurs des entreprises françaises : le Kenya où l'investissement français total est évalué à 400 millions de francs ; Madagascar, du fait de l'ouverture depuis un an du marché malgache ; l'Ile Maurice, premier partenaire de la France dans la zone Afrique de l'Est-Océan Indien ; et surtout la Guinée, où la politique de libéralisation de l'économie entreprise par les successeurs de Sékou Touré depuis juillet 1985 a étonné les firmes françaises, dont les implantations ont bondi de 89 à 145 en quatre ans.

Reste que la tendance globale au désengagement alarme les conseillers du commerce extérieur : « La tentation est grande pour les entreprises françaises de se replier en attendant de jours meilleurs. Le bon sens doit pourtant les inciter à maintenir leur présence tout en adaptant leur stratégie à la situation actuelle », écrivent-ils. Une opinion partagée par le patron français. Un récent rapport du CNPF juge sévèrement ces retraits et estime que les entreprises françaises auront toujours besoin de marchés complémentaires. Ceux d'Afrique, par exemple.

CAROLINE MONNOT.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE

### DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE SOUS-DIRECTION DE LA PRÉVENTION

5<sup>e</sup> Bureau  
Installations classées pour la protection de l'environnement

## AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 12 juillet 1989, l'établissement public de l'Opéra de la Bastille, dont le siège social est à Paris 12<sup>e</sup> - 11 bis, avenue Daumesnil, a été autorisé à exploiter à Paris 12<sup>e</sup> - 2 à 6, place de la Bastille, diverses installations (unité de réfrigération, ateliers de charges d'accumulateurs, machine de nettoyage à sec et parc de stationnement).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 20 mars au 19 avril 1989.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que les installations seraient susceptibles d'occasionner.

Des dispositions ont été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation des activités de l'établissement public de l'Opéra de la Bastille peut être consulté au commissariat de police judiciaire et administrative du quartier des Quinze-Vingts - 59, rue Traversière à Paris 12<sup>e</sup>, ou à la préfecture de police - 12/14, Quai de Ceuvres à Paris 4<sup>e</sup>, direction de la prévention et de la protection civile - sous-direction de la prévention - 5<sup>e</sup> Bureau.

P. LE PREFET DE POLICE  
LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION  
ET DE LA PROTECTION CIVILE  
Marcel BURLOT















## Marchés financiers

## BOURSE DU 27 JUILLET

# Règlement mensuel

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
3788	CAL-5% x	3780	3785	0.13	1128	RAP-1%	1125	1130	0.44	2220	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52	88	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52
1128	RAP-1%	1125	1130	0.44	2220	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52	89	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52	89	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52
2220	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52	88	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52	90	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52	90	Edo Bay Mines	97	97.50	0.52
1137	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	1137	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	1137	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	1137	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1860	Remont T.P.	1865	1860	-0.26	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
2094	Remont T.P.	2094	2094	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1276	Remont T.P.	1276	1276	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
740	Remont T.P.	740	740	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
2088	Remont T.P.	2088	2088	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
370	Remont T.P.	370	370	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
2640	Remont T.P.	2640	2640	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
6705	Remont T.P.	6705	6705	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1010	Remont T.P.	1010	1010	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
310	Remont T.P.	310	310	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00
1000	Remont T.P.	1000	1000	0.00	3332	Cal. Lyon T.P.	1142	1142	0.00	3332	Cal								

**Comptant** (sélection)[illegible]

## SICAV (collection)

[illegible]

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 27/7	COURS DES BILLET - Achet -	Vente
Baux (50 \$)	6 383	6 331	6 150	6 980
EDJ	7 022	7 058		
Belgique (100 F)	330 700	330 700	323 650	348 950
Belgique (100 F)	16 187	16 178	15 650	16 180
Portugal (100 \$)	300 470	300 220	291	311
Canada (100 \$)	17 230	17 152	16 800	17 575
Mexique (100 \$)	52 220	52 300	50	97
Chèque (50 \$)	10 498	10 516	10 180	10 950
Guinée (100 \$)	10 498	10 516	9 760	10 950
Baie (100 \$)	4 704	4 703	4 400	4 900
Colomb (100 \$)	394 120	393 430	381	405
Costa (100 \$)	89 180	89 040	86	100
Costa (100 \$)	5 404	5 397	5 200	5 780
Portugal (100 \$)	4 049	4 057	3 800	4 050
Portugal (100 \$)	4 049	4 057	3 800	4 050
Canada (50 \$)	4 838	4 854	4 500	4 820
Japan (100 yen)				

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 27/7
Or fin 985 en barre	78800	78600
Or 1000 francs	78700	78500
Pièces françaises (20 F)	448	443
Pièces françaises (10 F)	299	281
Pièces indoch. (20 F)	467	454
Pièces indoch. (10 F)	338	320
Souverain	559	532
Pièces de 20 dollars	2250	2220
Pièces de 10 dollars	1442 50	1432 50
Pièces de 5 dollars	895	875
Pièces de 50 pesas	2285	2275
Pièces de 10 florins	460	458
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

January .....	236	340	8	Exp.
February .....	54	80		Exp.
C. Occid. Forestfire ..	180	....		

Depense	396				
Recepte	222	230			
Ray Depense	471				
Montoy-Huile-Zin	210				
Depense	257				
Martin Josephine	240				
Recepte	890				
Montoy, P.V.	386				
Montoy, P.V.	240	10			
Montoy, P.V.	154	80			
Montoy, P.V.	376	20			
Montoy, P.V.	65	20			
Montoy, P.V.	700				
Montoy, P.V.	339				
Montoy, P.V.	380				
Montoy, P.V.	144	121	90		
Montoy, P.V.	1470				

c : coupon détaché — o : offert —

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Iran : M. Rafsanjani assuré de la victoire à l'élection présidentielle.	6 L'apport de M. Jospin à la préparation du congrès du PS.	9 Le plan Armées 2000.	17 Le Festival d'Avignon : Jérôme Deschamps sur la troisième voie : Octobre, d'Elanstein ; Leona et Lena, de Böhmer ; Mads, de la collection hiver d'Yves Saint-Laurent.	21 Paribas accorde un prêt à une firme mexicaine.	Abonnements ..... 8 Annonces classées ..... 22 Carnet ..... 8 Loterie nationale, Loto ..... 22-23 Météorologie ..... 20 Mots croisés ..... 20 Radio-Télévision ..... 20 Spectacles ..... 19	Les résultats des grandes écoles : 3815 tazes LEMONDE  Les offres d'emploi du Monde : 3815 tazes LM
4 Afrique : la fin du sommet de l'OUA.	7 Le Conseil constitutionnel et la présidence commune Antenne 2-FR 3.	10 Le projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature.	18 Lodoles, de Charubini à Montpellier.	22 Des difficultés de mise au point pour le crédit formé.		
5 Grande-Bretagne : le nouveau cabinet Thatcher devrait poursuivre la même politique.	8 M. Rocard et la réorganisation de l'île-de-France.			23 Le Congrès américain envisage une taxation plus lourde des investissements étrangers.		
				24-25 Marchés financiers.		

## URSS

## Tension dans les pays baltes entre les populations russe et autochtone

Tandis que l'agitation nationaliste persiste en Géorgie mais que la tension s'apaise sur le front de la grève des mineurs (trente et une mines étaient en grève, mercredi 26 juillet dans l'après-midi, contre soixante-dix-neuf la veille, selon le ministre de l'Industrie houillère), le défi posé par les républiques baltes revient au premier plan de l'actualité soviétique. La cause en est, cette fois, la réaction hostile de la population russe de ces républiques aux projets d'autonomie soulevés par la population autochtone et les autorités locales.

A Tallin (Estonie), quelque cinquante mille personnes auraient cessé le travail depuis le mardi 25 juillet, selon une estimation communiquée à l'AFP par M. Feldmann, porte-parole du ministère estonien des affaires étrangères. Parmi les entreprises touchées par cette grève figurent trois chantiers navals, deux usines électroniques et le bureau local d'Aéroflot, ainsi qu'une entreprise dépendant du ministère de la Défense, a-t-il ajouté.

Selon M. Feldmann, « ces grèves, à l'évidence très bien organisées par

les directions des entreprises, sont regardées avec indifférence par la population estonienne. De toute manière, elles ne coûteront pas un kopeck à l'Estonie, puisque ce sont toutes des entreprises travaillant pour Moscou ». Le premier ministre estonien, M. Indrek Toome, avait précisé, mardi, que le centre industriel de Narva, où travaillent une majorité de Russes, ne suivait pas le mouvement.

Les grévistes, animés par le mouvement interdisciplinaire regroupant des représentants de la population non autochtone (environ 40 % de la population de la République), protestent notamment contre la loi adoptée au début de l'année, faisant de l'estonien la langue d'Etat obligatoire dans les services publics de la République et contre la demande du Front national (estonien) d'annuler la déclaration du 22 juillet 1940 proclamant le rattachement de l'Estonie à l'URSS.

Il dénoncent aussi un projet de loi sur les élections locales (qui doit être voté l'an prochain) stipulant qu'il faut avoir vécu quinze ans en Estonie ou cinq ans dans le territoire relevant d'un soviet local pour être élu député de ce soviet et deux ans pour être électeur. Le président du

Parlement estonien, M. Arnold Ruutel, a déclaré que l'examen de ce projet de loi par le Soviet suprême de la République a été retardé de dix jours à la demande des députés russophones et que les deux ans nécessaires pour être électeurs « pourraient être abandonnés ». Mais les grévistes, selon l'agence Tass, demandent que ce texte soit « retiré » pour être « révisé entièrement ».

Par ailleurs, les dirigeants estoniens et lituaniens ont présenté, mercredi, au Soviet suprême de l'URSS, à Moscou, un projet de loi sur l'autonomie économique de leurs deux républiques, tandis qu'en Lettonie un texte analogue devait être adopté jeudi par le Soviet local après avoir été soutenu par un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes organisé la veille dans la capitale, Riga.

Ces textes, qui sont également contestés par de nombreux députés russes, ont donné lieu à des prises de position très contradictoires au Parlement fédéral, y compris de la part des principaux dirigeants. M. Loukianov, premier vice-président du Soviet suprême et homme de confiance de M. Gorbatchev, s'est prononcé pour leur adoption rapide, soulignant qu'il fallait « permettre aux républiques baltes d'aller de l'avant dans leurs projets d'autonomie financière à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain ».

M. Léonide Abalkine, nouveau vice-président du gouvernement de l'URSS chargé de la réforme économique, a défendu le même point de vue, alors qu'un autre ministre, M. Maslounov, premier vice-président du conseil et chef du comité d'Etat au plan (Gosplan), s'est prononcé « contre des décisions hâtives, dictées par des considérations de tactique ».

## Explosion d'un colis piégé

Un agent tué et deux autres blessés dans un centre de tri postal à Marseille

Un agent du centre de tri postal de la gare Saint-Charles de Marseille, Noël Guérin, quarante-deux ans, a été tué, et deux de ses collègues blessés, par l'explosion d'un colis piégé, jeudi 27 juillet, à 7 h 45. L'explosion s'est produite alors que Noël Guérin manipulait un colis. L'agent a été décapité par la déflagration. Les deux blessés, qui se trouvaient à proximité, M.M. Bruno Rivière, trente ans, et Barthélémy Fras, cinquante-trois ans, ont été transportés dans un hôpital du nord de la ville. Plusieurs autres employés ont été commotionnés. Le local affecté à la ventilation des colis à destination de l'étranger, au sixième étage du centre de tri de la rue Léon-Gozlan, a été partiellement détruit. Les pompiers sont intervenus pour maîtriser un début d'incendie.

Selon les premières constatations de la police judiciaire de Marseille, « on ne peut pas parler d'un attentat perpétré contre le centre de tri ». Il semblerait que le colis, dont on ignore encore la destination, aurait explosé prématurément. Le laboratoire scientifique de Paris va tenter de déterminer la nature de l'explosion.

L'accident a provoqué une vive émotion au centre de tri, où le syndicat CGR a appelé le personnel à un mouvement de grève et à une manifestation pour la fin de la matinée. Il a aussi déclenché une psychose parmi les voyageurs de la SNCF. Une dizaine de paquets suspects ont été signalés dans l'enceinte de la gare.

● Mise en liberté du médecin anesthésiste de Dieppe. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen a décidé, contre l'avis du magistrat instructeur, jeudi 27 juillet, la libération du docteur Alain Girer, médecin-anesthésiste inculpé et placé sous mandat de dépôt, le 8 juillet, à la maison d'arrêt de Dieppe (Seine-Maritime). Le docteur Girer avait été inculpé de coups et blessures sur personne hors d'état de se protéger et de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Six jours auparavant, une patiente Carole Legardien, opérée à l'hôpital de Dieppe, était décédée deux heures après que le docteur Girer eût débranché l'assistance respiratoire, malgré des protestations des infirmières présentes.

que politique plutôt que par la situation économique réelle ». M. Maslounov a été soutenu par M. Voronikov, président du Soviet suprême de la Fédération de Russie et membre du bureau politique.

Le débat a duré six heures et a opposé d'une certaine manière « riches » et « pauvres » au sein de l'URSS. Parmi les partisans d'une liberté économique accrue pour les Baltes, on a retrouvé côte à côte des représentants des républiques de l'Ouest à direction portante conservatrice (Ukraine et Biélorussie), ainsi que du Caucase (Arménie et Géorgie), où le niveau de vie est plus élevé que dans le reste de l'URSS.

Finalement deux projets de résolution ont été préparés et votés jeudi matin, y compris par les députés baltes. Le premier accepte le passage de l'Estonie et de la Lituanie au régime d'autonomie comparable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990. Le second déclare que le Soviet suprême « approuve en première lecture les dispositions fondamentales du projet d'autonomie économique » des deux républiques et charge le gouvernement de présenter un texte de loi à la prochaine session parlementaire.

La distinction entre « autonomie comptable » et « autonomie économique » représente une gradation, le premier terme signifiant que les objectifs de production sont toujours fixés à Moscou, à charge pour chaque république de les remplir comme elle l'entend. L'autonomie économique correspondrait à une phase ultérieure accordant à chaque république une maîtrise plus complète de ses ressources. — (AFP, Reuters, Tass.)

## SUEDE

Christer Pettersson condamné à la prison à vie

Stockholm (AFP, Reuters). — La cour d'appel de Stockholm a annoncé jeudi que Christer Pettersson, quarante-deux ans, avait été condamné à la prison à vie pour le meurtre d'Olof Palme, le 27 février 1986. Reconnu coupable de l'assassinat de l'ancien premier ministre suédois, il n'avait cessé de chercher son innocence au cours du procès.

## Arrestation d'un détenu évadé des Baumettes

Entre cavale et planche à voile

Ahmed Otmame, le détenu condamné comme un dangereux malfaiteur, qui s'était évadé le dimanche 16 juillet (le Monde du 18 juillet) de la maison d'arrêt des Baumettes après avoir scindé les barreaux de sa cellule, au quartier d'isolement, a été arrêté, mercredi 26 juillet, sur une plage de Fréjus (Var) où s'apprêtait à prendre une leçon de planche à voile.

En fait les policiers de Fréjus savaient, depuis deux jours, sur renseignements, qu'Ahmed Otmame avait loué, sous un faux nom, un studio dans une résidence de Fréjus-Plage. Ils ont attendu pour l'arrêter que le détenu en fuite, soupçonné des meurtres d'un gendarme et de deux vigiles, sorte de cette résidence en maillot de bain, donc déshabillé, pour procéder à son arrestation. De ce fait, celle-ci s'est déroulée sans aucun coup de feu.

● Un surveillant blessé par un détenu à la prison de Compiègne. — Un surveillant de la maison d'arrêt de Compiègne (Oise), M. Didier Belcourt, a été blessé mercredi 26 juillet par un détenu d'un coup de couteur à la gorge. Alain Legros, qui devait être prochainement jugé pour plusieurs attaques à main armée et la prise d'otage d'un automobiliste, travaillait à la comptabilité de la prison. A la sortie du sas de sécurité, il a menacé le surveillant avec le couteur dont il se servait pour son travail. Celui-ci, bien que blessé, a réussi à le repousser et à bloquer la porte. Le détenu, qui aurait reconnu qu'il cherchait à s'évader, a été placé dans une cellule d'isolement et devrait être prochainement transféré dans un autre établissement.

Sur proposition de M. Alain Decaux, ministre de la francophonie

## Création d'un Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France

Responsable, depuis mars dernier d'une mission de réflexion sur la politique télévisuelle extérieure de la France, M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, formule dans le rapport qu'il a présenté, le 26 juillet, au conseil des ministres, quelques principes et vingt propositions : création d'une banque mondiale d'images par satellite, diffusion d'Antenne 2 en Europe, soutien à la commercialisation des programmes qui seront menés sous l'autorité unique d'un Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France présidé par le premier ministre.

Les maux qui affectent l'action audiovisuelle extérieure sont connus, et le rapport Péricard, en 1987, les avait déjà répertoriés. Dispersion des initiatives, faiblesse des secours publics et privés, moyens insuffisants ; à trois ans de distance, M. Alain Decaux raconte les mêmes travers. Du côté des principes, le rapport affirme la nécessité de différencier l'action audiovisuelle extérieure en fonction des cibles visées et de dissocier présence culturelle et présence linguistique. Il plaide pour la commission parlementaire.

## Quatre architectes en piste pour la future Bibliothèque de France

Le jury chargé de sélectionner les projets architecturaux de la future Bibliothèque de France a retenu quatre noms. Dans un premier temps, il avait choisi deux dossiers sur les deux cent cinquante présentés. Parmi eux, ceux de l'Espagnol Ricardo Bofill, des Suisses Mario Botta et Bernard Tschumi, du Japonais Fumihiko Maki, du Portugais Álvaro Siza, du Hollandais Rem Koolhaas, des Français Jean Nouvel, Henri Gaudin, Henri Crémier, et de l'Américain Richard Meier, qui était, d'ailleurs, le grand favori du jury présidé par Jack Ming Pui. Mais la Très Grande Bibliothèque que ne lui a pas plus porté chance que l'Opéra-Bastille, concours qu'il avait tenté sans succès. Sa seule œuvre parisienne sera donc — pour l'instant — le siège social de Canal Plus, dont la construction doit prochainement commencer.

Les quatre lauréats retenus sont donc le Britannique James Stirling, auteur de la nouvelle aile de la Tate Gallery à Londres ; son compatriote Jan Kaplicky, un élève de Foster, qui a peu de réalisations à son actif ; deux Français, enfin, le tandem Philippe Chai-Jean-Paul Morel, les auteurs du Zénith, et Dominique Perrault, à qui l'on doit la cité Descartes de Marne-la-Vallée, une superbe école d'ingénieurs. Stirling et Perrault ont choisi d'éclater la Bibliothèque de France en plusieurs unités, à la différence des deux autres candidats, qui proposent un bâtiment unique. La référence à Boullée et à l'architecture des Lumières est explicite chez Stirling. Emportée-elle l'adhésion du président de la République ? C'est en effet ce dernier qui aura le dernier mot. Au début de l'automne, il choisira le nom de celui qui signera la Bibliothèque de France. Les maquettes des quatre architectes seront alors présentées au public.

E. de R.

Le numéro du « Monde » daté 27 juillet 1989 a été tiré à 501 415 exemplaires

plémentarité entre stratégies publiques et stratégies privées, entre actions françaises et actions francophones multilatérales, entre présence radiophonique et présence télévisuelle. Enfin, il demande l'abandon de l'offre gratuite en programmes, même pour la diffusion culturelle.

Pour y parvenir, de nouvelles structures seront mises en place. Pas moins de six ministères (affaires étrangères, coopération, culture, communication, francophonie, affaires européennes) menant en ordre dispersé des actions. M. Decaux souhaite d'abord unifier l'ensemble par un dispositif à trois niveaux. Les grandes orientations seront fixées par le nouveau Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France (CAEF) présidé par le premier ministre, administrées par une direction de la communication du ministère des affaires étrangères renforcée, et exécutées par la Sofrad, bras séculier de l'ensemble.

La Sofrad gèrera en particulier une banque mondiale d'images par satellite, sorte d'extension à toute la planète de l'actuel Canal France International, qui ne couvre que l'Afrique. Le projet, étalé sur cinq ans, consistera à diffuser par satellite un programme français qui pourrait soit être repris directement par les pays qui le souhaitent, soit être intégré à leurs chaînes nationales.

En Europe, la diffusion d'une chaîne généraliste française est l'objectif numéro un. Selon pour l'actuelle TV 5-Europe, le rapport propose — entre autres hypothèses — de négocier avec les actionnaires de cette chaîne francophone son remplacement progressif par Antenne 2.

## Favoriser l'exportation des produits audiovisuels

Pour favoriser l'exportation des produits audiovisuels français, deux nouvelles entités, l'Agence française d'images d'actualité (AFIA) et la Société de promotion des images de télévision (SPIT), seraient créées avec des partenaires privés. Le rapport Decaux préconise aussi de négocier une simplification du paiement des ayants droit (auteurs, réalisateurs, etc.) d'une œuvre audiovisuelle. La loi française, qui protège fortement ces ayants droit, complique en effet la cession à l'étranger.

Enfin, l'expansion souhaitée par M. Decaux réclame des moyens nouveaux. A défaut de la dotation budgétaire unique, portée à 500 millions de francs en cinq ans, qu'il propose, M. Decaux a obtenu 50 millions de francs de mesures nouvelles pour 1990, et un objectif de parité à cinq ans avec les crédits radiophoniques (450 millions actuellement).

Avant de l'indication des sigles, le rapport Decaux marque un recadrage vers des actions proprement françaises, et non plus multilatérales. Il ouvre donc de délicates négociations, car sa réussite, outre qu'elle suppose la fin de rivalités administratives bien ancrées dans les mentalités, tiendra pour beaucoup à l'adhésion des parties concernées : producteurs privés pour l'AFIA ou la SPIT, par exemple, pour l'évolution de TV 5, auteurs pour les problèmes d'ayants droit, futur PDG d'Antenne 2 et de FR 3, qui devraient selon M. Decaux, se doter d'une direction internationale unique.

« La France a décidé de mettre le paquet, et aucun francophone ne pourra nous le reprocher, estime M. Decaux, car la vérité est que la culture passe, pour 90 % du genre humain, par la télévision ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## POLOGNE : avant de se voir opposer un refus

## Le général Jaruzelski avait offert sept portefeuilles à Solidarité

Les 259 députés et sénateurs de Solidarité ont approuvé mercredi 26 juillet à la quasi-unanimité le refus exprimé la veille par M. Lech Walesa, devant le général Jaruzelski, de participer à un gouvernement de coalition avec les communistes. Seuls quatre d'entre eux se sont abstenus. Les parlementaires ont également rejeté la possibilité pour des personnalités de Solidarité de participer, à titre personnel, à un gouvernement dirigé par le POUF (parti communiste).

Le chef de Solidarité rurale, M. Jozef Slipek, qui a rencontré mardi le général Jaruzelski (après M. Walesa), a révélé au cours de la réunion que le chef de l'Etat avait offert sept portefeuilles à Solidarité — le gouvernement compte actuellement vingt et un membres, — justifiant son offre en affir-

mant que le nombre des ministres proposés était conforme au pourcentage (35 %) des députés de Solidarité à la Diète, la chambre basse du Parlement polonais. Les portefeuilles proposés incluaient la vice-présidence du Conseil, la santé, la construction, l'écologie et l'industrie.

Selon M. Slipek, le président de la République a motivé son refus de confier tout le gouvernement à Solidarité par les relations de la Pologne avec les autres pays de l'Est. « Si nous prenons le gouvernement, les pays voisins vont nous regarder avec méfiance », a déclaré M. Slipek, paraphrasant les propos du président, en précisant que celui-ci avait cité dans l'ordre l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et « les Russes ». — (AP, AFP, Reuters.)

## CHINE : la poursuite de la répression

## Deux nouvelles condamnations à mort

Un tribunal de Pékin a condamné à mort, mercredi 26 juillet, deux paysans accusés de vol et de violences pendant les manifestations antigouvernementales du printemps. Agés de dix-huit et de vingt ans, Li Wenbao et Liang Hongchen, profitant du « chaos », se seraient « déguisés en policiers » pour

détrousser des paysans. Deux autres personnes ont également été condamnées à la peine capitale, cette fois pour vol et meurtre.

Par ailleurs, pour tenter de mieux reprendre en main une population échauffée par trop contestataire, les autorités, après avoir renforcé les contrôles et la formation idéologique, ont décidé de réduire le nombre des nouvelles inscriptions. Ainsi, à l'université de Pékin, le chiffre est tombé à 800 sur un total de 15000. De plus, 1500 places ont été supprimées, la quasi-totalité dans le domaine des sciences humaines. Le nombre d'étudiants envoyés à l'étranger va passer de 3000 à 3000 par an, « en fonction des besoins du pays ». La sélection sera effectuée non plus seulement sur des critères académiques mais en vertu de l'attitude politique. — (AFP, Reuters.)

● NAMIBIE : attaque contre une base de la police. — Des combattants non identifiés ont bombardé, jeudi matin 27 juillet, une base de la police territoriale namibienne à Etala, au nord de la Namibie, a-t-on appris de source officielle à Windhoek, jeudi en début d'après-midi. Aucune information n'est disponible dans l'immédiat. (AFP.)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, les RHO-FRANCO-ALLEMANDS viennent poser dans la journée des fenêtres qui sont le ciel du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en climat. Garantie dix ans. Devis gratuit — Magasin d'exposition, 111, rue Lafayette (10<sup>e</sup>) M<sup>o</sup> Gare du Nord, 48-57-15-18.

A C D E F G H

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lames flexibles. Incalculable tête et pied.

**CAPELOU**

37, av. de la République 75011 PARIS TEL 43 57 45 35 • METRO PARENTHESE

## 3 JOURS

jeudi 27, vendredi 28, samedi 29

## SOLDES

Costumes, vestes, pantalons chemises, chemisettes, les meilleures griffes parisiennes

## LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 — Détaxe à l'exportation